

Résistance

11
12

BULLETIN PÉDAGOGIQUE ANNUEL

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

En partenariat avec le Musée de la Résistance nationale, le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de l'académie de Créteil a mis en ligne sur son site un ensemble de ressources à l'adresse suivante : www.crdp.ac-creteil.fr/resistance

« NOUS QUI SOMMES ENCORE VIVANTS »

(André Ulmann, Ebensee, 1944-1945)

Résister dans les camps nazis

André Ulmann : Prisonnier de guerre après la défaite de la France en 1940, libéré en 1942, André Ulmann est un des fondateurs du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés. Arrêté à Lyon, enfermé à la prison Montluc puis transféré au camp de Compiègne, il est déporté au camp de concentration de Mauthausen le 22 mars 1944. Il est ensuite affecté aux *Kommandos* de Melk puis d'Ebensee, où il est un des organisateurs de la résistance. Entre l'été 1944 et sa libération en mai 1945, il écrit une série de poèmes, publiés à son retour sous le titre *Poèmes du camp*. Le vers cité est extrait du poème « Encore autre chose ».



Dessin de Fernand Léger offert à la Fédération nationale des internés et déportés résistants et patriotes (FNDIRP) à l'occasion du 20^e anniversaire de la libération des camps nazis. La FNDIRP a fait don de ce dessin à la Fondation pour la mémoire de la Déportation (FMD) qui en a fait son logo.

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation 2012

Le thème pour 2012

(extraits du BOEN n° 23 du 9 juin 2011)

Le concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) a été créé officiellement en 1961 par Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale, à la suite d'initiatives d'associations et particulièrement de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance (CNCVR). Ce concours a pour objectif de perpétuer chez les jeunes Français la mémoire de la Résistance et de la Déportation afin de leur permettre de s'en inspirer et d'en tirer des leçons civiques dans leur vie d'aujourd'hui.

Pour l'année 2012, le jury national a arrêté le thème suivant :

«RÉSISTER DANS LES CAMPS NAZIS».

On présentera les différentes formes qu'a pu prendre cette résistance et les valeurs qu'en transmettent les déportés par leurs témoignages.

■ COMMENT PARTICIPER ?

Le concours comporte **six catégories de participation**.

- **Première catégorie** : classes de tous les lycées - réalisation d'un devoir individuel en classe, portant sur le sujet académique - durée 3 heures.

- **Deuxième catégorie** : classes de tous les lycées - réalisation d'un travail collectif qui peut être un mémoire, associé ou non à d'autres supports, portant sur le thème annuel.

- **Troisième catégorie** : classes de tous les lycées - réalisation d'un travail collectif, exclusivement audiovisuel (film, documentaire sonore), portant sur le thème annuel.

- **Quatrième catégorie** : classes de troisième - rédaction d'un devoir individuel en classe, portant sur le sujet académique - durée 2 heures.

- **Cinquième catégorie** : classes de troisième - réalisation d'un travail collectif qui peut être un mémoire, associé ou non à d'autres supports, portant sur le thème annuel.

- **Sixième catégorie** : classes de troisième - réalisation d'un travail collectif, exclusivement audiovisuel (film, documentaire sonore), portant sur le thème annuel.

Pour les travaux collectifs, le jury national ne retiendra que des productions réalisées par deux élèves au minimum.

La **date des épreuves** du concours national de la Résistance et de la Déportation pour l'année scolaire 2011-2012 a été fixée au **vendredi 23 mars 2012, pour les devoirs individuels**, dans l'ensemble des établissements en France et à l'étranger.

Les copies individuelles et les travaux collectifs des établissements sur le territoire français sont adressés par l'établissement scolaire à l'inspecteur d'académie-directeur des services départementaux de l'Éducation nationale (pour les établissements situés sur le territoire métropolitain) ou au recteur ou vice-recteur de l'académie (pour les établissements des Drom-Com), **le vendredi 30 mars 2012 au plus tard**.

Pour obtenir plus d'informations, il est possible de se référer à la page dédiée au concours sur le site Éduscol du ministère de l'Éducation nationale :

<http://eduscol.education.fr/cid45607/concours-national-resistance-deportation.html>

Le règlement complet du CNRD est disponible dans le BOEN n° 23 du 9 juin 2011 consultable à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.fr/cid56461/mene1112946n.html>

Des conseils pratiques pour les élèves et les enseignants qui veulent participer au concours sont disponibles sur le site du Musée de la Résistance nationale, rubrique CNRD

www.musee-resistance.com

■ OÙ TROUVER DES INFORMATIONS ?

Les publications dans le cadre du CNRD

La Fondation pour la mémoire de la Déportation a piloté la réalisation d'un dossier pédagogique national à la conception auquel le Musée de la Résistance nationale a participé.

La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP) a publié un numéro spécial CNRD de son journal *Le Patriote résistant*.

La Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance et l'Union nationale des anciens déportés, internés, familles (FNDIR-UNADIF) ont publié un cahier spécial CNRD dans le journal *Le Déporté pour la Liberté*.

Ce numéro de *Résistance* consacré au thème 2012 du CNRD est un des éléments d'un dispositif plus large.

En partenariat avec le Musée de la Résistance nationale, le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de l'académie de Créteil a mis en ligne sur son site un ensemble de ressources à l'adresse suivante :

www.crdp.ac-creteil.fr/resistance

- un ensemble documentaire en ligne représentant l'organisation de *Résistance*.
- présentation et extraits vidéos d'une rencontre avec des témoins organisée à Créteil en novembre 2011.
- des liens vers les ressources du réseau Scénario.

Le réseau du Musée de la Résistance nationale propose un ensemble de ressources et d'expositions signalées et accessibles depuis son site :

www.musee-resistance.com
(rubrique CNRD)

- des ressources documentaires (dont bibliographie)
- l'exposition temporaire « *Nous qui sommes encore vivants* ». *Résister dans les camps nazis*, présentée à Champigny-sur-Marne du 6 décembre 2011 au 31 août 2012
- l'exposition itinérante inspirée de l'exposition temporaire (existe aussi en version téléchargeable).

Introduction

Résister dans les camps nazis. Présentation et limites du thème.

Le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation proposé pour 2012 doit permettre aux candidats de réfléchir sur les possibilités qu'ont eues les détenus des camps nazis de s'opposer au processus mis en œuvre pour les soumettre, les exploiter ou les massacrer en masse.

Ce thème doit cependant être précisé. Il concerne les camps de concentration et d'extermination mais il n'est pas possible d'étudier avec la même approche la résistance dans le système concentrationnaire et celle dans les centres de mise à mort. Leurs origines et leurs développements ont été distincts, même si des similitudes peuvent être notées. Par ailleurs, les camps d'internement ou les prisons dans les territoires occupés sont exclus du thème, comme les camps de travail ou les ghettos d'Europe de l'Est.

La principale difficulté réside dans la définition de **la notion de résistance** dans les camps nazis. Celle-ci peut être comprise comme toute action visant à contrarier le fonctionnement du processus de destruction physique et morale mis en œuvre par les SS, à la condition que cette action ne nuise pas directement à d'autres détenus. Ce dernier point est une des difficultés du thème.

Par ailleurs, la notion de résistance a une part de subjectivité, qui s'exprime plus ou moins nettement dans les témoignages des déportés : qualifier une action de résistante dépend du ressenti de chacun. C'est pour cette raison qu'il faut aussi distinguer lorsque cela est nécessaire le sort des hommes – les plus nombreux à avoir été déportés – de celui des femmes, dont les parcours présentent à la fois des ressemblances et des différences. Le thème demande donc d'accorder une attention particulière à **la situation individuelle des déportés**, qui a pu être déterminante : déportés sans passé de résistance ou détenus ayant été résistants avant leur déportation ; détenus isolés dans la masse ou détenus intégrés dans un groupe de compatriotes ; détenus en position de soumission permanente ou détenus affectés à un poste de responsabilité plus ou moins important. Il ne faut pas négliger non plus la capacité de chaque individu à encaisser le choc physique, psychologique et moral de l'immersion dans

l'univers concentrationnaire (importance ou non de la situation socio-économique ou socioculturelle, de l'engagement politique ou religieux, de l'âge ou du sexe), malgré la volonté permanente des SS de briser les individus en séparant les collectifs constitués, en supprimant les positions acquises ou en montant les nationalités les unes contre les autres, par le biais des affectations et des décisions arbitraires.

Le thème demande également une prise en compte de **la chronologie**. Les premiers camps sont pensés d'abord comme des instruments de répression du peuple allemand ; les camps de la guerre totale conservent leur dimension répressive, appliquée à l'Europe nazie, mais ils doivent dorénavant exploiter jusqu'à épuisement la force de travail des détenus ; dans les dernières semaines de la guerre, les camps connaissent le chaos des évacuations et de l'écroulement du système concentrationnaire. Entre les premiers camps et les camps de la guerre totale, des postes de responsabilité ont été attribués à des détenus. Confiés d'abord à des condamnés de droit commun, réputés plus violents, ces postes ont été peu à peu récupérés par des détenus politiques, au prix d'une lutte impitoyable et sous le contrôle constant des SS. Les organisations de résistance sont nées des opportunités qui se sont présentées au gré de ces affectations et de ces changements arbitraires. Ici encore, les situations ont été très variables d'un camp à l'autre, d'un *Kommando* à l'autre, d'un *Kapo* à l'autre, voire dans certains cas d'un SS à l'autre. Les camps d'extermination ont évidemment leur chronologie propre, même si tous les déportés connaissent un destin commun durant la période qui précède la libération des camps de concentration.

Dans ces contextes variés, la résistance dans les camps nazis a pris **des formes diverses**. Elle a consisté d'abord à tenter de survivre individuellement. En les intégrant dans des formes d'action collectives, la solidarité a permis d'augmenter plus ou moins fortement les chances de survie individuelle. L'entraide a reposé sur des organisations informelles et fluctuantes au gré des affectations des détenus, ou sur des organisations structurées et clandestines (constituées en groupes nationaux ou en comités internationaux), influentes mais toujours dépendantes des décisions des SS. Les formes de résistance visant à prolonger la lutte dans les camps sont restées exceptionnelles, sans pour autant être rares : partout où cela a été possible des actes de sabotages individuels et collectifs ont été perpétrés, des documents ont été détournés, des projets d'évasion et d'insurrection ont été envisagés qui parfois ont pu être concrétisés.

L'expérience de la solidarité et de la résis-

tance dans les camps a profondément marqué les survivants. Beaucoup ont décidé de s'engager dans les organisations d'anciens déportés nées dès le retour des camps. Ne voulant pas que leurs camarades disparus soient morts pour rien, ils ont témoigné et agi pour faire condamner les responsables des crimes commis, pour faire connaître ce qu'étaient les camps nazis aux jeunes générations, pour faire respecter le droit à la dignité et à la liberté qu'on leur avait refusé. Le thème retenu pour 2012 s'inscrit dans la continuité de cet engagement des anciens déportés. Enfin, au-delà des connaissances acquises, travailler sur la résistance dans les camps nazis peut aussi être l'occasion d'une réflexion sur la capacité de l'être humain à se dépasser en situation de domination, sur les sacrifices nécessaires pour que l'homme retrouve la plénitude ses droits, et, plus fondamentalement encore, sur ce qui constitue la nature même de l'espèce humaine.

SOMMAIRE

Partie 1

Résister dans les premiers camps nazis (1933-1939) 4-6

- 1) Les premiers camps 4
- 2) Les premiers actes de résistance 5
- 3) Les dénonciations des premiers camps 6

Partie 2

Résister dans le système concentrationnaire (1940-1945) 7-19

- 1) L'évolution du système concentrationnaire 7
- 2) Contester la toute-puissance SS 8
- 3) Rester en vie 10
- 4) Rester humain 12
- 5) Saboter 14
- 6) Se libérer 16

Partie 3

Résister dans les centres de mise à mort (1942-1944) 20-25

- 1) Les centres de mise à mort dans la politique d'extermination nazie 20
- 2) Savoir et faire savoir 20
- 3) Casser la machine à exterminer 23
- 4) Rester en vie jusqu'à la libération 24

Partie 4

La résistance dans la mémoire des camps nazis depuis 1945 : l'exemple de la France 26-31

- 1) Les organisations de déportés 26
- 2) Les témoignages des déportés 27
- 3) La résistance dans la commémoration de la Déportation et du génocide des juifs 30

PARTIE 1

Résister dans les premiers camps nazis (1933-1939)

1) Les premiers camps

Évoquer les résistances dans les premiers camps, avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, c'est avant tout rappeler que les premiers internés sont des Allemands, et que les premiers déportés sont des Autrichiens et des Tchèques.

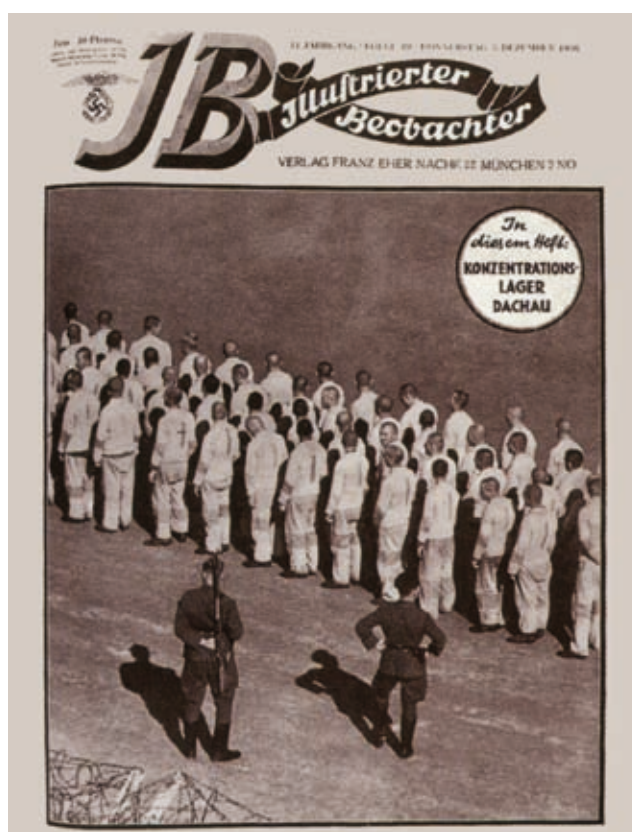
En effet, en mars 1933, deux mois après la nomination de Hitler à la chancellerie, malgré un climat de terreur, les Allemands ne donnent pas au parti nazi la majorité aux élections législatives. Pour conquérir totalement le pouvoir, les nazis répriment toutes les oppositions (communistes, socialistes, syndicalistes, républicains et démocrates) : menaces et violences permanentes ; assassinats ; arrestations et détentions dites de « sécurité » (sans jugement) ; internement dans des camps. Ces pratiques terroristes sont légitimées d'avance par une idéologie fondée sur le rejet du droit, de la justice, des valeurs humanistes et démocratiques.



Tableau des triangles utilisés dans le camp de concentration de Dachau, fin des années 1930 (coll. Archives du SIR, Arolsen)

Si les premiers camps de concentration sont improvisés ce qui leur vaut le surnom de « camps sauvages », rapidement un ensemble de camps est mis en place, selon un système de plus en plus cohérent et organisé. La *Gestapo* pourvoit les camps en détenus, les SA puis la SS sont chargés de les garder et l'ensemble de l'appareil répressif de l'État nazi passe progressivement sous l'autorité de Himmler (commandant en chef de la SS, ministre de l'Intérieur du *Reich*). Une ins-

pection générale des camps de concentration est créée en juillet 1934. Elle définit le modèle standard du camp de concentration, copié dans toute l'Allemagne, et le règlement intérieur fondé sur la perte d'identité et l'humiliation des détenus (uniforme rayé, matricule, violences arbitraires et permanentes, etc.). Elle organise la mise au travail des détenus qui offrent une main d'œuvre bon marché notamment aux entreprises de la SS.



Couverture du *Illustrierter Beobachter*, n° 49, 3 décembre 1936 (coll. particulière). Ce magazine nazi propose un reportage sur le camp de Dachau justifiant son existence et son caractère « éducatif ».

LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE

Himmler, dont les plans furent toujours approuvés par Hitler, chargea en mai 1934 le commandant de Dachau, Theodor Eicke, de réorganiser et d'étendre le système des camps. Un changement de fonction fondamental des camps de concentration s'annonçait déjà. Un instrument de répression provisoire destiné à établir un nouveau régime allait devenir une institution durable permettant d'assurer la détention « préventive » de tous ceux que les hommes au pouvoir allaient, à l'avenir, définir comme des opposants. [...]

À partir de 1935, la nouvelle instance de contrôle siégea d'abord à Berlin, dans les bureaux de la *Gestapo*. En août 1938, l'état-major d'Eicke partit s'installer à Oranienburg, non loin du camp de Sachsenhausen, ouvert en 1936. L'inspection centrale y demeura jusqu'en 1945 [...]. La standardisation interne de la vie des camps selon le « modèle de Dachau » s'inscrivait dans cette évolution. Dachau n'était pas seulement un centre de formation important de la SS des camps, un lieu où commençait la carrière de nombreux chefs SS qui devaient propager dans d'autres camps les règles de l'« école Eicke ». Dachau était le modèle de la réorganisation du système des KZ [*Konzentrationslager* ou KL]. Le schéma global comportait quatre composantes : la classification des détenus ; le travail comme moyen terroriste d'accomplissement des peines ; un système échelonné de punitions qui pouvaient être prononcées de manière officielle, mais aussi informelle ; la loi martiale pour les actes graves comme la mutinerie ou l'évasion : des prétextes qui permirent aussi de couvrir des assassinats spontanés ou déguisés. [...]

Jusqu'en 1936, la « détention préventive » servit, pour l'essentiel, au raffermissement intérieur du régime. La police secrète menait une politique d'arrestations perlées, dont le but était d'effrayer et d'intimider la population. Dans chaque ville, on faisait disparaître quelques personnes ; la plupart d'entre elles revenaient au bout d'un certain temps, abattues et anxieuses. Cela engendra un climat de menace qui tétanisa la population. Les fragments d'information que l'on entendait sur les camps suffisaient à contenir l'opposition. Et l'on voyait souvent se développer des légendes de terreur qui dépassaient encore la réalité des camps. Loin d'être un secret bien gardé, les camps de concentration étaient des lieux connus de tous. Le nombre relativement élevé des libérations était un instrument subtil, mis au point pour conforter le régime.

La situation se transforma radicalement en 1936. La SS commença alors à planifier et à ouvrir de nouveaux camps de concentration. Année après année, on bâtit ces lieux du pouvoir absolu qui allaient continuer à fonctionner jusqu'à la fin de la guerre : Sachsenhausen en 1936, Buchenwald, près de Weimar, en 1937, Flossenbürg, près de Weiden, en 1938 et, immédiatement après [l'annexion de l'Autriche en 1938] Mauthausen, près de Linz, puis le camp de femmes de Ravensbrück, en 1939. De tous les camps de la première période, seul Dachau existait encore ; tous les autres avaient été démantelés.

Extraits de Wolfgang Sofsky, *L'organisation de la terreur. Les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1995, pages 46-49.

2) Les premiers actes de résistance

Dans les camps, passé le choc de l'arrivée, les premiers détenus, femmes et hommes, doivent s'entraider et s'organiser pour rester en vie. Pour cela, même s'ils sont pour le plus grand nombre d'entre eux des antinazis et, majoritairement, des communistes, ils doivent surmonter d'abord leurs divergences liées à leurs origines, leurs confessions et leurs opinions. Cette même exigence resurgit à partir de 1938 et 1939 avec l'arrivée des premiers déportés autrichiens puis tchèques après l'invasion de leur pays.

À partir de 1936, toute la société allemande est enrôlée à marche forcée dans la préparation de la guerre. Aussi, les nazis décuplent la répression et désignent comme « ennemies de la communauté allemande » de nouvelles catégories qui sont internées, à leur tour, dans les camps : « délinquants », « réfractaires au travail », « asociaux », « homosexuels », « témoins de Jéhovah », « Tsiganes », « apatrides », « Juifs », etc. Pour les premiers détenus, politiques, l'arrivée de ces nouveaux internés rend plus complexe et plus nécessaire la préservation des formes de cohésion et d'entraide qu'ils avaient difficilement construites depuis 1933. Par exemple, des luttes âpres ont lieu avec les « droits communs », instrumentalisés par les SS contre les politiques.

Dans cette période d'avant-guerre, un ensemble de conditions particulières sont réunies pour que se développent des résistances dans les premiers camps.

Majoritairement, les détenus parlent allemand ce qui facilite les échanges et la compréhension. Pour un grand nombre, internés dans leur pays, ils peuvent, non sans risques et sans difficultés, maintenir parfois des liens avec leur famille ou des pro-

ches. Enfin, fait non négligeable, dans cette période d'avant-guerre, l'espoir de recouvrer la liberté subsiste : les dirigeants nazis, maîtres dans l'art de duper les gouvernements démocratiques et leurs opinions publiques, libèrent à grand renfort de propagande des opposants et des juifs internés, à qui ils permettent de partir en exil après le paiement d'une forte rançon.

Tous ces détenus soumis à l'arbitraire sans limites des SA puis des SS, font le constat immédiat de l'inutilité des formes de protestations traditionnelles et individuelles. Répondre aux insultes, esquiver les coups, entamer une grève de la faim, etc., c'est s'exposer à une violence plus grande encore, voire signer sa condamnation à mort. Aussi, en déjouant l'espionnage de la *Gestapo* et de ses mouchards, les détenus politiques, unis par une forte culture d'organisation et de solidarité héritée de leur militantisme passé, créent et structurent des organisations clandestines de résistance. Les liens entre eux sont souvent renforcés par les affinités professionnelles (corps de métier) et régionales (*Länder*).

Ces organisations de résistance intérieure ont comme objectif de soutenir le moral et de préserver la vie de tous (partager le pain, inclure les plus faibles dans de « meilleurs » *Kommandos*, faciliter les évasions, etc.) et d'infiltrer l'administration et les services du camp, en mettant au service de la lutte contre les autorités les possibilités d'action données par ces postes.

Enfin, ces organisations clandestines maintiennent le contact avec la résistance extérieure, notamment grâce aux détenus libérés qui acceptent de parler et aux détenus qui parviennent à s'évader malgré les menaces que la *Gestapo* fait peser sur eux et sur leur famille. Tous font connaître à la population allemande et à l'étranger les crimes commis dans les camps.

UNE ÉVASION DU CAMP DE BUCHENWALD. TÉMOIGNAGE DE CARL SCHRADER.

Arrêté à Berlin en mai 1934 pour avoir tenu des propos antinazis dans un café, Carl Schrader est mis en prison. En octobre, il est interné au camp de Lichtenburg. En mars 1935, il est transféré au camp d'Esterwegen puis au camp de Sachsenhausen en septembre 1936 et au camp de Buchenwald en juillet 1937.

Deux prisonniers réussissent une évasion [fin 1938]. Ils ont eu le courage de s'emurer volontairement dans un puits du chauffage central des locaux SS situé en dehors du camp des détenus. Munis de vivres et d'eau, ils tiennent et résistent pendant cinq jours dans leur cachot improvisé, tandis que leurs camarades passent deux jours et une nuit debout sur la place d'appel en guise de représailles. Les plus minutieuses recherches se révèlent infructueuses, les « oiseaux » restent introuvables dans la forêt... Koch est dans un état nerveux indescriptible. Il doit subir toutes les avanies de la part de sa femme. La surveillance SS est sur les dents. Pendant quatre jours, un double cordon de sentinelles surexcitées bride le camp et les fins limiers de la maison ne connaissent pas de repos. Le cinquième jour, de guerre lasse, les mesures policières cessent : les deux emmurés quittent leur cachette et pendant la nuit se sauvent à toutes jambes. Ils se procurent des habits civils des papiers et regagnent sans encombre leur province, leur village et leur famille. Ils retournent même chez leurs anciens patrons et y sont embauchés de nouveau. Mais quelques semaines plus tard, la *Gestapo* vient les arrêter. Nous les avons revus le long du mur de la prison de Buchenwald, à quelques pas dessous la fière devise de « Ma Patrie ». Ils sont morts au bout de quelques jours.

Extrait de Carl Schrader, *Le Vétéran. Onze ans dans les camps de concentration*, Fayard, 2011, pages 169-170.

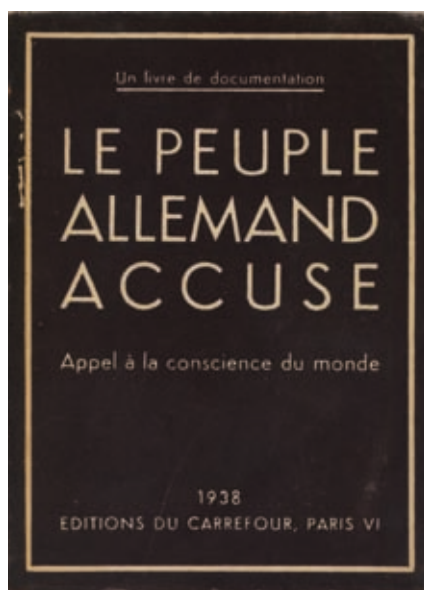
3) Les dénonciations des premiers camps

Des journaux clandestins, le plus souvent imprimés en Belgique (pays libéral et frontalier), confectionnés par des antinazis exilés, publient les témoignages oraux et photographiques transmis par les évadés. C'est ainsi que le *Chant des marais* est connu et chanté par les antifascistes dans toute l'Europe dès 1936. En France, l'information de l'opinion publique sur la réalité du nazisme et du système concentrationnaire passe par de nombreux canaux. Dès 1934, les journalistes français Marie-Claude Vaillant-Couturier et Philippe Soupault partent enquêter en Allemagne nazie. Leur reportage est publié dans le magazine *Vu* accompagné de photographies des premiers camps de concentration qu'ils ont réalisés clandestinement.

Les organisations d'antinazis exilés alertent les Français par tous les moyens à leur disposition : brochures, livres ou journaux en français, tel le *Pariser Tageblatt*, des conférences ou des expositions, telle celle proposée à l'occasion de l'Exposition internationale de Paris en 1937 par le Comité Thälman, finalement interdite par le gouvernement français à la demande de l'ambassade d'Allemagne. Ces informations sont largement relayées dans la presse quotidienne et hebdomadaire des partis politiques de gauche, notamment le magazine *Regards*. Des cercles éclairés des Églises en premier lieu des pères jésuites (R.P. Fessard, R.P. Chaillet. R.P. de Lubac) éveillent les consciences de leurs coreligionnaires par des conférences et des publications sur l'antagonisme entre le nazisme et le christianisme, la persécution des chrétiens, notamment en Autriche annexée. De même des magazines ou hebdomadaires à grand tirage comme *Lecture pour tous* ou *Match* participent à cette dénonciation du système concentrationnaire nazi.



Le Chant des Marais. Pages intérieures du journal allemand antinazi AIZ, 8 mars 1935 (coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny). Publié en Belgique et diffusé clandestinement en Allemagne, ce journal tente d'informer l'opinion allemande des réalités du régime nazi. En encadré, il présente la partition illustrée du chant *Wir sind die Moorsoldaten* (*Nous sommes les soldats du marais*), créé par des détenus allemands, connu en France sous le nom de *Chant des marais*.



Le peuple allemand accuse. Appel à la conscience du monde, Editions du Carrefour, 1938 (coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny). Walter Schlieper, journaliste communiste, quitte l'Allemagne en mars 1933. Réfugié à Paris, il a en charge l'édition en allemand du bulletin de l'agence Inpress, fondée pour informer la population allemande et l'opinion internationale sur les réalités de l'Allemagne nazie. Il accumule une masse d'informations à l'origine de la publication, sans nom d'auteur, de *Das Deutsche Volk klagt an* (*Le peuple allemand accuse*). L'édition allemande est publiée à Strasbourg en 1936. Dès 1937, une édition française est imprimée par les Éditions du Carrefour à Paris. Vite épuisé, l'ouvrage est réimprimé en 1938.

PRÉFACE DU «LE PEUPLE ALLEMAND ACCUSE»

Ce titre rappelle le mâle défi qu'un homme, jadis, jetait à la face de la force. Il s'agissait alors d'un seul innocent condamné. Et à cet appel, la conscience du monde entier se souleva. Aujourd'hui, le monde se tait, devant un peuple mis au tombeau. Les «honnêtes gens» détournent les yeux et font semblant de n'avoir rien vu. Même notre grand Alain écrivait, il y a trois ans (je ne pense pas qu'il le redirait aujourd'hui!) «J'ai peu réagi devant la crise hitlérienne. Les choses éloignées ne me remuent guère...» Les «choses éloignées» sont à notre porte; elles ont passé le seuil de notre porte. Le crime et le malheur fussent-ils au bout du monde, le bout du monde n'est plus que le bout de notre chambre; même si nous les fuyons, le crime et le malheur viendront nous chercher. Tout le bien et tout le mal des hommes est nôtre. Si nous sommes tentés de l'oublier, les pires oppresseurs des peuples

sauront nous le rappeler. Certes, l'Hitlérisme ne se désintéresse pas de ce qui se passe en Espagne! Et nous le voyons aujourd'hui, en France, qui s'essaie à refaire chez nous ce qui lui a si bien réussi chez lui! Eh bien, il faut que «les honnêtes gens» en France, que tous ceux qui n'ont pas le cœur assez large pour y faire tenir les souffrances des autres peuples, il faut qu'ils voient ce qui les attendra en France, s'ils laissent l'Hitlérisme s'y installer. Qu'ils se convainquent que l'asservissement de l'Allemagne, que le crucifiement de ses meilleurs hommes, n'est que le premier pas vers la réalisation des vastes plans de domination et d'asservissement du monde par le Troisième Reich. En l'espace de trois ans, plus d'un million d'hommes arrêtés, 225 000 hommes condamnés, la valeur de cinq corps d'armée, – «les corps d'armée des défenseurs de la paix et de la liberté» – enfermés, réduits au silence, et leur élite livrée aux violences, outragée, torturée, assassinée: condition préalable à la mobilisation d'un peuple privé de

ses guides moraux, intellectuels et politiques, et que l'Hitlérisme veut lancer contre les démocraties d'Occident, contre nos Fronts populaires, et contre la grande Union des Républiques socialistes de l'Est de l'Europe. Ce livre nous apprendra aussi ce que nous avons été trop tentés d'oublier: l'admirable héroïsme de ces Allemands persécutés, qui, depuis des années, délaissés par le reste du monde, livrent, malgré la terreur, un combat inégal, dans l'ombre, sans se lasser. Nous admirons justement l'intrépide peuple d'Espagne, qui en ces jours se sacrifie pour la défense de ses libertés. Les milliers d'Allemands opprimés, vaincus et invincibles, ne sont pas moins dignes de notre respect. Honneur à la vraie Allemagne étouffée! Quand pourra-t-elle s'unir à nous, pour le progrès humain et afin d'édifier ensemble un monde nouveau!

Romain Rolland

PARTIE 2

Résister dans le système concentrationnaire (1940-1945)

1) L'évolution du système concentrationnaire

A partir de 1940, les camps de concentration s'internationalisent. Jusque-là, ont été internés des détenus allemands ou autrichiens (que les nazis considéraient comme allemands). L'invasion de la Tchécoslovaquie, de la Pologne puis d'une grande partie de l'Europe amène la création de nouveaux camps (Gross-Rosen, Stutthof, Auschwitz, etc.) où sont envoyés les ressortissants des territoires occupés considérés comme des opposants ou des résistants. La part des Allemands ne cesse de diminuer pour atteindre moins de 10 % des détenus en 1944.

A partir de 1942, la guerre se prolonge et ne tourne plus à l'avantage de l'Allemagne. Celle-ci est contrainte de mobiliser toute sa population masculine en état de combattre, ce qui provoque une pénurie de main d'œuvre alors que ses besoins en armements et en équipements ne cessent d'augmenter. Pour faire face, elle recrute des travailleurs volontaires ou impose le travail obligatoire dans les territoires occupés. Les camps de concentration deviennent à leur tour des réservoirs de main-d'œuvre. Les *Kommandos* de travail se multiplient. Des camps secondaires, plus ou moins grands, sont ouverts à proximité d'usines ou de chantiers de construction. Dans toute l'Europe, la *Gestapo* arrête et déporte vers les camps de concentration afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre. Les effectifs des camps gonflent très rapidement : 25 000 détenus en septembre 1939, 88 000 en décembre 1942, 224 000 en août 1944, 750 000 en janvier 1945. La création de l'Office principal d'adminis-

tration et de gestion économique de la SS (ou *WVHA*) en février 1942 témoigne de cette évolution. Le 30 avril 1942, Oswald Pohl, chef du *WVHA*, écrit dans une lettre adressée au *SS Reichsführer* Himmler : « *La détention des personnes pour des motifs uniquement liés à la sécurité, à l'éducation ou à la prévention n'est plus prioritaire. Le centre de gravité s'est déplacé vers l'aspect économique.* ». Le *WVHA* demande que les détenus soient en état de travailler et que la mortalité diminue. Quelques améliorations sont apportées entre l'été 1943 et l'été 1944 (notamment en matière de nourriture et de soins). Cependant, la fonction répressive des camps ne disparaît pas. La violence reste une pratique ordinaire pour l'encadrement SS. Par ailleurs, parce que les impératifs de production sont devenus essentiels, le sabotage, réel ou supposé, doit être sévèrement réprimé. Le *WVHA* demande en avril 1944 le remplacement de la bastonnade par la pendaison afin de dissuader toute action des détenus contre l'effort de guerre.

Le besoin de combattants de l'Allemagne se traduit également par le remplacement des SS allemands les plus jeunes par de plus âgés ou par des SS d'autres nationalités, voire par des gardiens non SS. Souvent, les remplaçants adoptent les méthodes de leurs prédécesseurs, mais parfois ils manifestent un peu de compassion envers les détenus et se montrent plus cléments. En mai 1944, Hitler interdit que les hommes en mesure de combattre soient affectés à la surveillance des camps de concentration.

A partir de l'été 1944, la situation se dégrade dans les camps de concentration. La pression s'accroît sur les déportés à mesure que progressent les armées alliées et que la demande d'armements et d'équipements pour l'armée allemande se tend. Alors que des conditions de travail de plus en plus éprouvantes sont imposées, les rations diminuent. Au printemps 1945, la situation est aggravée par l'arrivée des détenus des camps évacués devant l'avancée des armées alliées. Dans des camps à présent surpeuplés, l'insuffisance alimentaire et l'épuisement des organismes favorisent le déclenchement d'épidémies, en premier lieu de typhus, tandis que dans les territoires encore sous le contrôle des armées allemandes des convois de déportés errent en tous sens. Dans ce contexte catastrophique, des ordres contradictoires sont donnés : les déportés sont des otages qui peuvent servir de monnaie d'échange pour les uns, aucun détenu ne doit être retrouvé vivant pour les autres. Les gardiens adoptent des comportements imprévisibles. Certains se montrent plus ou moins bienveillants, espérant pouvoir compter sur le témoignage de détenus au moment de devoir rendre des comptes, d'autres font payer aux déportés la défaite de l'Allemagne nazie qui s'annonce. Lorsque les troupes alliées entrent en contact avec le système concentrationnaire, elles découvrent un univers chaotique où les survivants se distinguent souvent à peine des morts.



Des déportés de Bremen-Farge, *Kommando* de Neuengamme, travaillant à la construction du Bunker Valentin, destiné à abriter une chaîne de montage de sous-marins, 1944 (coll. Bundesarchiv, Coblenze)

2) Contester la toute - puissance du pouvoir SS

L'organisation du pouvoir installée par les SS dans les camps de concentration est d'une redoutable efficacité. C'est pourquoi les concentrationnaires qui veulent contre-carrier le pouvoir SS tentent de profiter des failles afin d'agir au profit des détenus.

LA LUTTE ENTRE DÉTENU DE DROIT COMMUN ET DÉTENU POLITIQUES

L'une des forces du système répressif mis en place dans les camps de concentration est paradoxalement une de ses faiblesses. Les SS ont confié à des concentrationnaires une partie de l'administration et de la surveillance des autres détenus. Ils ont nommé des doyens de camp (*Lagerälteste*), des doyens de *Block* (*Blockälteste*), des chefs de *Kommando* de travail (*Kapos*). Tous sont assistés de subalternes et de secrétaires. Les SS désignent le plus souvent à ces postes des détenus de droit commun (au triangle vert) qu'ils pensent pouvoir contrôler plus facilement en leur accordant des privilèges au détriment des autres détenus. Les SS pensent, non sans raison, que les détenus de droit commun n'hésiteront pas, afin de conserver les privilèges accordés, à user de toute la violence nécessaire pour imposer leur autorité aux autres détenus, en particulier aux détenus politiques (au triangle rouge). Pour ces derniers, prendre le contrôle des postes de l'administration et de l'encadrement devient vital, au sens propre du terme.

Les détenus de droit commun sont responsables de leur propre affaiblissement. En effet, ils ne donnent satisfaction aux SS que dans un système qui privilégie la répression, où règnent la brutalité et l'arbitraire. Lorsqu'en 1942 le système concentrationnaire est intégré à l'économie de guerre et que les *Kommandos* se multiplient, les SS doivent trouver des détenus ayant d'autres aptitudes que hurler des ordres et asséner des coups. Certains détenus politiques s'avèrent plus compétents pour diriger l'administration des camps, devenue très bureaucratique avec l'augmentation des effectifs, et surveiller des *Kommandos* dont la main-d'œuvre doit être en mesure d'effectuer un travail réellement productif.

Les postes de responsabilité sont d'abord attribués à des détenus politiques allemands ou autrichiens, les SS ne faisant pas de différences entre les ressortissants du Grand Reich. Beaucoup sont des antinazis arrêtés et internés au cours des années 1930, notamment en 1939, au moment de la déclaration

de guerre. Bien qu'opposants au nazisme, ces Allemands sont considérés avec un certain respect par les SS au nom de l'appartenance à la même nation et parce qu'ils sont parvenus à supporter le régime des premiers camps, particulièrement dur. Ces détenus, dont le numéro de matricule est peu élevé, bénéficient d'une relative liberté d'initiative et d'action, qui leur permet de discuter des ordres, mais qui reste dépendante du bon vouloir des SS.

En 1939, à Sachsenhausen, des détenus politiques sont parvenus à occuper des postes de responsabilité, notamment celui de *Lagerälteste*, car dans ce camp une organisation communiste a pu se constituer et mener un travail de sape contre les détenus de droit commun auprès des autorités SS. Conscients de cette montée en puissance, les SS décident de remplacer les politiques par des droit commun afin de rappeler que le pouvoir accordé reste totalement sous leur contrôle.

L'IMPORTANCE DE L'ADMINISTRATION DES DÉTENU

L'autoadministration était l'instance intermédiaire entre le personnel de la SS et la société des détenus. Bien qu'elle fût assumée par des prisonniers, elle constituait le point central d'une figuration du pouvoir complexe. La hiérarchie des *Kapos*, des doyens de camp, de *Block* et de chambre, des secrétaires de rapport et de *Block*, était intégrée à un réseau de relations sociales. Les détenus chargés de fonctions étaient en premier lieu tenus à l'obéissance absolue à l'égard de la SS, et dépendait de sa protection. Ensuite, ils devaient défendre leur position contre les attaques et les intrigues des rivaux. En troisième lieu, il leur fallait surveiller leurs subordonnés et assurer l'ordre dans le camp. Et, dernier point, ils étaient entourés de clients dépendants, de profiteurs et de cliques. L'élite des chargés de fonctions occupait un espace situé entre les gardiens et les détenus, se battait pour ses privilèges et cherchait des commis pour la soutenir. Il ne faut pas perdre de vue cet entrelacs structurel quand on considère les missions et le recrutement du personnel détenu, ses sources de pouvoir et ses stratégies entre la direction du camp et la société du camp. [...]

Toute l'administration interne était l'affaire du secrétariat. Il enregistrait les nouveaux arrivants et leur assignait un *Block*, planifiait la répartition de l'approvisionnement, gérant les fichiers, préparait les rapports quotidiens et les appels. Dans chaque *Block*, un détenu devait tenir un registre des effectifs et communiquer chaque transformation au secrétariat. Celui-ci rassemblait toutes les nouvelles en un rapport que le SS avait à vérifier au cours de l'appel. Bien qu'il eût été directement placé sous les ordres du chef de rapport SS, le rapport de bureau quotidien échappait largement à la surveillance. Le secrétaire de rapport et ses auxiliaires travaillaient dans une zone d'incertitude centrale, et n'étaient pas du tout échangeables à volonté. Pour mener ce travail administratif, il ne fallait pas seulement avoir du talent pour l'organisation, de la précision et des connaissances linguistiques : il fallait aussi être familier du travail sur dossier et réagir avec flegme aux événements imprévisibles. Comme la SS elle-

même avait adopté un système de contrôle écrit, complet et bureaucratique, elle dépendait d'une troupe d'auxiliaires qui, dans l'environnement turbulent du camp, avait une vue globale sur la situation. Le dilemme bureaucratique classique de la délégation et du contrôle valait aussi pour le secrétariat dans les camps de concentration. Créer pour obtenir une surveillance parfaite de la société de détenus, il prit de l'influence dans la mesure où il se transformait en unique instance capable d'assurer parfaitement les contrôles.

Il allait de même pour le deuxième organe géré par des détenus, le bureau des statistiques du travail. Sur la base d'un fichier professionnel, il constituait les *Kommandos*, préparait les transferts et établissait les listes de transport pour les corps extérieurs. Le plus souvent, il recevait des directives globales sur l'importance numérique de la main-d'œuvre requise. Le choix, les déplacements et la gestion des fichiers étaient ensuite son affaire. Le bureau des statistiques du travail était lui aussi un pilier important du pouvoir administratif. Comme le secrétariat, il contrôlait une zone d'incertitude. Sans que la SS le sache, il pouvait faire sortir du camp, dans un convoi, les détenus indésirables, ou faire échapper à la persécution des camarades particulièrement menacés en rayant leur nom d'une liste établie pour un convoi de la mort, ou en les faisant passer dans un meilleur camp extérieur. Le travail décidant souvent de la vie et la mort, le bureau des statistiques du travail avait un pouvoir immense. Un nom porté sur la liste d'un *Kommando* ou d'un convoi pouvait signifier une disparition certaine ou la survie. Ce pouvoir augmenta parallèlement à la croissance et à la différenciation du camp. Plus le complexe du camp était grand, plus il y avait de *Kommandos* extérieurs et plus les travaux étaient divers, plus le bureau des statistiques avait de possibilités de choix. Avec l'économisation du travail des détenus, vers la fin de la guerre, le bureau devint un véritable organe de gestion qui occupait, dans les grands camps, plus de cinquante employés.

Extraits de Wolfgang Sofsky, *L'organisation de la terreur. Les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1995, pages 164-167.

LE DÉVELOPPEMENT DES SOLIDARITÉS NATIONALES

Les premiers à s'organiser en groupe de résistance sont évidemment les détenus allemands pour qui les camps ont été ouverts. L'efficacité des mesures de coercition et la difficulté à s'imposer face aux droit commun compliquent l'action clandestine des politiques. Les libérations, encore possibles avant-guerre, contribuent également à fragiliser les groupes constitués. Ainsi, à Buchenwald, la résistance intérieure se structure vraiment à partir de septembre 1939 quand arrivent les Allemands considérés comme politiquement suspects arrêtés en masse au début de la guerre.

Les SS profitent aussi des dissensions qui persistent entre les détenus allemands. Divisés au moment de la prise de pouvoir par les nazis, les communistes et les sociaux-démocrates allemands le sont souvent encore à la veille de la guerre. A Buchenwald, les communistes se méfient des sociaux-démocrates, à Dachau les communistes ont peu

d'influence car ils ont été écartés des postes de responsabilité. Dans tous les camps, les dernières réticences sont levées à l'été 1941 et les détenus politiques allemands arrivent à coopérer au nom d'un front antinazi.

Avec l'internationalisation des camps, les SS doivent trouver des interlocuteurs capables de transmettre les ordres et de leur rendre compte, donc comprenant l'allemand. Ils nomment aux postes de responsabilité des Allemands déportés depuis les pays où ils s'étaient exilés après l'arrivée au pouvoir d'Hitler ou des non-Allemands germanophones (notamment des Tchèques et des Polonais). Des opportunités se présentent donc pour mettre en place des groupes nationaux en profitant de l'appui de ces fonctionnaires détenus non-allemands. Evidemment, tous ne sont pas disposés à venir en aide d'une manière ou d'une autre à leurs compatriotes et beaucoup se révèlent aussi durs et détestables que leurs homologues allemands.

Les SS savent par les multiples mouchards qu'ils soudoient que les organisations nationales peuvent s'avérer contre-productives pour les détenus. En effet, les SS s'efforcent à monter les nationalités les unes contre les autres comme ils ont poussé les droit commun à prendre le dessus sur les politiques. Les témoignages des déportés rendent compte de ces animosités, voire de ces haines, fondées sur la méconnaissance, le ressentiment ou l'instinct de conservation. Dans un premier temps, la tentation a existé de privilégier les intérêts nationaux et de trouver dans le rapprochement avec des compatriotes la protection indispensable à la survie dans le camp. Pourtant, dans un second temps, la nécessité d'unir toutes les forces dans un front commun s'est imposée parmi les détenus les plus lucides, les plus résolus et les plus entreprenants.

LA CRÉATION D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE RÉSISTANCE

Le rapprochement des groupes nationaux doit d'abord surmonter la méfiance envers les Allemands qui tiennent la plupart des postes de fonctionnaires. Pour beaucoup de détenus étrangers, « un Allemand reste un Allemand ». Il faut dire que beaucoup de détenus politiques allemands ont été pervertis par leur longue présence dans les camps. Les SS ne manquent pas de leur rappeler leur appartenance à la même « race supérieure » et vont jusqu'à leur proposer, avec un certain succès, de s'engager dans la brigade Dirlewanger à la fin de la guerre pour lutter contre ce qui est présenté comme l'invasion de l'Allemagne.

Dans ce contexte, les détenus politiques autrichiens occupent une place particulière. Considérés comme racialement allemands par les SS, ils peuvent plus facilement ac-

céder aux postes de responsabilité. En revanche, les Autrichiens enfermés dans les camps se considèrent comme des victimes de l'Allemagne nazie. Ils organisent donc leur propre groupe de résistance, ce qui les rapproche des autres détenus européens.

L'élément déterminant est finalement la présence de communistes issus de tous les pays dans tous les camps. La culture internationaliste des communistes permet de surmonter les différences nationales et de nouer des contacts rapidement. C'est donc autour des organisations communistes, les plus anciennes dans les camps, que s'agrège ce qui devient progressivement des comités internationaux.

Un comité international clandestin est créé à Buchenwald à l'été 1943, sous la direction de communistes allemands. Walter Bartel, arrivé à Buchenwald en 1939, en est le chef, jusqu'à la libération du camp en avril 1945. À Dachau, le comité se structure autour des communistes autrichiens, plus nombreux, plus expérimentés politiquement et renforcés par l'arrivée de brigadistes autrichiens en mai 1941. À Auschwitz, l'Autrichien Ernst Burger dirige un groupe clandestin avant la fin 1942. D'autres groupes isolés apparaissent au début 1943. En mai 1943, à l'initiative du groupe autrichien, une organisation internationale antifasciste est mise en place, considérée comme seule capable de lutter contre les Allemands : le *Kampfgruppe* d'Auschwitz est composé de détenus de diverses nationalités où les communistes sont très peu nombreux (les dirigeants en sont les Polonais Cyrankiewicz et Holuj, les Autrichiens Burger et Langbein).

La constitution de ces comités est l'objet de discussions. Les responsabilités sont réparties après d'âpres négociations. Certains craignent qu'une structure internationale rende difficile le maintien du secret nécessaire et facilite la répression. Beaucoup préfèrent privilégier les organisations nationales. À Mauthausen, le comité international n'est constitué qu'en mars 1945, dirigé par un Autrichien transféré d'Auschwitz, mais une organisation militaire, dominée par les communistes, surtout espagnols, existe depuis l'automne 1943.

Par ailleurs, on reproche aux responsables des organisations clandestines de protéger certains déportés au détriment des autres, en oubliant que les détenus fonctionnaires ne sont pas à l'origine des règles qu'ils ont la charge d'appliquer et qu'ils n'envoient personnes à la mort mais tentent seulement de sauver les hommes ou les femmes qu'ils connaissent.

LA RÉPRESSION CONTRE LES ORGANISATIONS DE RÉSISTANCE : L'EXEMPLE DE DACHAU

Les SS ne sont pas dupes. Ils savent que des organisations de résistance se sont constituées dans les camps de concentration. Ils se méfient des détenus politiques qui occupent des postes de responsabilité. Dans chaque camp, la Section politique SS mène des enquêtes et utilisent des détenus pour obtenir des informations sur les activités clandestines, avec un certain succès. En août 1944, une partie de la direction de l'organisation communiste de Buchenwald est arrêtée suite à la trahison d'un mouchard lors de l'hommage rendu à Ernst Thälmann, ancien dirigeant du Parti communiste allemand, assassiné par les SS après le bombardement du camp par les Alliés. En octobre 1944, une opération est menée contre l'organisation communiste à Sachsenhausen à la suite d'imprudences révélées par un mouchard. Elle se traduit par de nombreuses exécutions. Les documents retrouvés à Sachsenhausen incitent les autorités SS à démanteler les organisations clandestines qui ont pu se développer dans les autres camps. En novembre 1944, une vague d'arrestations décapite celle de Dora.

Avec la fin de la guerre qui se rapprochait de plus en plus, les SS furent de plus en plus inquiets de la concentration excessive de communistes allemands à Dachau et, dans ce contexte, les craintes d'une révolte programmée augmentèrent. Cependant, même avec l'aide d'un système de mouchards, ils ne réussirent pas à découvrir d'activité clandestine organisée. Au printemps 1944, la *Kommandantur* du camp adressait un rapport précis aux instances dirigeantes : « Au camp de Dachau se trouve tout un groupe de fonctionnaires communistes qui, malgré une détention de dix ou onze ans dans des maisons de réclusion et des camps de concentration, n'ont pas renoncé à leur ancienne conviction. Des préparatifs voire l'organisation d'une révolte n'ont certes pas pu être constatés, on doit néanmoins supposer avec certitude qu'ils exercent une influence destructrice en se servant des fonctions qu'ils occupent au camp, au bureau chargé de l'affectation de la main-d'œuvre, au secrétariat du camp, en tant que *Kapos*, parmi le personnel des *Blocks* et le personnel du *Revier*. Un relâchement général de la discipline, l'absentéisme sur les lieux de travail et des actes de sabotage de plus en plus fréquents dans l'industrie d'armement en sont les conséquences. Leur attitude amicale envers les étrangers et la cohésion des détenus politiques allemands entre eux font craindre que la tranquillité et l'ordre dans le camp ne soient plus garantis. »

Début mai 1944, six communistes parmi les plus connus furent enfermés au *Bunker*. Malgré d'atroces tortures, les interrogatoires n'arrivèrent pas à leurs fins. Ce fut un échec. Rien ne put être prouvé de façon absolue, sinon des contacts personnels. Au bout de six semaines, ils furent relâchés du *Bunker* et transférés au *Block* pénitentiaire où étaient déjà concentrées quelques dizaines de communistes et de fonctionnaires du personnel du camp. Cette opération qui, si l'activité clandestine avait emprunté d'autres formes, aurait abouti à de nombreuses exécutions et à de lourdes représailles, s'acheva par une répartition préventive d'environ quarante suspects dans d'autres camps de concentration.

Extrait de Stanislav Zamecnik, *C'était ça, Dachau 1933-1945*, Fondation internationale de Dachau / Le Cherche Midi, 2003, pages 370-371.

3) Rester en vie

Dans un univers voué à la destruction des corps pour soumettre les esprits, rester en vie est une lutte permanente.

AVOIR DE LA NOURRITURE

La question de la nourriture est fondamentale. Les rations des concentrationnaires sont calculées au plus juste par les SS. Entre leur entrée dans le camp et leur distribution aux détenus, les rations sont diminuées par divers prélèvements : les SS, les *Kapos* s'en approprient une part ; les responsables des cuisines, les chefs de *Block* et leurs affidés s'attribuent les meilleures portions ; ce qui reste revient au commun des détenus, les plus faibles d'entre eux passant après tous les autres.

Les déportés adoptent donc des stratégies de survie individuelles et collectives. Certains n'hésitent pas à voler tout ou partie de la ration des autres détenus, ou leur gamelle, indispensable pour récupérer la soupe, ou ce qui en tient lieu. Chacun surveille donc ses pauvres biens de la convoitise de ces détenus isolés ou en bande qui se comportent en prédateurs. Les autres déportés tentent de compléter leur ration en participant au marché noir du camp, mais encore faut-il avoir quelque chose à « organiser », autrement dit à échanger, selon la terminologie concentrationnaire. Recevoir quelques cigarettes, être affecté dans un *Kommando* où il est possible de procéder à des détournements sans se faire prendre, donnent des opportunités si l'on sait bien marchander. Sinon, il reste la possibilité de trouver en fouinant tout ce qui peut se manger, ou plus exactement ce qui peut être avalé, mais rapidement le périmètre du camp est vidé de tout ce qui peut s'apparenter de près ou de loin à un produit comestible.

Dans ces conditions, les détenus les plus isolés et les plus fragiles sont vite en danger. C'est pourquoi la solidarité s'exerce en priorité dans le domaine du ravitaillement. Face aux détenus qui ont choisi pour tenir d'être des prédateurs, au point de devenir les complices involontaires des SS et des *Kapos*, les autres déportés se regroupent en communautés, plus ou moins élargies, afin de se protéger et de s'entraider. Quand un détenu perd pied, ses camarades prélèvent une petite part de leur ration pour lui. Certains des déportés qui sont affectés aux cuisines acceptent de faire sortir des vivres, en prenant des risques personnels car ils peuvent perdre une place qui leur assure de grandes chances de survie et être sévèrement punis. Des tentatives sont faites pour instituer un partage plus équitable des rations à Neuengamme, à



Carnet de Jean Kréher, résistant déporté en août 1944 au camp Buchenwald (coll. particulière). Le carnet est fabriqué avec des matériaux de récupération. Il est complété jusqu'à la libération.

Mauthausen, à Sachsenhausen, sans succès du fait des tensions et des contestations entre détenus. Dans les groupes les plus organisés, les rares colis qui sont distribués à titre individuel sont répartis entre tous. Cela demande de la part du destinataire un grand dévouement qui sera compensé lors d'une distribution de colis ultérieure dont il ne sera plus le bénéficiaire, mais sans être certain qu'elle aura bien lieu. À Buchenwald, dans les mois qui précèdent la libération, le Comité des intérêts français demande à la résistance internationale du camp que les colis adressés depuis la France bénéficient aussi aux déportés français et pas seulement à d'autres. La requête finit par être prise en considération, ce qui améliore la situation des détenus qui peuvent en profiter.

Quand les détenus disposent d'un petit surplus, ils improvisent une cuisine semi-clandestine dans un coin de la baraque, derrière le *Block* ou sur le lieu de travail. Quelques pommes de terre pas encore trop pourries peuvent être cuites rapidement dans un récipient récupéré, en présence des futurs

convives, qui surveillent à la fois le repas et les environs pour repérer l'arrivée éventuelle d'un *Kapo* ou d'autres détenus attirés par le regroupement. Souvent, les produits sont consommés crus, parce que la faim rend vorace, qu'on n'a pas forcément la possibilité de cuire et qu'on limite ainsi le risque de se faire dérober son bien.

Pour supporter la faim, les déportés parlent paradoxalement beaucoup de cuisine. Les Français, réputés dans ce domaine, ne manquent pas d'imagination. De longues discussions concernent la préparation de tel ou tel plat, y compris le choix des vins pour les accompagner. On s'échange même les adresses des meilleurs restaurants... Les détenus qui disposent d'un carnet fabriqué avec du papier de récupération notent les indications fournies avec précision.

Malgré les stratégies trouvées pour la combattre ou mieux la supporter, la faim demeure une constante redoutable de l'univers concentrationnaire qui a profondément marqué tous les déportés.



«La soupe à l'appel du soir», dessin de Boris Taslitzky à Buchenwald, 1945 (coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny).

ÊTRE SOIGNÉ

Le camp est un milieu dangereux pour les détenus. Ils sont fréquemment blessés du fait des conditions de travail qu'on leur impose ou des coups qu'on leur inflige pour n'importe quel motif. Ils peuvent tomber malades à cause des conditions de vie désastreuses du camp : la sous-alimentation, la rareté de l'eau, le manque général d'hygiène, la dureté du climat et l'entassement des détenus affaiblissent les organismes et favorisent la propagation de la dysenterie, du typhus ou de la tuberculose.

Dans un premier temps, l'état de santé des détenus n'est pas une priorité pour les SS. Les déportés qui tombent malades et viennent à mourir ne sont plus une charge pour l'administration SS. Le risque épidémique les préoccupe beaucoup plus : d'une part, toute épidémie doit être signalée à l'administration centrale et suppose l'arrêt des permissions

pour les SS; d'autre part, l'épidémie peut se répandre rapidement et contaminer les SS eux-mêmes. Dans un second temps, l'état de santé des déportés devient plus important parce qu'ils sont utilisés comme force de travail et qu'ils doivent être un minimum performants, même si les détenus morts peuvent être remplacés par les nouveaux arrivants.

Chaque camp dispose donc d'un *Revier*, une infirmerie, où sont affectés des détenus ayant théoriquement des compétences médicales, sous la direction de médecins SS. Un *Block* ou un secteur de quarantaine peut être aménagé pour isoler provisoirement les détenus contagieux et ceux transférés d'un autre camp. Les déportés sont rasés intégralement à leur arrivée, lavés et badigeonnés d'antiseptique, au prétexte de la lutte contre les parasites. Des opérations de désinfection des corps, des vêtements et des bâtiments sont organisées plus ou moins régulièrement dans les camps en vertu de règles d'hygiène sans cesse rappelées.

Ces dispositions sont pourtant d'une très faible efficacité. Les détenus malades ou blessés sont le plus souvent livrés à eux-mêmes. Les isolés s'affaiblissent et s'effondrent très vite. Le langage concentrationnaire désigne par le terme de « musulmans » ces détenus à bout de force, à peine capable de tenir debout, rejetés par tous. Pour éviter d'en arriver à ce point de non-retour, les déportés font une traque incessante aux parasites, en particulier les poux vecteurs du typhus, évitent de boire une eau trop suspecte, tente de rester le moins sale possible alors que la crasse et la vermine sont omniprésentes.

Les détenus qui le peuvent se soutiennent les uns les autres. La solidarité alimentaire est une première étape de la survie, indispensable. Viennent ensuite les remèdes de fortune conseillés par les déportés qui ont des connaissances médicales : par exemple, le charbon de bois est recommandé pour limiter la diarrhée, mais avoir une place plus proche des latrines peut aussi être salvateur ; la bave d'escargot, quand on en trouve, peut également soulager les maux de gorge provoqués par la toux ; l'urine peut servir à nettoyer des plaies, à défaut d'eau stérile ; etc. Parfois des interventions clandestines se déroulent au fond des baraques afin de lutter contre certaines infections pouvant entraîner la mort en cas d'absence de traitement. Des médecins ou des chirurgiens détenus parviennent, avec du matériel de récupération détourné et sans anesthésie (l'opéré est tenu par ses camarades), à inciser des plaies purulentes ou à percer des abcès dentaires.

Quand leur état est devenu trop préoccupant, les détenus se résolvent à aller au *Revier*, qui a la réputation d'être un mouiroir. Les chances d'en sortir vivant sont relativement faibles. En effet, le matériel médical est souvent très sommaire, les médicaments et le linge sont en quantité très insuffisante, tout comme les rations alimentaires qui sont réduites pour les malades puisqu'ils ne travaillent plus. En outre, les admis au *Revier* sont privés de leurs vêtements, partis à la désinfection, et ne disposent que d'une simple couverture dans des locaux rarement chauffés. Ils doivent s'entasser à plusieurs dans les châlits, ce qui favorise la transmission des virus et des bacilles pathogènes. Enfin, les médecins SS se préoccupent surtout de renvoyer les détenus au travail et procèdent régulièrement à des sélections qui se terminent pour les plus faibles par une injection mortelle ou par l'asphyxie dans une chambre à gaz (à Auschwitz, mais aussi à Ravensbrück ou à Mauthausen).

L'infirmerie reste cependant un lieu d'asile. Les détenus qui y sont admis peuvent échapper au travail pendant quelques jours

LE BLOCK DES NOURRISSONS À RAVENSBRÜCK EN 1944. Témoignage de Marie-Jo Chombart de Lauwe.

En septembre 1944, je suis affectée à la *Kinderzimmer* (*Block* des nourrissons), *Block 11*. En effet, maintenant, les enfants naissent au camp. [...]

Presque tous les jours, on amène des nouveau-nés, assez beaux généralement, mais ils prennent rapidement l'aspect de petits vieux. Des jumeaux russes sont affreux. L'un des deux meurt, je commence à m'habituer à ce drame quotidien. Il semble préférable que ces enfants misérables ne vivent pas. Nous essayons d'atténuer la peine des mères en le leur expliquant. De temps à autres, nous avons la visite du docteur Sdencka, une grande et belle Tchèque, très douce et bonne, qui « organise » le plus possible pour les enfants, mais peut si peu et s'en désole.

La solidarité du camp, alertée, nous apporte un peu d'aide : des chiffons pour faire des couches et dix petites bouteilles qui deviendront les biberons quand une infirmière courageuse vole une paire de gants du médecin-chef, dont les dix doigts deviendront dix tétines.

Presque chaque jour, *Schwester* Héléna, l'infirmière SS, vient en visite de contrôle. Elle n'est pas méchante, elle a même plaisir à voir les nouveau-nés quand ils sont beaux. [...] Seulement, elle veut que tout soit dans un ordre impeccable. Or, c'est matériellement impossible. [...]

Tous les jours, la place des morts est prise par de nouveaux petits malades. C'est régulier, fatal. Là aussi, nous avons cette impression de descente, jour après jour, le long d'un escalier sans fin. Tout tourne en un tourbillon vers l'engloutissement final. [...] Presque chaque jour, il y a une mère à consoler ainsi. Je me rappelle une Polonaise qui, refusant toute aide, est allée jusqu'à nous maudire dans son excès de douleur.

Extraits de Marie-Jo Chombart de Lauwe, *Toute une vie de résistance*, Graphein / FNDIRP, 1998, pages 111-117.

LES CONTACTS AVEC LES TRAVAILLEURS CIVILS ALLEMANDS DANS UN KOMMANDO DE DACHAU EN 1944.

Témoignage de Joseph Sanguedolce.

J'accompagne un civil allemand d'une quarantaine d'années, il est grand et fort. Son visage est fermé, il ne marque aucune expression. Il travaille à la réparation des machines-outils et nous nous installons à côté de la machine à réparer. Il ne prononce jamais un mot, sinon pour demander « *Schlüssel zwanzig* » [clé n° 20] ou « *Licht* » [lumière].

Je reste assis et sers l'Allemand qui ne m'a pas dit son nom, ni demandé le mien.

Cette situation dure deux semaines. Un jour, sans préambule, il me demande quel rôle je joue. Je lui réponds, dans une langue allemande rudimentaire que j'ai apprise étant prisonnier de guerre, et, avec force gestes, j'essaie de lui faire comprendre que je suis son manœuvre. Il n'est pas satisfait.

Alors, je me jette à l'eau. Je lui explique tant bien que mal que je ne suis pas ingénieur, que même si je l'étais je ne travaillerais pas, car je ne peux pas renier mon activité de résistant antifasciste. J'essaie de lui expliquer que si je fais mon travail, lui partira au front. Je vais plus loin. Je lui demande si sa maison de Munich est encore debout. Il me dit oui. Si la guerre dure, elle sera aussi écrasée, il aura tout perdu sans rémission, car Hitler est foutu. Je sens que j'ai beaucoup trop parlé. J'ai sûrement manqué de prudence.

Faye travaille avec un vieil Allemand pacifique et décontracté qui ne se fait aucune illusion sur l'issue de la guerre ; il apporte des tartines beurrées à mon camarade.

Lors des pauses, ces deux Allemands ont de longues conversations. On se rend compte que nous sommes au cœur des débats.

Une quinzaine de jours se sont passés et voilà que Hans, il m'a demandé de l'appeler ainsi, daigne m'adresser la parole. Mieux encore, il m'a apporté deux tranches de pain beurré. Je respire, c'est gagné. Je mange une tranche, l'autre est pour la solidarité.

Joseph Sanguedolce, *La résistance à Dachau-Allach contre la mort programmée*, Médiris, 1998, pages 164-165.

ou quelques semaines. La plupart des médecins et des infirmiers déportés se dévouent pour sauver les vies qui leur sont confiées avec les moyens dérisoires dont ils disposent, même si certains profitent largement des avantages accordés au personnel du *Revier* ou se montrent durs envers les malades et les blessés. Ils s'efforcent d'influencer les médecins SS afin qu'ils interviennent auprès de l'administration du camp en faveur des détenus (augmenter les rations alimentaires pour maintenir la force de travail, fournir plus de médicaments pour lutter contre les épidémies, etc.). Les médecins et les infirmiers détenus les plus engagés doivent également négocier avec les *Kapos* qui ont en charge le fonctionnement de l'infirmerie : certains deviennent de réels soutiens, mais d'autres réagissent contre ce qui leur semble une remise en cause de leur pouvoir, au détriment des malades et des blessés. Le *Revier* a souvent une place importante dans la résistance intérieure du camp, car

la plupart des SS et des *Kapos* évitent les bâtiments ou les secteurs où séjournent les déportés réputés contagieux. Beaucoup des détenus qui y travaillent profitent de cette opportunité et s'impliquent largement dans les organisations de résistance, quand ils n'en sont pas les animateurs (tels Eugen Kogon à Buchenwald, Hermann Langbein à Auschwitz ou Fritz Bringmann à Neuengamme). Ces contacts bénéficient d'abord aux malades et aux blessés en permettant de faire venir plus facilement les produits manquants, parfois par l'intermédiaire de filières d'approvisionnement extérieures au camp. Parce que la présence des SS y est moins forte, l'infirmerie et la quarantaine deviennent des refuges pour les détenus sous la menace d'un transfert dans un autre camp ou d'une exécution. Les concentrationnaires concernés sont cachés parmi la masse des détenus malades ou blessés, qui peut atteindre plusieurs centaines, voire plusieurs milliers dans les camps principaux. Par précaution, certains se voient attribuer le matricule de déportés morts à l'infirmerie tandis que leur nom est inscrit dans le registre des décès du camp.

L'action dans le domaine médical et sanitaire a une portée réelle mais limitée. Si nombre de détenus lui doivent la vie, la plupart de ceux qui sont tombés malades ou ont été blessés dans les camps de concentration sont morts faute de soins appropriés, le plus souvent à la suite d'une déchéance physique et psychique qui est restée gravée dans la mémoire des survivants.



Feuille du journal mural clandestin réalisé par Lise London et ses camarades déportées au camp Hasag, *Kommando* de femmes dépendant du camp de Buchenwald, entre l'été 1944 et la libération (coll. particulière).

Le journal est confectionné au Block 15 dans les rares moments de répit accordés aux déportées. La majorité des auteurs sont des jeunes filles et des jeunes femmes. Le dessin s'amuse des conditions d'hygiène très précaires imposées aux femmes du *Kommando*. Le journal mural est caché dans le Block et déplacé chaque jour pour échapper aux contrôles des surveillants.

L'AIDE DES NON-DÉPORTÉS

La survie des détenus est déterminée en grande partie par l'attitude des SS et des *Kapos*, mais elle dépend aussi du comportement de toutes les personnes que les déportés sont amenés à croiser. Dans les usines ou sur les chantiers, les concentrationnaires cohabitent avec des travailleurs civils allemands. Certains sont des ingénieurs ou des contre-maîtres (les *Meisters*), d'autres de simples ouvriers. Beaucoup d'entre eux se méfient de ces détenus présentés comme des terroristes dangereux par les SS et affichent leur mépris, allant parfois jusqu'à user de violence contre les déportés. Souvent, cependant, des contacts sont établis qui permettent une meilleure compréhension, jusqu'à des gestes de compassion ou de solidarité, malgré la surveillance des SS ou des *Kapos* et la menace de sanctions sévères en cas d'échanges avec les détenus.

Les détenus trouvent un soutien plus spontané chez les travailleurs civils non allemands, en particulier quand ils sont de la même nationalité qu'eux. Les requis du STO sont effarés par la situation de leurs compatriotes français et s'efforcent de les aider en leur fournissant des vivres ou en transmettant des nouvelles aux familles en France. Les prisonniers de guerre français qui sont amenés à entrer en contact avec les déportés de leur pays, notamment sur des lieux de travail communs, ne manquent pas de leur faire profiter du contenu des colis dont ils bénéficient régulièrement par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale.

4) Rester humain

Le système concentrationnaire vise à briser moralement les détenus en refusant de leur reconnaître leur dignité et leur humanité. Réduits à de simples matricules, devant une obéissance absolue aux SS et aux *Kapos*, les déportés doivent s'efforcer de conserver une part de leur identité d'homme ou de femme anciennement libre. Transformés physiquement par la coupe de la chevelure et le rasage intégral des poils, par le port d'un uniforme de bagnard ou de vêtements dépareillés, par l'amaigrissement dû à la nourriture insuffisante et à l'épuisement des réserves corporelles, contraints de faire des travaux pour lesquels ils n'ont souvent aucune disposition, obligés d'appliquer les ordres les plus absurdes, les détenus peuvent sombrer rapidement dans le désespoir et le renoncement. Tout acte qui parvient à contrecarrer cette déchéance organisée maintient le moral et donne un peu de répit.

GARDER L'ESTIME DE SOI

Cette résistance est d'abord individuelle. C'est refuser de se voir relégué au rang de sous-homme ou de bête. C'est se contraindre à se laver quand cela est possible et traquer en permanence les poux, pour limiter la propagation de la vermine et les risques de maladie. C'est se procurer une ceinture, ou un semblant de ceinture, pour tenir le pantalon toujours trop large pour un corps amaigri. C'est recoudre les boutons et les coutures déchirées, pour avoir moins froid et avoir meilleure allure. C'est conserver précieusement sa gamelle et sa cuillère pour ne pas être obligé de laper sa soupe ou de manger dans un récipient de hasard. C'est pouvoir encore se contraindre : prendre un peu de temps pour le repas, ne pas se jeter sur son bout de pain comme le ferait une bête affamée, en conserver une portion dérisoire pour plus tard, ne pas se battre pour du rab que de plus forts récupéreront n'importe comment, et même se priver d'un petit morceau de sa ration de misère pour un plus faible. C'est croire un moment qu'on est encore maître de son destin, avant que l'instinct de survie ne se manifeste à nouveau et donne envie subitement d'avaler le peu qui reste.

C'est encore ne pas faiblir face aux SS et aux *Kapos*, se mettre au garde-à-vous et donner son numéro de matricule comme demandé, mais se sentir aussi un détenu ordinaire face à un simple surveillant, peut-être même un esclave face à son maître, mais avec la certitude que celui-ci ne le sera plus à un moment ou à un autre. C'est autant que possible supporter les brimades et les punitions sans se plaindre, en serrant les dents et en espérant que l'évanouissement permettra d'effacer la douleur quand elle devient insupportable. C'est accepter aussi que l'on peut être faible, que vouloir résister à la violence peut aussi conduire à la mort.

Cette résistance individuelle s'accompagne nécessairement d'une résistance collective, car l'estime de soi passe aussi par le regard et les gestes des autres détenus. Le camarade qui cède un peu de pain ou qui donne son bras lors d'un appel qui se prolonge prouve qu'on a encore sa place dans la communauté des vivants. Tous les témoignages soulignent que l'isolement est la condition la plus difficile pour le déporté : se retrouver dans un camp ou une baraque sans compatriotes dont on parle la langue ou être séparé de ses camarades par un transfert dans un autre *Kommando* fait perdre ses repères et accentue la sensation de vulnérabilité. L'autre devient un ennemi potentiel et la peur un sentiment permanent et destructeur. Pouvoir compter sur des camarades redonne confiance en l'autre et en soi-même et, par conséquent, assure l'envie et la volonté de survivre.

CONSERVER DES PRÉOCCUPATIONS D'ÊTRE HUMAIN

Le sentiment d'être un homme et de pouvoir le rester est indispensable à la survie. La résistance morale passe par des comportements et des actes théoriquement interdits par le règlement du camp ou par le détournement de ce qui est autorisé.

Si dans l'enfer concentrationnaire certains détenus perdent la foi, les plus croyants trouvent dans la prière un refuge et un réconfort. Pour affirmer leur conviction, certains conservent, récupèrent ou fabriquent des objets de culte : l'un parvient à cacher une bible, un autre se procure un châle de prière, une dernière porte sur elle un minuscule crucifix. Des cérémonies religieuses clandestines sont organisées dans tous les camps, souvent avec la complicité des autres détenus. La résistance communiste permet ainsi la pratique du culte catholique à Melk (*Kommando* de Mauthausen) et du culte protestant à Neuengamme. Le regroupement de centaines de prêtres à Dachau donne à ce camp une place particulière dans le système concentrationnaire où la pratique religieuse est théoriquement interdite. À force de négociations et de persévérance des objets de culte sont introduits dans le camp.

Rester humain, c'est aussi dans un univers qui impose d'accorder une place vitale aux choses matérielles parvenir à consacrer une partie de son énergie à des activités qui ne sont pas essentielles. Cette attitude nécessite de pouvoir disposer d'un peu de temps pour soi et d'avoir encore suffisamment de volonté et de lucidité pour faire que l'instinct de survie ne s'impose pas. Ce temps est souvent pris sur celui qui serait nécessaire pour reconstituer des forces physiques sans cesse amoindries.

C'est pouvoir discuter avec son voisin de châlit, ne pas le considérer comme un ennemi, comme le voudraient les SS. C'est aborder des sujets qui ne relèvent pas seulement de la vie du camp, qui supposent qu'il y a eu un avant et qu'il y aura peut-être un après. Des discussions plus formalisées sont organisées, qui sont désignées par les détenus eux-mêmes comme des conférences. Certaines, quand les conditions s'y prêtent, toujours exceptionnelles, font l'objet d'annonces auprès des détenus de confiance qui peuvent être intéressés. On évoque des sujets de littérature, de poésie, de philosophie, d'histoire, de géographie, de sciences. On parle de politique, voire on assure la formation dans ce domaine des codétenus qui pourraient devenir des militants une fois la liberté retrouvée. Beaucoup de détenus, souvent parmi les plus jeunes, parlent à leur retour de l'école qu'a pu être pour eux le camp, comme avait pu l'être la

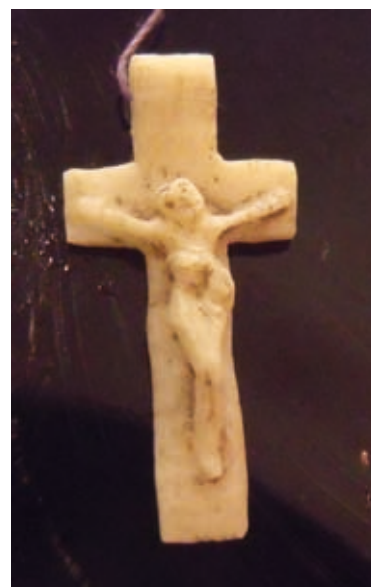
prison lors de leur internement. Cette disponibilité d'esprit pour l'éducation et la culture n'est pas permise à tous. La plupart des déportés sont dans un état d'abrutissement qui ne leur permet pas de participer à ces initiatives. La faim, la fatigue, la maladie et l'affaiblissement général qui en résultent sont des freins puissants. Par ailleurs, ces conférences conservent un caractère clandestin car elles sont considérées par les SS comme une remise en cause de leur travail de déshumanisation. Peu de déportés en profitent.

À Buchenwald, les SS acceptent la tenue de concerts entre détenus lors des rares temps de repos. Cette musique reste sous contrôle. C'est pourquoi des concerts clandestins sont organisés. Le musicien Maurice Hewitt monte un quatuor qui se produit certains dimanches après-midi dans le sous-sol du magasin central du camp, l'*Effektenhammer*. La musique produite dans ce lieu touche davantage les détenus qui y assistent que les interprétations de l'orchestre du camp au départ et au retour des *Kommandos* de travail. C'est une musique pour la vie qui s'oppose à celle qui est jouée à l'occasion de certaines exécutions, comme à Mauthausen.

Le dessin a une place particulière dans les camps. Les SS et les *Kapos* qui apprennent que tel ou tel détenu a des talents de dessinateur peuvent lui demander de réaliser diverses productions plus ou moins artistiques, le plus souvent en échange d'avantages en nature que les plus généreux partagent aussitôt avec leurs camarades. Il existe ici encore une production clandestine qui nécessite de détourner du papier et des crayons, dont la possession est interdite. Les dessinateurs réalisent des croquis du camp, de ses activités et de sa population. Parfois ces dessins deviennent des œuvres abouties quand il s'agit de faire le portrait d'un camarade. Boris Taslitzky parvient à produire près de 200 dessins à Buchenwald : il donne la priorité aux vivants, trace d'une main sûre les silhouettes des concentrationnaires, saisit l'épuisement des corps et la lassitude des esprits, mais s'efforce de restituer toute leur humanité à ses modèles, volontaires ou non.

L'humour a aussi sa place dans les camps nazis. Certains des dessins réalisés par des déportés en apportent la preuve. Les scènes posées sur des feuilles de papier de récupération se moquent de l'accoutrement de certains détenus, pointent l'absurdité de certaines situations et tournent en ridicule l'attitude de certains *Kapos*. Ces dessins peuvent être produits pour soi-même mais, le plus souvent, ils sont montrés à quelques camarades. Parfois, ils sont affichés sur un mur à l'intérieur du *Block*, à l'occasion de l'un des rares moments de repos, afin que

tous les détenus de la baraque en profitent. De l'été 1944 au printemps 1945, des déportées françaises du *Block* 15 du *Kommando* de Leipzig-Hasag conçoivent un journal mural constitué de récits, de notes, de réflexions personnelles et d'illustrations. Le 14 juillet 1944, les Françaises du *Block* 21 à Ravensbrück proposent un spectacle à leurs compagnes, tandis que les détenues du *Kommando* d'Holleischen interrompent la production au son de *La Marseillaise*, cocardes tricolores sur leurs corsages, vite avalées avant l'intervention des surveillantes. À l'automne 1944, à Ravensbrück, Germaine Tillion écrit *Le Verfügar aux Enfers*, une opérette-revue pleine d'ironie et de profondeur, qui est présentée par fragments aux détenues françaises, avec la complicité de leurs compagnes étrangères à qui elles tentent de traduire les allusions à la vie du camp contenues dans le livret.



Petite croix taillée dans un manche de brosse à dent par une déportée de Ravensbrück (coll. Musée de la Résistance nationale).



« Conférence », dessin de Jeannette Lherminier réalisé au camp de Ravensbrück, février 1944 (coll. Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon).

5) Saboter

L'implication des camps de concentration dans l'effort de guerre allemand est un déshonneur pour les détenus. La nécessité de produire amène une relative amélioration des conditions de vie dans les camps, même si les SS continuent de considérer qu'ils sont chargés de soumettre les détenus et non de les encadrer pour un travail réellement productif. Mais en contrepartie, les déportés se rendent complices s'ils accomplissent les tâches qu'on leur impose. C'est pourquoi, ceux qui le peuvent, tentent de perturber les activités de production.

FAIRE PREUVE D'INERTIE

Chaque détenu à son poste de travail essaie d'en faire le moins possible. D'une part, c'est un moyen de ménager ses forces et de prolonger sa survie. D'autre part, c'est aller à l'encontre des directives données. Dès que les SS, les *Kapos* ou les *Meisters* ont le dos tourné, les détenus travaillent avec moins d'entrain, voire cessent toute activité. Les occasions ne manquent pas, car l'encadrement montre peu de motivation, surtout dans les derniers mois de la guerre, mais l'arrivée soudaine d'un SS peut entraîner un sursaut des surveillants qui veulent prouver leur autorité sur les détenus. Par ailleurs, la plupart des *Kapos* et nombre de *Meisters* n'ont pas besoin des SS pour montrer leur brutalité et leur manque total de bienveillance.

La résistance passive est plus efficace quand elle est collective. Certains peuvent se reposer sur leur pelle ou sur leur établi, tandis que d'autres font le guet. Mais il faut être vigilant car les surveillants peuvent vérifier les quantités de terre déplacée ou le nombre de pièces produites et sanctionner les anomalies. Se faire porter malade est une autre possibilité, mais entrer au *Revier* présente des risques que beaucoup de détenus n'osent prendre.

PERTURBER LA PRODUCTION

Certains déportés ne se contentent pas d'éviter le travail. Ils veulent porter réellement atteinte à la production. La tâche n'est pas évidente car les contrôles sont nombreux. Cependant, les SS comme les *Kapos* n'ont pas forcément les compétences pour estimer si un travail a été bien fait ou non. Cela peut devenir un problème, car ils peuvent être tentés de qualifier de sabotage un défaut qui n'est en aucune manière imputable à un acte de malveillance. Quand une déficience est décelée par un détenu mais pas par l'encadrement, comme le dosage des composants pour un béton ou le réglage d'une machine de précision, celui-ci fait comme si de rien n'était, s'efforçant de manifester la plus grande ignorance quand le problème est repéré.

Sur les chantiers ou dans les ateliers, les déportés essaient avec beaucoup de prudence et d'imagination de défaire ce qui a été fait ou de mal faire ce qui est demandé. Les témoignages laissés après-guerre révèlent que partout des actions individuelles et collectives ont été tentées. Elles sont aussi variées que les tâches confiées aux détenus. Partout également la répression est sévère car les chefs militaires allemands ne peuvent accepter de voir le ravitaillement de leurs troupes compromis. Sans certitude sur l'origine des dysfonctionnements ou des défaillances, les autorités allemandes réclament les mesures les plus brutales et les plus dissuasives contre les détenus dont l'acte de sabotage a pu être prouvé. Les sanctions restent ciblées car il s'agit de ne pas décimer la main-d'œuvre. En effet, cette dernière est renouvelable du fait des arrestations et des déportations massives dans toute l'Europe occupée, mais il faut former les déportés pour atteindre un certain niveau d'efficacité. Les SS sont donc contraints à un certain discernement, qui peut profiter aux détenus les plus entrepreneurs.

Outre son intérêt pour perturber l'effort de guerre allemand, même si l'impact réel du sabotage dans les multiples *Kommandos* est difficile à mesurer, l'acte de saboter est important en ce qu'il permet de matérialiser la volonté de continuer la lutte. Réduits à l'obéissance et à l'humiliation permanente, les déportés retrouvent une part de liberté et de fierté dans le fait de nuire à leurs oppresseurs. Les détenus disent tous la satisfaction d'avoir pu tromper la vigilance des SS, des *Kapos* ou des *Meisters*. Ce sentiment n'est pas forcément partagé avec d'autres détenus, mais il a un effet éminemment positif sur le moral.

« ORGANISER » POUR LA SOLIDARITÉ

Les détenus ont appris à « organiser » tout ce qui peut être échangeable et améliorer leur situation. Ce comportement individuel trouve son prolongement dans la solidarité collective. Dans chaque *Kommando*, des déportés prélèvent ce qui peut aider à la survie. Ces prélèvements sont le plus souvent minuscules par rapport à ce que les SS ou les *Kapos* peuvent détourner eux-mêmes. Ils n'en sont pas moins essentiels. C'est pourquoi les punitions peuvent être lourdes pour des faits qui peuvent paraître insignifiants. S'emparer d'épluchures de pommes de terre, d'un gainage de fil électrique, de feuilles cartonnées peut conduire à des coups de schlague qui peuvent être fatals pour des détenus affaiblis. La qualification de sabotage sert en fait à maintenir un climat de terreur et d'arbitraire permanent.

Cependant, « organiser » peut réellement être un danger pour l'ordre SS quand les détenus travaillant dans les usines d'ar-

mement parviennent à sortir des armes en pièces détachées dans la perspective d'une insurrection.

LA DIFFICULTÉ DE SABOTER AU CAMP DE DORA

Le camp de Dora est le lieu de fabrication des V1 et V2, armes nouvelles de haute technologie censées modifier le cours de la guerre au profit de l'Allemagne.

Un des soucis affichés des responsables de la sécurité de l'usine est de se prémunir contre le sabotage. C'est le mot français, « sabotage », qui est utilisé en allemand. On connaît une circulaire de Mittelwerk du 8 janvier 1944 qui attire l'attention sur ce point. L'inquiétude est justifiée, car les détenus de toutes nationalités, sauf les Verts allemands, répugnent à travailler pour l'industrie de guerre du *Reich*.

Il s'est développé, au cours des années, une littérature à ce sujet tendant d'une part à attribuer à des sabotages des échecs fréquents des fusées, d'autre part à suggérer que ces sabotages résultaient de consignes d'organisation clandestine. Il est donc important de rechercher dans les témoignages disponibles la mention des actes de sabotage commis et des consignes données, s'agissant de la fabrication des fusées.

[...]

On peut d'ailleurs à bon droit s'interroger sur la connaissance que les détenus ont alors que la fusée V2 et de son fonctionnement. Il leur faudrait à la fois être en mesure de l'examiner, au moins pour les aspects essentiels, et disposer de l'expérience scientifique ou technique les mettant à même de comprendre ce qu'ils voient. Comme on l'a dit plus haut, c'est André Ribault, qui manipule et reproduit les plans, le Français le mieux placé pour savoir de quoi il s'agit.

[...]

On ne dispose que de peu de récits circonstanciés de sabotages menés à bien. Il est difficile, sur un petit nombre de cas, d'en esquisser une typologie. La catégorie la plus subtile est celle qui consiste à exploiter certaines négligences de civils allemands pour aggraver un désordre administratif existant. Deux exemples en sont donnés par le Tchèque Benès, qui explique dans le détail ce qu'il a fait, a joué très gros et a eu très peur.

Une manière relativement simple de saboter est de faire du zèle dans les contrôles de matériel venant de l'extérieur, à partir du moment où il est avéré que la qualité de ce matériel est très inégale. Des manipulations délibérément maladroites peuvent alors faciliter l'accroissement des rejets.

Mais la plupart des sabotages cités correspondent à de légères maléfactions, dont les conséquences peuvent être sérieuses, quand il s'agit de soudure, en particulier. Encore faut-il que ces maléfactions échappent un contrôle ultérieur.

[...]

Telle est la réalité des tentatives de sabotage, et de leur surveillance. Elle se situe assez loin de l'image héroïque qu'on en a donné l'extérieur.

Extraits de André Sellier, *Histoire du camp de Dora*, La Découverte, 1998, pages 155-156.

RALENTIR LA PRODUCTION AU CAMP DE RAVENSBRÜCK

Plutôt en effet que le sabotage des machines, presque impossible, notre objectif était de ralentir leur rythme ou en tout cas la production, et faute de les détériorer, de détériorer les produits fabriqués. C'était notre tâche quotidienne : le but positif, permanent de ces prochains jours sera d'apprendre détériorer le plus possible de ces petits engins ¹.

Pour apprendre, nous profitons des conseils donnés que nous sollicitons d'un air appliqué : « *Vissez à fond* », nous vissions à demi ; « *remplissez à mi-hauteur* », nous remplissions maladroitement jusqu'au bord ; « *attention à ce foret qui risque de casser* », donc on doit forcer sur le foret ; « *mettez une très mince couche de laque* », à nous de noyer la pièce façonnée d'une laque épaisse ; « *il faut éviter l'oxydation, enduisez les pièces de paraffine* », et les travailleuses de Siemens appelaient la chimie à leur secours. Pour la poudre, même les moins chimiste devenaient qu'il est bon de laisser tomber un peu d'huile, de « café », d'eau ou de tout autre liquide disponible. Fausser les pas de vis, laisser tomber les fragiles carters destinés aux moteurs d'avion, et, selon les objets, tâcher de les rendre inutilisables, tâcher d'en obtenir un moindre nombre, c'est à quoi nous pensons sans cesse.

[...]

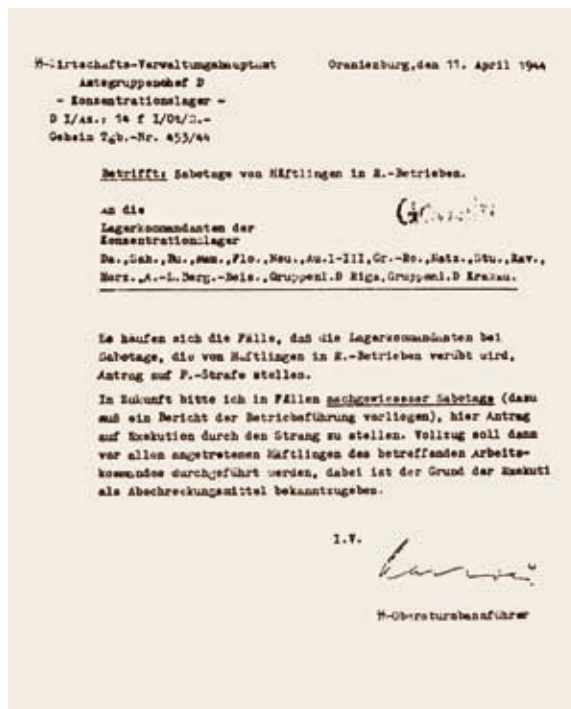
Ralentissement et freinages partout. Nous avons consacré un temps considérable à astiquer notre machine. Nous avons passé les mêmes pièces deux fois, limé indéfiniment le même objet, pratiqué le travail de Pénélope jusqu'au fou rire et jusqu'à l'écœurement : visser, dévisser, visser, dévisser, porter une pierre à gauche, la porter à droite, creuser la tranchée quand le surveillant nous regarde, y remettre la terre quand il ne nous regarde pas, toujours beaucoup s'appliquer.

[...]

Nous avons donc essayé d'être intelligemment imbéciles et maladroites. Si travailler lentement, c'est ménager ses forces, travailler très lentement, surtout la nuit, exige un effort intense. Il faut penser sans cesse à ce qu'on fait, au lieu de laisser la machine et les mouvements suivre un rythme naturel, inventer toutes sortes de gestes inutiles, veiller à ne pas être surprise par une surveillante, à ne pas laisser surprendre une camarade. C'est irritant et épuisant.

Extraits de Amicale de Ravensbrück et Association des déportés et internés de la Résistance, *Les Françaises à Ravensbrück*, Gallimard, 1965, pages 256-259.

¹ Catherine Roux, *Triangle rouge*, page 112.



Lettre du chef du service D du WVHA aux commandants des camps de concentration, 11 avril 1944 (coll. Budensarchive, Berlin).

Le SS-Obersturmführer Maurer demande la pendaison systématique des détenus en cas de sabotage prouvé.



Exécution à Dora, dessin de Léon Delarbre, 21 mars 1945 (coll. Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon).

« 29 Russes sont pendus sur la place d'appel », en présence de leurs camarades, d'officiers, de sous-officiers et de soldats venus en spectateurs.

SABOTAGE À HERSBRUCK, KOMMANDO DE FLOSSENBÜRG.

Témoignage de Jacques Damiani, déporté à Dachau en juillet 1944, transféré à Allach puis à Hersbruck en août.

A Hersbruck de nombreux déportés travaillaient à la construction d'immenses salles souterraines sans doute pour l'assemblage de fusées. Je fus affecté à un *Kommando* de nuit pour le « complexe » qui fournissait du mortier à l'ensemble du chantier. Celui-ci était injecté dans des galeries par de longues canalisations. Là je fus promu à la surveillance d'une trémie qui, par sa goulotte, alimentait à la demande en ciment la chaîne de production d'injection du béton. Je devais veiller à ce que le ciment descende bien pour alimenter le tapis roulant emmenant l'ensemble des ingrédients (sable, gravier, ciment) vers un énorme malaxeur qui, avec l'eau, fabriquait le mortier.

De ma position en hauteur, je voyais le tapis roulant et ne tardais pas à m'apercevoir que, pendant les absences du *Meister*, le circuit n'était plus alimenté que par du gravier ou bien du sable cela sans ciment, et ce, pendant un bon moment. Il n'était alors injecté vers les galeries que du sable ou du gravier. Les Russes qui étaient au dosage sabotaient la production de mortier, ce qui ne manquerait pas, lors du décoffrage, de produire des éboulements dans les galeries. La suite était évidente : tous ceux qui travaillaient à la fabrication du mortier seraient exécutés pour ce sabotage par trop voyant ! Le châtimement avait lieu en public afin de servir d'exemple « dissuasif ». Tout le camp au garde à vous devait assister aux pendaisons, le ou les condamnés portant sur la poitrine un écriteau avec en allemand la faute commise : « Je suis un saboteur », « J'ai volé », « Je voulais m'enfuir » et une fois le tabouret basculé et le corps inerte, nous devions défilé devant la potence. Certains condamnés avant de basculer dans le vide lançaient un ultime appel à la résistance : « Mort aux fascistes », « Vive l'Armée rouge » ou « Vive Staline », ce qui me faisait serrer les poings d'impuissance. Au bout de quelques jours, volontairement, j'ai changé de *Kommando* profitant d'un effectif incomplet, je me suis fait inclure dans un autre groupe qui travaillait dans une galerie entre la roche et le coffrage à rabouter les lourds tuyaux d'injection du mortier.

Les Russes, eux, malgré les pendaisons régulières, continuaient de saboter la production du mortier. Lorsque le groupe était pendu, les suivants se sacrifiaient à leur tour en sabotant eux aussi. A ce rythme-là, jamais le chantier n'a été terminé. Les salles et les galeries s'écoulaient régulièrement. Et les sabotages continuaient malgré les exécutions.

Témoignage de Jacques Damiani, Extrait de *C'était ainsi (1940-1945), brève chronique des années noires*, Ville de Fontenay-sous-Bois, 2005.

6) Se libérer

S'ÉVADER

Les détenus confrontés à l'enfer concentrationnaire envisagent forcément la possibilité d'une évasion. S'évader est une décision individuelle, mais sa réalisation demande souvent des complicités. Il faut en effet se procurer des vêtements civils (quand les détenus n'ont pas d'uniformes, ils portent des signes distinctifs sur leur tenue), si possible des faux papiers, pour espérer se fondre dans la population et échapper aux contrôles. Avoir des vivres avec soi permet de ne pas avoir besoin de s'en procurer et de s'exposer inutilement. Il faut donc se débrouiller pour obtenir ce qui est nécessaire, c'est-à-dire « organiser », sans attirer l'attention des mouchards.

Les mesures prises par les SS pour empêcher toute tentative de fuite dissuadent la plupart des candidats à l'évasion. Les clôtures de fil de fer barbelé électrifiées, souvent doublées par une zone minée, et la surveillance des gardiens depuis les miradors sont un premier obstacle à franchir. La vénalité des SS peut être mise à profit, mais un SS soudoyé peut être tenté de dénoncer le projet d'évasion pour obtenir une reconnaissance et une récompense de ses supérieurs.

Généralement, avoir une connaissance de la région où se trouve le camp et, si possible, des contacts à l'extérieur augmente les chances d'échapper à la traque au fugitif qui suit la découverte d'une évasion. Les évasions réussies concernent donc davantage les détenus engagés avant leur détention dans des organisations de résistance et ceux originaires du pays où se trouve le camp, voire de pays proches. Cependant, en Allemagne et en Autriche, les évadés ont peu de chance de trouver de l'aide, même s'ils sont de langue allemande. La population se méfie de ces individus présentés comme des criminels dangereux par la propagande nazie et contribue souvent à leur capture. En revanche, les actes de compassion et de solidarité (mise à disposition d'un logement provisoire, fourniture de nourriture ou de vêtements, prise en charge par une filière clandestine, etc.) sont plus fréquents dans les territoires occupés ou annexés par l'Allemagne nazie (Pologne, Tchécoslovaquie, Slovaquie, Alsace, etc.).

Les évadés repris sont ramenés au camp et, dans presque tous les cas, exécutés par pendaison après avoir subi les pires tortures pour leur faire avouer les conditions de leur évasion et les éventuelles complicités à l'intérieur du camp. Ce spectacle est particulièrement éprouvant pour les détenus qui doivent y assister et qui voient se dissiper un peu plus l'espoir de s'en sortir vivant.

Malgré tout, des détenus tentent de s'évader et certains y parviennent. Certaines évasions

sont spectaculaires. Le 4 août 1942, cinq détenus du Struthof affectés à des *Kommandos* de travail à l'extérieur de l'enceinte barbelée réussissent à s'emparer d'uniformes SS et d'un véhicule dans lequel ils passent le point de contrôle menant au camp. Ils parviennent jusqu'en France occupée. Seul l'un entre eux est capturé et ramené au Struthof. Après avoir été torturé, il est exécuté sur la place d'appel du camp le 5 novembre, devant les autres déportés. Deux de ses camarades évadés rejoignent l'Angleterre. L'un s'engage dans l'aviation et prend des photographies aériennes du camp en juillet 1944, quelques mois avant son évacuation. Dans la nuit du 2 au 3 octobre 1943, plus de 400 officiers soviétiques parmi les 1 000 enfermés dans des conditions épouvantables dans le *Block 20* du camp de Mauthausen éliminent le chef de *Block* et ses assistants, organisent une diversion, attaquent les SS des miradors et franchissent la clôture électrifiée. Les détenus du *Block 20* qui ont dû se résoudre à rester dans le camp sont massacrés par les SS. Les évadés meurent d'épuisement, sont capturés et massacrés isolément ou par groupe. Seuls une dizaine retrouvent la liberté.

Il est difficile de fournir des données chiffrées globales. Beaucoup d'assassinats sont perpétrés dans les camps au nom de prétendues tentatives d'évasion. Selon les témoignages des détenus, elles demeurent très rares jusqu'en 1943 à Dachau, à Buchenwald, à Mauthausen, à Sachsenhausen. Elles sont de plus en plus nombreuses par la suite, sans dépasser les quelques centaines, principalement en 1945. À partir de 1944, les évasions réussies l'emportent sur celles qui échouent. En effet, la multiplication des *Kommandos* extérieurs, moins surveillés, et la désorganisation générale des derniers mois, notamment lors des évacuations, procurent des opportunités qui n'existaient pas auparavant.

PRÉPARER UNE RÉVOLTE

À mesure que la résistance se structure à l'intérieur des camps, la possibilité d'un soulèvement libérateur est envisagée. À Buchenwald, dès septembre 1944, la résistance clandestine se dote d'un Comité militaire international et commence à rassembler des armes. Des fusils, des pistolets, des grenades, des explosifs sont sortis pièce par pièce de l'usine d'armement du camp par des détenus qui risquent leur vie. Les armes sont enterrées sous les planches d'un des *Blocks*. À Mauthausen, les républicains espagnols mettent sur pied un groupe armé dès la fin 1943 qui dispose seulement d'un revolver, de quelques munitions et d'une grenade. L'appareil militaire international clandestin qui prend la suite peut compter, au début 1945, sur près de 700 détenus en mesure de participer à une insurrection et sur un armement important (20 revolvers, 34 grenades,

une mitraillette, 47 bouteilles d'essence, etc.). D'autres groupes plus ou moins nombreux et armés s'organisent dans d'autres camps.

L'idée de révolte fait toutefois débat entre les partisans d'une insurrection libératrice et ceux qui veulent attendre l'arrivée des troupes alliées. Pour les premiers, attendre c'est laisser les SS décider et leur permettre de perpétrer de nouveaux crimes, pour les seconds, passer à la lutte armée, c'est prendre le risque de déclencher une répression violente alors que des vies peuvent être sauvées si on évite l'affrontement direct.

La situation désastreuse des derniers mois du système concentrationnaire crée une nouvelle donne. Les arrestations et les exécutions opérées par les SS affaiblissent les organisations clandestines. Le recrutement de détenus allemands pour la Brigade Dirlewanger de la *Waffen-SS* éloigne des hommes qui auraient pu peser dans les combats libérateurs, bien qu'on puisse s'interroger sur la force et la sincérité de leur engagement après leur ralliement à l'appel patriotique des nazis. La dispersion des détenus avec la multiplication de *Kommandos*, puis la dégradation générale des conditions sanitaires dans un contexte d'arrivées et de départs incessants au moment des évacuations perturbent davantage encore les projets de soulèvement. Pour la plupart des déportés encore en vie la question de savoir si la révolte est une option possible ne se pose même plus, tant les corps sont épuisés et les esprits anesthésiés par les souffrances endurées.

LES INSURRECTIONS LIBÉRATRICES

La défaite annoncée de l'Allemagne contribue à la démoralisation de nombreux SS, surtout des *Volksdeutsche*. Le fatalisme est flagrant dans les dernières semaines, voire dans les derniers jours précédant la libération de Dachau, de Buchenwald, de Mauthausen, et dans de très nombreux *Kommandos*. Certains SS se préparent à se fondre dans la population à la fin de la guerre, d'autres se montrent plus conciliants ou donnent des informations dans l'espoir que les détenus leur en sauront gré au moment de rendre des comptes. Quelques-uns vont jusqu'à remettre des armes à des détenus, comme à Dachau ou à Ebensee, en échange d'une protection au moment de la libération des camps.

Cette très relative bienveillance contraste avec les ordres émis par les autorités SS. Le 18 avril 1945, le *SS-Reichsführer* Himmler demande qu'aucun détenu ne tombe vivant entre les mains des Alliés. Des rumeurs d'extermination circulent dans tous les camps. À Gusen, à Ebensee, à Flossenbürg les SS projettent d'enfermer les déportés dans les tunnels. Plus encore qu'avant, l'objectif de la révolte est de sauver le plus de vies possibles. À Flossenbürg, en février 1945, les SS constituent une police du camp d'environ 400

LA CIRCULATION DES INFORMATIONS VENUES DE L'EXTÉRIEUR



«Colloque», dessin de France Audoul, réalisé après 1945. Publié dans *Ravensbrück, 150 000 femmes en enfer, 32 croquis et portraits faits au camp 1944-1945, 22 compositions et textes manuscrits de France Audoul (F 27933)*, Editions Le Déporté, sans date.

«En dépit de la diversité des langues, des groupes se formaient pour échanger des nouvelles inventées généralement de toutes pièces. Elles soutenaient l'espoir cependant. Un jour les bobards devenaient vrais.»

Les détenus veulent avoir des informations sur ce qui se passe à l'extérieur. Certains détenus peuvent avoir accès à des journaux allemands sur leur lieu de travail. Des surveillants ou des travailleurs civils en apportent et certains les abandonnent volontairement, sachant qu'un détenu s'en emparera. Être pris avec un journal est sévèrement puni. Cependant la tentation est trop grande et les exemplaires récupérés sont étudiés avec attention. Il faut d'abord traduire le texte en allemand, ce qui n'est pas compliqué car il se trouve toujours un détenu germanophone disposé à le faire, puis il faut tenter de reconstituer la réalité des événements évoqués dans des journaux qui sont contrôlés par la propagande nazie, en premier lieu le *Völkischer Beobachter*, journal du Parti nazi.

Une autre source d'information est la radio. Les détenus qui travaillent dans les services SS peuvent avoir l'occasion d'entendre les émissions radiophoniques. Là encore, il faut être en mesure de comprendre l'allemand et de ne pas se laisser duper par la propagande, aussi intense sur les ondes que par écrit. Les détenus les plus téméraires peuvent se risquer à allumer la radio lorsque les SS se sont éloignés. Des écoutes des radios allemandes et même des radios étrangères sont connues à Gross-Rosen, à Majdanek, à Auschwitz, à Neuengamme, à Sachsenhausen, au Struthof, etc. L'autre solution, plus compliquée encore à mettre en œuvre, est de disposer d'un poste de radio clandestin.

Les nouveaux arrivants dans le camp sont une autre source d'information. Les plus attendus sont ceux qui arrivent directement d'un territoire occupé où ils ont pu avoir connaissances d'événements récents peu avant leur départ. Les détenus qui viennent d'un autre camp peuvent aussi être porteurs d'informations inédites.

Chacun sait à partir de 1943 que la guerre évolue à l'avantage des adversaires de l'Allemagne nazie. La question est de savoir à quel moment aura lieu la victoire, synonyme de libération. C'est pourquoi toute information un peu optimiste se répand rapidement dans le camp, au

risque d'être amplifiée et déformée. Les bobards circulent en grand nombre. Ils permettent de maintenir l'espoir, mais ils peuvent aussi augmenter l'inquiétude quand ils s'avèrent infondés ou propagent des informations pessimistes. Dans les derniers mois, les détenus peuvent estimer l'évolution du conflit à l'attitude des SS et de l'encadrement civil sur les lieux de travail. A l'euphorie au moment de la bataille des Ardennes en décembre 1944, succèdent l'incertitude à l'hiver 1945 et l'inquiétude au printemps. Certains gardiens SS et travailleurs civils étalent leur état d'âme et anticipent l'effondrement du Troisième Reich.

Au gré des nouvelles recensées, les déportés peuvent suivre la progression des armées alliées (le débarquement en Normandie est connu dès le matin à Dachau, par l'intermédiaire de détenus travaillant au mess des officiers SS), certains parviennent même à la matérialiser sur des cartes récupérées. En jetant les détenus sur les routes et en les coupant d'éventuelles sources d'information, les évacuations contribuent à briser l'espoir d'une libération rapide et amplifient les effets de l'affaiblissement physique des déportés.

LES RADIOS CLANDESTINES



Poste de radio clandestin utilisé au camp de Neuengamme. Photographie extraite d'un film tourné le 5 mai 1945, après l'entrée des troupes britanniques dans le camp (coll. Imperial War Museum). L'ancien détenu Arthur Lange montre un poste de radio clandestin caché dans un compteur d'électricité avec lequel il pouvait capter des émissions de l'étranger.

Des postes de radio clandestins sont signalés dans les camps dès 1939. Ce sont d'abord des postes modestes, le plus souvent à galène. Par la suite, des postes plus importants sont utilisés. Ce sont des postes complets subtilisés à l'occasion d'une réparation, ou des postes assemblés pièce par pièce à partir de composants récupérés dans les usines où travaillent des détenus. À certains moments, plusieurs postes fonctionnent simultanément dans un camp, sans que les groupes qui les utilisent se connaissent ou soient en contact. Les SS se rendent bien compte que les informations circulent dans les camps et ils supposent que la radio en est le principal vecteur. En septembre 1943, les autorités SS demandent donc le retrait des postes de tous les camps et ordonnent que les réparations des postes aient lieu à l'extérieur des camps. Des perquisitions sont organisées d'après les renseignements donnés par les mouchards aux ordres des SS. Malgré les mesures prises, des postes de radio clandestins sont signalés dans presque tous les camps (à Flossenbürg, à Stutthof, à Sachsenhausen, à Neuengamme, à Mauthausen, à Gross-Rosen, Dachau, Buchenwald, Dora, même à Birkenau et Sobibor).

Pourtant, la découverte de poste clandestin est sévèrement sanctionnée. Il est vrai que les détenus font preuve de beaucoup d'imagination. Les postes sont déplacés, et cachés dans différents endroits (au *Revier*, dans les *Blocks*), certains appareils sont démontables. Des postes sont détruits par prudence, mais la découverte des débris d'une radio par les SS à Dora entraîne des arrestations et de nouvelles perquisitions dans tous les camps.

Les postes sont utilisés comme récepteurs. Ils permettent en particulier de capter les émissions des stations libres et de confirmer ce que l'interprétation des informations allemandes pouvaient laisser supposer. Les postes sont aussi employés comme émetteurs. En 1942, des informations sont transmises du camp d'Auschwitz à Cracovie, puis à Londres, parallèlement aux relations par courrier qui ont été établies entre la résistance intérieure et la résistance extérieure polonaises. À Buchenwald, l'ingénieur polonais Gwidon Damazyn parvient à construire un poste radio émetteur à ondes courtes grâce auquel le Russe Konstantin Leonow peut appeler l'armée américaine à l'aide trois jours avant la libération.

hommes composée de détenus allemands de droit commun. En avril des détenus politiques allemands et autrichiens la rejoignent sans doute avec l'accord de la résistance intérieure. Ils ne peuvent qu'accompagner leurs camarades lors de l'évacuation du camp et s'évadent pour beaucoup à cette occasion.

À Neuengamme, en février 1945, les organisations nationales de résistance tentent de constituer un comité international. Les dissensions entre groupes nationaux et les divergences sur l'attitude à suivre limitent son efficacité. La proposition de prise en charge de détenus par un représentant de la Croix-Rouge suédoise incite à l'attentisme. En outre, le comité ne dispose que de trois pistolets et de quelques munitions. À la mi-avril, le commandant du Neuengamme décide d'évacuer le camp, mais les alliés progressent de tous côtés. Il décide donc de transférer près de 11 000 détenus sur des bateaux au large de Lübeck. La plupart meurent le 3 mai dans le naufrage de deux des navires (Cap Arcona et Thielbeck). Les autres sont évacués vers les camps encore accessibles, notamment Bergen-Belsen. Le 5 mai, les troupes britanniques entrent dans un camp vide.

Très peu de camps connaissent une insurrection. Plusieurs explications peuvent être avancées. La première est l'évacuation de nombreux camps qui dispersent les hommes et cassent les organisations de résistance patiemment constituées. La seconde est l'arrivée massive de détenus des camps évacués qui impose de reconsidérer les conditions d'un soulèvement. Quelle sera la réaction de déportés souvent épuisés lorsque sera lancé l'ordre d'insurrection ? Quelle sera

l'attitude des gardiens dont les effectifs ont été renouvelés? Quelles seront les chances de survie pour ceux qui engageront la lutte? N'est-il pas plus prudent d'attendre l'arrivée des libérateurs?

Dans la plupart des cas, c'est la dernière option qui est retenue, par défaut, mais dans quelques camps les détenus sont en mesure de participer à leur propre libération.

L'exemple le plus emblématique est celui de Buchenwald. Dès septembre 1944, la résistance clandestine se dote d'un Comité militaire international et commence à rassembler des armes. En avril 1945, la situation du camp est confuse. Après l'arrivée de milliers de déportés venus des camps de l'Est, les détenus de Buchenwald sont évacués à leur tour. Le 3 avril, les *Kommandos* ne partent plus au travail. Alors que les évacuations se poursuivent, 46 dirigeants supposés de la résistance intérieure sont menacés d'arrestation et d'exécution suite à la trahison de mouchards. Ils parviennent à disparaître parmi les 25 000 déportés qui restent dans le camp.

Face à la dégradation de la situation, le Comité militaire international demande que le poste de radio clandestin soit utilisé pour lancer un appel à l'aide, en allemand, en anglais et en russe. Les Américains finissent par répondre.

Le 11 avril au matin, alors que les évacuations continuent et que les SS ont exécuté une soixantaine de détenus dans la nuit, le Comité militaire international donne l'ordre de sortir les armes et de les distribuer. Vers 13 heures, les premiers chars américains sont signalés non loin du camp. L'ordre d'insurrection est lancé à 14 heures 30. Les résistants de la Brigade française participent à l'assaut contre les SS. Vers 15 heures 15, un drapeau blanc flotte sur la tour d'entrée du camp. Les insurgés ont fait près de 200 SS prisonniers. Vers 16 heures, une jeep américaine entre dans le camp où se trouvent encore 21 000 détenus.

À Mauthausen, en avril 1945, l'Appareil militaire international clandestin dispose d'un armement relativement important, mais le devenir du camp et des détenus est incertain : alors que des rumeurs de massacres circulent, trois convois de la Croix-Rouge ont évacué vers la Suisse plusieurs centaines de déportés, parmi lesquels beaucoup de Français. Le 3 mai, les SS quittent le camp pour participer au renforcement d'une ligne de défense sur le Danube. La garde du camp est confiée à des policiers viennois, qui refusent de négocier avec les détenus. Le 5 mai, un détachement d'une unité américaine rentre dans le camp mais repart rapidement. Le Comité international redoute un retour des SS et déclenche l'investissement du camp par l'appareil militaire international. Les déte-

nus s'emparent des armes et équipent près de 3500 d'entre eux. Ils poussent leur avantage jusqu'au village de Mauthausen et ses environs. Le 6 mai, alors que des combats ont lieu entre les déportés et les SS qui veulent repasser le Danube, les troupes américaines reviennent et occupent le camp. Pendant plusieurs jours, le Comité international et l'Appareil militaire international maintiennent l'ordre et la sécurité dans le camp, surveillant et distribuant la nourriture et les médicaments.

À Loibl-Pass, *Kommando* de Mauthausen à la limite entre l'Autriche et la Slovaquie, les déportés travaillent au percement d'un tunnel. Le 7 mai 1945, près d'un millier de détenus gardés par seulement une quarantaine de SS quittent le camp. Le lendemain, ils sont libérés par les partisans yougoslaves de Tito. Par reconnaissance pour leurs libérateurs et par volonté de continuer le combat antifasciste, 122 Français forment la brigade «Liberté», rejoignent les partisans et participent aux derniers combats à leurs côtés.

Après la libération des camps, les autorités alliées organisent le rapatriement des survivants, non sans difficultés. Ces déportés sont noyés dans la masse des prisonniers de guerre et des requis du travail forcé ou obligatoire. L'état de faiblesse de la plupart des rescapés les rend cependant prioritaires. Certains qui auraient pu être rapatriés rapidement choisissent de rester sur place et d'aider leurs camarades encore intransportables. C'est le cas de Marie-Claude Vaillant-Couturier qui veille en mai 1945 sur les détenues du *Revier* de Ravensbrück tenues éloignées de la France du fait de leur état de santé précaire.



L'Humanité de Buchenwald, n° 1, 15 avril 1945

(coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny).

Ce journal publié par les détenus communistes français rappelle en première page que les résistants ont été «unis en France comme à Buchenwald». L'article «Notre participation à l'action libératrice» évoque la contribution des déportés français à l'insurrection.



Groupe d'anciens détenus républicains espagnols sur la place d'appel de Mauthausen après la libération du camp, mai 1945 (coll. Musée d'Histoire de la Catalogne, fonds de l'Amicale de Mauthausen et des autres camps).

À l'arrière-plan, au-dessus du portail central du camp, la banderole accrochée par les déportés espagnols le 5 mai 1945 («Les Espagnols antifascistes saluent les forces libératrices»). La photographie a été prise par Francisco Boix.



Détenus français libérés de Loibl-Pass ayant rejoint les partisans yougoslaves au sein de la brigade «Liberté», mai 1945 (coll. particulière). Emile Pasquier (le deuxième au premier rang à droite) donne les raisons de son engagement dans la lettre qu'il écrit à sa femme le 9 mai 1945 :

«Hier, nous avons vécu une journée inoubliable, partis avant-hier soir du camp où nous étions, à la frontière austro-yougoslave, encadrés de nos gardiens SS, qui nous ont tant fait souffrir et ont assassiné tant des nôtres, nous nous trouvions sur la route, après une nuit de marche, à proximité d'une gare lorsque à 7 heures du matin les partisans du maréchal Tito ont surgi et sans un seul coup de feu nous ont libérés, ce fut indescriptible, nous avons embrassés nos libérateurs qui emmenèrent nos tortionnaires comme prisonniers, quelle revanche pour nous !! Dans cette région de l'Autriche revendiquée par la Yougoslavie les grands combats sont terminés, la *We[h]rmacht* ne se bat plus, il reste seulement à liquider les noyaux de résistance des SS ce qui doit être assez rapidement fait. Aussitôt après notre réception chaleureuse par les partisans les meilleurs patriotes français ont décidé, comme nous le devons du reste, de prendre les armes à notre tour pour délivrer à tout jamais le monde des derniers nazis et ainsi de prisonniers le matin nous nous sommes transformés en soldats partisans dès hier soir. Comme vous devez le penser quelle merveilleuse journée pour nous. Cela ne retardera pas de beaucoup notre retour en France et nous nous serons vengés en même temps que nous aurons enfin participé à la lutte pour la libération totale des pays occupés par les assassins nazis. Voici ma situation ainsi que celle de mes camarades de notre formation française et je suis sûr que vous serez tous d'accord avec cette attitude conforme à celle de tout bon patriote français, peut-être l'avez-vous appris par la TSF?»

CONSERVER LES PREUVES PHOTOGRAPHIQUES DES CRIMES COMMIS

Face à l'ampleur des crimes commis, certains détenus décident de rassembler des documents pouvant servir de preuves contre leurs auteurs. Il s'agit de réunir les éléments à charge pour les éventuels procès d'après-guerre et, si possible, de d'informer le monde extérieur sur la réalité des camps de concentration.

LE DÉTOURNEMENT DES DOCUMENTS SS

Arrivés en avril 1941 à Mauthausen, les Espagnols Antonio Garcia et Francisco Boix sont affectés au service photographique du camp qui fonctionne depuis 1940. A la fin de l'année, il signale à l'organisation de résistance espagnole qui est parvenue à se constituer que des négatifs sont stockés dans des boîtes et laissés sans surveillance. De mars 1942 à la libération, des morceaux de négatifs montrant les crimes commis par les SS sont sortis du laboratoire enveloppés dans du papier journal et cachés dans divers endroits du camp, et même à l'intérieur des vêtements de certains détenus. Les conditions de conservation devenant plus dangereuses en 1944, la décision est prise de faire sortir les négatifs du camp. En 1945, avec la complicité de jeunes Espagnols travaillant dans la carrière Poschacher située en dehors du camp, les négatifs sont remis à Anna Pointer, une résistante autrichienne du village de Mauthausen. Malgré les risques encourus pour elle-même et sa famille, elle accepte de cacher les négatifs dans un mur de son jardin. Dès la libération du camp, les négatifs sont récupérés par les Espagnols et complétés par les clichés retrouvés dans le laboratoire photographique SS. L'ensemble est ramené en France où la plupart des républicains espagnols déportés à Mauthausen trouvent refuge en attendant la fin du régime franquiste en Espagne.

LA PRODUCTION DE PREUVES

Arrivé à Buchenwald en juin 1943, le Français Georges Angéli est immédiatement affecté au service photographique du camp, où travaillent avec une dizaine d'autres détenus sous la direction de deux SS. Chargé des tirages des négatifs, il réalise clandestinement des doubles des photographies montrant des exécutions et des morts qu'il place dans une boîte en fer cachée sous le plancher du laboratoire. Georges Angéli connaît les risques qu'il prend : Rudolf Opitz, son prédécesseur au service photographie a été pris avec des doubles de clichés compromettants pour les SS et a été mis à mort. En juin 1944, Georges Angéli décide d'utiliser un appareil photographie rudimentaire trouvé dans le grenier du laboratoire photographique pour prendre des clichés du camp. Avec la complicité de quelques camarades dans le secret, il parcourt le camp avec son appareil planqué dans du papier journal, réalise une douzaine de vues et range les négatifs avec les autres dans la boîte en fer. En août 1944, le bombardement de l'aviation alliée détruit une partie du camp de Buchenwald, dont le laboratoire photographique. Georges Angéli parvient à récupérer la boîte en fer, la conserve un temps sous sa pailasse et l'enterre au pied de l'escalier menant à l'étage supérieur du Block 40. A la libération, il retrouve la boîte intacte et rentre avec son contenu en France.



Contacts issus d'un négatif détourné par les détenus espagnols travaillant au laboratoire photographique du camp (coll. Musée d'Histoire de la Catalogne, fonds de l'Amicale de Mauthausen et des autres camps).

Les trois images montrent la diversité des clichés pris par les SS ou à leur demande. À gauche, le camp en construction ; au centre, un gardien SS ; à droite, un détenu abattu sous prétexte d'une tentative d'évasion.



Photographie du camp de Buchenwald prise par Georges Angéli, juin 1944

(coll. Association française Buchenwald-Dora).

Le cliché est pris un dimanche après-midi, lorsque les détenus ne travaillent pas et que les SS sont peu nombreux dans le camp. La photographie montre le chêne au pied duquel le poète allemand Goethe aurait aimé se reposer, situé au milieu du camp. Le chêne est détruit lors d'un bombardement allié en août 1944.

UN PARCOURS DE RÉSISTANCE. L'EXEMPLE DES DÉPORTÉS DE LA CENTRALE D'EYSSSES

Les détenus de la centrale d'Eysses à Villeneuve-sur-Lot sont un groupe de résistants soudés. Au nombre de 1 200, ils tentent le 19 février 1944 une évasion collective qui prend la forme d'une insurrection armée. Par mesure de répression, les détenus sont déportés au camp de Dachau. La presque totalité des Eyssois est déportée par le transport du 18 juin 1944. Il ne reste en France qu'un groupe de 43 otages considérés comme les meneurs et transférés à la prison de Blois avant de se retrouver au camp de Compiègne. Ils y retrouvent 13 détenus d'Eysses qui sont restés à l'infirmerie. Ce groupe de 56 hommes est déporté à son tour par le convoi du 2 juillet 1944 à destination de Dachau. Ce transport, rapidement surnommé « le train de la mort » compte 2 152 hommes au départ. Plus de 500 déportés meurent avant l'arrivée à destination.

Dès le transfert vers la gare de Compiègne, les résistants d'Eysses s'organisent. Ils font en sorte de reformer leur groupe et réussissent à se trouver ensemble dans deux wagons contigus. Militants aguerris pour la plupart, ils connaissent la nécessité de la discipline qu'ils imposent dans les wagons où cent hommes sont entassés. Ils organisent la répartition des déportés, leur positionnement dans cet espace confiné. Ils organisent le rationnement d'eau et de vivres ainsi que l'hygiène et le passage des détenus à tour de rôle aux abords du lieu d'aération dans la paroi du wagon en bois. La présence dans ce groupe de deux médecins, Stéphane Fuchs et Paul est déterminante dans l'organisation et la survie du groupe.

Arrivés à Dachau, les Eyssois continuent de résister. Au moment du déshabillage ils passent la consigne de déchirer les vêtements afin de ne laisser aux nazis que des loques irrécupérables. Ils nouent rapidement des contacts avec les détenus plus anciens et s'intègrent dans les organisations de résistance déjà présentes dans le camp. Leur groupe reste soudé autant que faire se peut et retrouve les autres détenus d'Eysses arrivés à Dachau par le convoi précédent. Malgré des transferts vers des *Kommandos* divers, les résistants d'Eysses se soutiennent durant toute leur déportation. A la libération des camps l'année suivante, seuls 43 % des déportés du 2 juillet 1944 sont encore en vie. Ce taux dépasse les 60 % parmi le groupe des résistants d'Eysses. Une solidarité sans faille des déportés de ce groupe et leur intégration dans les résistances du monde concentrationnaire fait beaucoup pour la survie de nombre d'entre eux.

Site de l'association pour la mémoire des résistants d'Eysses déportés à Dachau : www.eysses.fr

PARTIE 3

Résister dans les centres de mise à mort (1942-1944)

1) Les centres de mise à mort dans la politique d'extermination nazie

Dans *Mein Kampf*, Hitler fait état de sa conception du monde fondée sur l'inégalité des races et reprend à son compte les théories pseudo-scientifiques qui font des juifs une race inférieure et les ennemis du peuple allemand. Après leur arrivée au pouvoir, les nazis multiplient les persécutions antisémites : boycott des magasins juifs dès 1933, lois de Nuremberg en 1935, pogroms et internements en camps de concentration en 1938. Les juifs qui le peuvent quittent l'Allemagne et l'Autriche annexée.

La guerre change la donne. L'Allemagne nazie envahit des territoires où les juifs sont très nombreux, notamment en Pologne. Dès 1940, les juifs polonais sont regroupés dans des ghettos afin de les séparer du reste de la population. L'attaque contre l'URSS en juin 1941 marque un tournant. Des groupes mobiles de tuerie (les *Einsatzgruppen*) suivent la progression de la *Wehrmacht* et sont chargés de massacrer par fusillade les communautés juives et les responsables communistes des territoires occupés. La résistance de l'URSS, puis l'entrée en guerre des États-Unis, conduisent les nazis à franchir une

nouvelle étape. En janvier 1942, la conférence de Wannsee organise la mise en œuvre de la « Solution finale de la question juive ». Que cessent les massacres par les *Einsatzgruppen*, les nazis ouvrent six camps d'extermination dotés d'installation de mises à mort capables de procéder chacun à l'assassinat de centaines de milliers de personnes. Des camions à gaz sont utilisés à Chelmno à partir de décembre 1941, des chambres à gaz sont construites à Belzec, Sobibor, Treblinka de mars à juillet 1942. 435 000 hommes, femmes et enfants sont assassinés à Belzec, 250 000 à Sobibor, 750 000 à Treblinka. 50 000 juifs sont gazés et plus de 42 000 sont mitraillés à Majdanek. Quatre *Krematoriums*, associant chambres à gaz et fours crématoires, sont construits à Auschwitz-Birkenau de mars à juin 1943. Après la fermeture des camps de Belzec, Sobibor et Treblinka et l'interruption des gazages à Majdanek et Chelmno, Auschwitz-Birkenau devient le centre de mise à mort des juifs européens. Plus de 1,1 million y sont assassinés. L'extermination des juifs d'Europe dans les centres de mise à mort se déroule pour l'essentiel entre le début 1942 et la fin 1943. Les massacres commencent par les juifs polonais, la principale communauté juive d'Europe, suivent les juifs d'Europe de l'Ouest et d'Europe du Sud. La dernière communauté juive visée est celle de Hongrie : environ 440 000 juifs hongrois sont assassinés à Auschwitz-Birkenau entre mai et juillet 1944. Au total, le génocide perpétré par les nazis entraîne la mort de plus de 5 millions de juifs européens.

2) Savoir et faire savoir

Faire savoir ce qui se passe dans les centres de mise à mort est essentiel pour espérer entraver l'extermination en cours. Dès le printemps 1942, des informations commencent à circuler sur l'existence de camps d'extermination, transmises notamment par des cheminots polonais résistants qui accompagnent les convois. Les déportés évacués des ghettos de l'Est les plus lucides se doutent que leur destination n'est pas un camp de travail. Les déportations vers Treblinka depuis le ghetto de Varsovie sont de plus en plus difficiles à organiser.

À l'été 1942, la mission Karski, du gouvernement polonais en exil, entre en contact avec des représentants de la Résistance juive en Pologne qui lui demandent d'intervenir auprès des gouvernements alliés et de mobiliser les juifs partout dans le monde pour faire cesser l'extermination. Afin de faire un compte-rendu précis de la situation, Jan Karski pénètre dans le ghetto de Varsovie, où les juifs qui n'ont pas été déportés survivent dans un dénuement total. À la même période, il peut entrer dans le camp d'Izbica Lubelska et assiste à la constitution, dans des conditions extrêmement brutales, d'un transport de détenus juifs pour le camp de Belzec. Le rapport rédigé par Jan Karski est transmis au gouvernement polonais en exil en novembre 1942. En décembre, le ministre des Affaires étrangères polonais adresse aux



Juifs hongrois au moment de la sélection sur la rampe d'arrivée des convois de déportation, mai 1944 (coll. Yad Vashem). Les déportés ont été séparés : Les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre. En arrière-plan, se profile le bâtiment et la cheminée du *Krematorium II*.

Cette image est extraite de *L'Album d'Auschwitz*, constitué de photographies prises par des SS. L'album est trouvé par Lili Jacob, déportée à Auschwitz puis évacuée sur Dora, dans un placard de l'hôpital où elle est soignée après sa libération. Lili Jacob reconnaît sur les images des visages connus et décide de conserver l'album avec elle. Elle en fait don à Yad Vashem en 1980.

gouvernements alliés une note sur « l'extermination de masse des juifs dans la Pologne occupée par l'Allemagne ». (Voir documents page 22).

De juillet à octobre 1942, les Allemands sont parvenus à déporter la plupart des habitants du ghetto de Varsovie. Après une interruption de trois mois, les Allemands procèdent à de nouvelles arrestations massives. Une révolte éclate et interrompt les déportations. Le 19 avril 1943, les Allemands pénètrent dans le ghetto pour procéder à sa liquidation. Sans illusion sur leur sort, les juifs se soulèvent. Bien que disposant de peu d'armes, ils repoussent les troupes allemandes. Face à cette résistance, les Allemands procèdent à une destruction systématique du ghetto, achevée le 16 mai. 7 000 juifs sont morts, pour beaucoup les armes à la main, 30 000 survivants sont déportés à Treblinka, d'autres à Majdanek ou Trawniki. Quelques dizaines peuvent s'échapper par les égouts.

À Auschwitz-Birkenau, des détenus chargés de faire fonctionner les installations de mise à mort (*Sonderkommando*) parviennent à rédiger des textes décrivant les gazages en 1943 et 1944 et les enfouissent à proximité des *Krematoriums*. Six sont récupérés après la libération. Ces « voix sous la cendre », comme on les a désignés, sont des témoignages implacables car écrits par des hommes sans espoir sur leur sort mais ne voulant pas disparaître sans avoir décrit et dénoncé pour la postérité ce qu'ils voient et ce à quoi ils doivent participer. Ces messages pour l'avenir doivent permettre de condamner les responsables des tueries, mais ils ne peuvent en aucun cas arrêter les massacres.

Vera Foltynova, une détenue tchèque travaillant au service des bâtiments d'Auschwitz parvient à recopier dans des conditions très précaires les plans d'un des *Krematoriums* de Birkenau et à les faire sortir du camp jusqu'en Tchécoslovaquie. Otto Wolken, médecin juif autrichien détenu à Auschwitz-Birkenau recense les arrivées de convois et les gazages. Il enterre ces documents peu avant l'évacuation du camp.

Au printemps 1944, les juifs tchèques Rudolf Vrba et Alfred Wetzler réussissent à s'évader du camp d'Auschwitz-Birkenau grâce à la Résistance intérieure du camp. Ils gagnent la Slovaquie avec des informations très précises sur les gazages de masse. Ils sont rejoints par deux autres évadés juifs d'Auschwitz-Birkenau qui confirment l'extermination en cours des juifs de Hongrie. Les révélations du « rapport sur Auschwitz » sont envoyées à Berne en Suisse puis télégraphiées à Londres et Washington. Le gouvernement hongrois subit des pressions de la part des gouvernements alliés et interprète un raid aérien américain sur Budapest comme un avertissement : il annonce aux Allemands que les autorités hongroises cessent de par-

ticiper à la déportation des juifs de Hongrie, qui devient impossible sans leur implication. Près de 440 000 juifs hongrois ont été déportés de mai à juillet 1944, près de 365 000 ont été assassinés. Les 170 000 juifs qui vivent encore à Budapest sont sauvés par l'interruption des transports vers Auschwitz.

En août 1944, toujours à Auschwitz-Birkenau, cinq détenus du *Sonderkommando* réussissent à prendre quatre photographies à proximité du *Krematorium V*. Ces images clandestines réalisées au mépris du danger sont ensuite sorties du camp et transmises à la Résistance polonaise à Cracovie. Malheureusement, elles ne peuvent être utilisées comme preuves avant la fin de la guerre.

LE MANUSCRIT DE ZALMEN GRANOWSKI, MEMBRE DU SONDERKOMMANDO D'AUSCHWITZ-BIRKENAU



Manuscrit de Zalmen Granowski, enterré près du *Krematorium III* et retrouvé en mars 1945 (coll. Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau)

Cher lecteur, j'écris ces mots dans un moment de plus grand désespoir, je sais ni ne crois que ces lignes je pourrai jamais les relire après « l'orage ». Qui sait si j'aurai la chance de pouvoir révéler au monde le profond secret que je porte dans mon cœur ? Qui sait si jamais je reverrai un homme « libre », si je pourrais lui parler ? Il se peut que les lignes que j'écris seront le seul témoignage de ma vie. Mais je serais heureux si mon récit te parvient, à toi, citoyen libre du monde. Peut-être une étincelle de mon feu intérieur t'atteindra-t-elle, et tu ressentiras au moins un peu de notre volonté dans cette vie ? et tu te vengeras, tu te vengeras des assassins ! Cher toi, qui trouveras ces écrits ! Je t'adresse une prière, cela étant le but essentiel de mon écriture, au moins que ma vie condamnée à la mort ait un contenu. Que mes jours infernaux, de mon destin désespéré aient un but dans l'avenir. Je ne te fais part que d'une partie infime de ce qui s'est passé dans l'enfer d'Auschwitz-Birkenau. [...]

Extraits tirés de « Des voix sous la cendre. Manuscrits des *Sonderkommandos* d'Auschwitz-Birkenau », Revue d'histoire de la Shoah / Le monde juif, CDJC, n° 171, janvier-avril 2001, pages 127-128.



Photographie prise clandestinement en août 1944 par un membre du *Sonderkommando* d'Auschwitz-Birkenau, depuis l'intérieur de la chambre à gaz nord du *Krematorium V* (coll. Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau). Des détenus du *Sonderkommando* s'apprentent à brûler les corps des victimes sortis des chambres à gaz.

UNE RÉVOLTE DE FEMMES DANS UNE CHAMBRE À GAZ D'AUSCHWITZ-BIRKENAU

Les condamnés se comportaient d'habitude tranquillement, même si, en 1943, la plupart d'entre eux étaient déjà conscients de leur sort. Il arrivait que les gens se révoltaient ou qu'ils essayaient de s'enfuir en groupe à la descente des wagons, mais ces révoltes étaient toujours réprimées de façon sanglante. Le quai de débarquement (spécialement construit dans ce but) était exposé à des projecteurs et à de nombreuses mitrailleuses. Il n'existe qu'un seul cas où le réflexe d'autodéfense a donné un résultat. Cela s'est passé en septembre ou octobre 1943. Un convoi de femmes est arrivé la nuit au crématoire. Les SS qui les convoyaient se sont jetés sur elles, leur ont ordonné de se déshabiller et les ont poussées vers la chambre à gaz. C'est la meilleure occasion pour voler des effets personnels, retirer les alliances et les bagues des doigts, prendre les montres etc. Pour y parvenir, les SS doivent maltraiter des prisonniers, ce qui explique leur présence et leur permet de garder l'apparence qu'ils étaient là seulement pour faire leur travail et remplir leur fonction. Dans ce tumulte, l'une des femmes a arraché le revolver au *Unterscharführer*, elle a tiré trois balles et l'a blessé gravement (il est mort le lendemain) ; c'était le mot d'ordre pour les autres prisonnières pour qu'elles se jettent sur les SS. À l'un d'entre eux, avec leurs dents, elles lui ont coupé le nez, à un autre elles lui ont fendu la peau sur la tête. Aucune n'a échappé à la mort.

Extrait du rapport de Jerzy Tabeau, détenu polonais évadé d'Auschwitz, cité dans Teresa et Henryk Świebociski (textes) et Adam Bujak (photos), *Auschwitz, résidence de la mort*, Biały Kruk, 2003, page 58.

LA RÉSISTANCE DANS LES GHETTOS

On demande souvent aux survivants pourquoi ils ne résistèrent pas. Leur réponse : comment des civils pourraient-ils s'opposer à des soldats ? Comment résister contre eux quand on n'a pas d'armes et que l'on meurt de faim ? Comment résister lorsque l'on considère que son devoir est de rester avec des parents âgés, ou de protéger des enfants en bas âge ? Pourquoi résister lorsque l'on veut vous déporter vers des endroits où l'on vous assure qu'il y aura travail et nourriture ? Comment résister quand on sait que prendre les armes provoquera de sauvages représailles, la mort de centaines de personnes sans défense ?

Mais la même question appelle d'autres questions : savez-vous que d'autres ghettos se sont insurgés, pas seulement le ghetto de Varsovie ? Savez-vous que des dizaines de milliers de juifs échappèrent des ghettos pour se cacher dans les forêts et combattre les Allemands ? Savez-vous qu'il y eut des milliers de cas individuels de courage et de défi et que les juifs étaient présents dans tous les mouvements de partisans des pays conquis ? Savez-vous qu'il y eut des révoltes dans les camps de la mort, et même à Auschwitz ?

La volonté de résister était partout plus forte que la capacité à éviter le massacre. Les appels à la lutte affichée dans les ghettos préconisaient la résistance pour montrer que l'instinct de défense n'était pas éteint, même si une « victoire » était impossible. L'appel affiché dans le ghetto de Bialystok par le Comité juif d'autodéfense disait : « *Battez-vous pour la vie jusqu'au dernier souffle* ». Traditionnellement, les juifs se sont toujours défendus lorsqu'ils avaient des armes pour le faire. [...] En raison de la puissance des armées d'occupation allemandes, toute résistance était potentiellement écrasée avant même de pouvoir se développer. Le 22 décembre 1942 des membres de l'Organisation juive de combat de Cracovie, sous la conduite d'Adolf (Dolek) Liebeskind, attaquèrent un café fréquenté par les SS et la *Gestapo*. Yitzhak Zuckerman, arrivé du ghetto de Varsovie le jour même, prit part à l'attaque au mépris du danger, afin de « sauver ce qui pouvait encore être sauvé, au moins l'honneur », dira-t-il plus tard. Zuckerman parvint à retourner à Varsovie. Les autres membres de l'organisation furent pris. L'un d'eux, Juda Tannenbaum, réussit à s'emparer du pistolet d'un Allemand et à tuer un soldat avant d'être abattu. Liebeskind fut également tué. Quelques semaines avant sa mort, il avait dit : « *Nous combattons pour trois lignes de texte dans les livres d'histoire*. » Quelques membres du groupe de Liebeskind survécurent, avec la volonté, comme sa femme devait le raconter plus tard, « *d'organiser des cachettes, d'œuvrer dans les forêts et de permettre à d'autres juifs de se cacher* », dans l'espoir de « *sauver au moins une personne qui raconterait une histoire* ».

Extraits de Martin Gilbert, *Jamais plus. Une histoire de la Shoah*, Tallandier / Historia, 2001, pages 94-95.

APPEL DE LA FAREINIGTE PARTISANER ORGANISAZIE (ORGANISATION UNIE DE PARTISANS) DE VILNA (VILNIUS, LITUANIE), EN JANVIER 1942.

Ne nous laissons pas immoler comme des brebis ! Jeunes Juifs, ne croyez pas les menteurs. Sur les quatre-vingt mille Juifs de Vilna vingt mille seulement restent encore en vie. Sous nos yeux, on a emmené nos parents, nos frères, nos sœurs. Où sont les centaines de personnes arrê-

tées par la police de la ville soi-disant pour être envoyées au travail ? Où sont les femmes et les enfants qu'on a emmenés à moitié nus pendant la terrible nuit du premier massacre ? Où sont passés tous les Juifs arrêtés dans les synagogues le jour du *Kippour* ? Celui que l'on emmené hors du ghetto ne reviendra plus jamais, parce qu'à partir de la *Gestapo*, tous les chemins mènent à Ponary et Ponary, c'est la mort. Ponary n'est pas un camp. Là-bas on fusille tout le monde. Hitler a décidé d'exterminer tous les Juifs d'Europe. Nous sommes ses premières victimes. Ne nous laissons pas immoler comme des brebis ! Il est vrai que nous sommes faibles, que nous ne pouvons compter sur aucune aide extérieure, mais il n'y a qu'une réponse digne à faire à l'ennemi, c'est de résister. Frères ! Il vaut mieux périr libres les armes à la main plutôt que vivre soumis, grâciés par les meurtriers. Luttons jusqu'au dernier souffle !

QUE SAIT-ON EN FRANCE DU GÉNOCIDE DES JUIFS ? LE RÔLE DE LA PRESSE JUIVE



Notre Voix, 1^{er} août 1943

(coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny).

Notre Voix est le journal publié par les communistes juifs de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), qui paraît clandestinement sous l'Occupation en France. Le 1^{er} août 1943, il publie deux articles, présentés comme « Deux témoignages sur les abattoirs de Pologne. Un avertissement, un appel à la vigilance, à la résistance, à la lutte. » Le second s'inspire du rapport rédigé par Jan Karski, repris sur les ondes de la BBC.

Les juifs de France doivent faire face à des mesures antisémites dès les premiers mois qui suivent la défaite de la France et l'occupation d'une partie de son territoire. L'occupant allemand comme l'État français s'efforcent d'isoler les juifs de France du reste de la population. Les juifs étrangers sont plus directement visés et les naturalisations les plus récentes sont annulées. L'inquiétude est d'autant plus grande quand l'on apprend que les juifs de Pologne sont enfermés dans des ghettos et qu'il est question de déportations vers l'Est. La plupart des Français juifs sont persuadés que l'État français sera reconnaissant de leur intégration ancienne dans la communauté nationale et de leur patriotisme, et les protégera. L'illusion demeure avec l'organisation des premières rafles qui visent

prioritairement les juifs étrangers, mais les plus lucides ne manquent pas de s'interroger sur la nécessité d'arrêter des familles entières à l'été 1942, s'il s'agit de fournir de la main d'œuvre pour les camps de travail à l'Est.

C'est dans ce contexte que les résistants juifs entrent en action. Des informations remontent au début 1942 sur la multiplication des massacres en URSS et en Pologne. Cependant, il est difficile, faute de renseignements précis, de connaître la situation exacte. Comme toute la population française, les juifs doivent se résoudre pour avoir des nouvelles à écouter les radios étrangères, qui rendent compte dès 1942 de l'extermination en cours des juifs en Europe de l'Est, sans en mesurer l'ampleur réelle. Radio Moscou évoque les crimes commis par les *Einsatzgruppen* sur le territoire soviétique dès 1941 tandis que Radio Londres se fait l'écho des informations transmises aux Alliés par la Résistance polonaise ou par les très rares témoins directs de l'extermination. Ainsi, le rapport de Jan Karski est évoqué dans l'émission *Les Français parlent aux Français* le 8 juillet 1943.

La presse clandestine juive, en français (*Notre Voix*, *Notre Parole*, *Droit et Liberté*, *d'accuse*, *Fraternité*, etc.) ou en yiddish (*Solidaritet* « *Solidarité* », *Unzer Wort* « *Notre Parole* »), issue pour l'essentiel de la Résistance juive communiste, tente d'alerter les juifs de France. À partir des nouvelles venues de l'extérieur et de leur propre analyse de la situation, les rédacteurs insistent sur l'ampleur des assassinats en Europe de l'Est, les relient aux rafles organisées en France par l'occupant allemand avec le soutien complice de l'État français et appellent les juifs à se soustraire par tous les moyens possibles aux arrestations. L'impact est difficile à estimer. Une part importante des juifs de France ne peut accepter l'idée que le pays où leur famille vit depuis des générations puisse connaître un tel déchaînement de violence, que le pays où ils ont trouvé refuge après avoir fui les persécutions antisémites soit touché à son tour. L'espoir et le désespoir mêlés face aux faits cités fragilisent les individus et les familles les plus isolés qui deviennent des proies faciles pour les services allemands et français en charge de la traque et de l'arrestation des juifs. Jusqu'à la libération, la presse clandestine juive et, dans un moindre mesure, non-juive (*L'Humanité*, *Combat*, *Défense de la France*, *Témoignage chrétien*, etc.) met en garde et tente de venir en aide aux persécutés.

Les juifs de France les plus résolus s'impliquent dans les filières de sauvetage, qui se multiplient à partir de la fin 1942, ou s'engagent dans la lutte armée, en particulier au sein des FTP-MOI. Beaucoup de ces résistants sont arrêtés, torturés et fusillés. Parce que juifs, certains échappent à la mort immédiate pour être déportés vers le camp d'Auschwitz où leur espérance de vie est censée être courte. Ceux qui échappent à la sélection pour la chambre à gaz à l'arrivée au camp s'efforcent de nouer des contacts et de continuer la lutte d'une manière ou d'une autre.

Pour aller plus loin :

Stéphane Courtois et Adam Rayski, *Qui savait quoi ? L'extermination des juifs 1941-1945*, La Découverte, 1987.

Walter Laqueur, *Le terrifiant secret. La « solution finale » et l'information étouffée*, Gallimard, 2010 (nouvelle édition).

3) Casser la machine à exterminer

La résistance dans les camps d'extermination nazis est en principe impossible à concevoir puisque ces camps sont conçus pour l'assassinat immédiat des déportés qui y sont transportés. Cependant, les nazis ont besoin de personnel pour faire fonctionner les installations de mise à mort et pour trier les biens des victimes. Des déportés juifs sont maintenus en vie, au moins provisoirement, et sont intégrés dans les *Sonderkommandos*. Ces détenus sont brutalement plongés au cœur de la machine exterminatrice. Beaucoup ne peuvent le supporter et trouvent dans le suicide la seule issue possible pour ne pas participer au massacre dont on les rend inéluctablement complice. Le suicide peut prendre la forme d'un geste fatal du déporté contre lui-même ou celle d'un refus d'obéissance qui entraîne la mise à mort par un *Kapo* ou un SS. Les membres des *Sonderkommandos* qui arrivent à tenir savent qu'ils sont en sursis, mais la volonté de survivre les amène à supporter l'insupportable. Parfois, ils manifestent une réelle empathie envers les victimes : ils réconfortent les plus faibles, ils rassurent les plus inquiets, mais ces actes bienveillants facilitent finalement la poursuite du processus d'extermination. C'est pourquoi certains membres des *Sonderkommandos* envisagent d'aller plus loin.

L'idée de révolte apparaît dans tous les camps d'extermination. Il s'agit non seulement de faire survivre ceux qui parviendraient à s'échapper et à d'en faire d'éventuels témoins des crimes commis, mais aussi, si cela s'avérait possible, de perturber ou d'arrêter le fonctionnement des installations de mise à mort. La première révolte éclate à Treblinka le 2 août 1943. Une quinzaine de gardiens allemands et ukrainiens sont tués tandis que 150 des 700 travailleurs juifs du camp parviennent à prendre la fuite. La moitié sont repris et exécutés, mais l'incendie du camp par les détenus accélère sa fermeture. La seconde révolte touche le camp de Sobibor. Le 14 octobre 1943, des détenus se procurent des armes blanches et une dizaine de gardiens allemands et ukrainiens sont exécutés avant que l'alerte ne soit donnée. Une dizaine d'autres sont tués dans les combats qui suivent. La moitié des 600 détenus du « camp de travail » de Sobibor passent les barbelés. Ceux qui restent sont tués par les renforts appelés par les autorités du camp. Une centaine d'évadés parviennent à échapper à la traque et une trentaine sont encore en vie à la fin de la guerre. Le camp est fermé et les installations sont démontées quelques semaines après le soulèvement des détenus de Sobibor.

LA TENTATION DU SUICIDE

Cet après-midi [12 janvier 1942], le travail dura jusqu'à six heures. Le contenu de neuf camions, chacun chargé de 60 juifs de Klodawa, fut enterré, en tout 600 personnes.

Mon ami Getzel Chrzastowski poussa des hurlements terribles lorsqu'il reconnut son fils de quatorze ans qui venait juste d'être jeté dans la fosse. Il nous fallut l'empêcher de supplier les Allemands de l'abattre.

Témoignage de Yakov Grojanowski, membre du *Sonderkommando* de Chelmno, cité par Martin Gilbert, *Jamais plus. Une histoire de la Shoah*, Tallandier / Historia, 2001, page 74.

LA PRÉPARATION DE LA RÉVOLTE À TREBLINKA, TÉMOIGNAGE DE CHIL RAJCHMAN, UN DES ÉVADÉS.

Au cours des premiers jours de mai, en accord avec les internés du camp n° 1, nous décidons de mettre le camp à feu et à sang. Certains d'entre nous ne sont pas au courant. La décision est tenue secrète : seuls les chefs et les camarades qui sont affectés à des postes précis en sont informés.

Le projet de soulèvement se présente de la manière suivante : chacun fait son travail normalement en prenant garde de ne montrer aucun changement dans son attitude. Chacun connaît précisément sa mission et, afin de pouvoir la remplir, il doit faire en sorte de se trouver proche du lieu de son accomplissement. Le plan prévoit que deux coups de feu en provenance du camp n° 1 marqueront le début du soulèvement. Nous sommes tous prêts. Des camarades doivent mettre le feu aux chambres à gaz. D'autres doivent tuer les SS et les Ukrainiens et leur prendre leurs armes. Ceux qui travaillent à proximité des postes de garde doivent tenter d'amadouer les Ukrainiens en leur montrant de l'or. Chacun est à son poste. [...]

Au mois de mai, les grandes chaleurs commencent et les cadavres que l'on déterre empuantissent l'air. Les assassins ne s'approchent pas des fosses et les SS qui conduisent les excavatrices suffoquent à cause de l'infection. On est obligés de modifier les horaires de travail. Nous commençons à quatre heures du matin au lieu de six. L'appel débute à deux heures et demie. Nous travaillons sans interruption jusqu'à deux heures de l'après-midi. Ensuite, c'est le déjeuner. Il arrive souvent que nous devions à nouveau travailler l'après-midi, car il arrive de nouveaux convois.

Les cadences s'accroissent. Les fosses se vident chaque jour davantage. Nous faisons savoir au camp n° 1 que s'ils ne se dépêchent pas d'organiser le soulèvement, nous tenterons de le mettre nous-mêmes à exécution avant qu'il ne soit trop tard. Parmi nous, les avis sont partagés. Certains pensent que nous devons nous-mêmes libérer le camp, les autres y sont opposés : ils pensent que cette tentative est vouée à l'échec. Nous ne pouvons plus attendre. Chaque jour semble être une année. Nous décidons de donner un ultimatum au camp n° 1, et si nous n'obtenons pas une réponse claire, précisant la date du soulèvement, nous n'attendrons pas davantage.

On nous répond de patienter encore quelques jours.

Nous recevons enfin une réponse claire du camp n° 1 : le soulèvement est programmé pour le 2 août à quatre heures et demie de l'après-midi. Nous attendons ce jour avec impatience.

Extrait de Chil Rajchman, *Je suis le dernier Juif. Treblinka (1942-1943)*, Les Arènes, 2009, pages 137-139.



Photographie du camp de Treblinka en feu, prise par un employé de la gare de chemin de fer le 2 août 1944 (coll. Institut historique juif, Varsovie).

La révolte la plus connue est celle du *Sonderkommando* d'Auschwitz-Birkenau. Un premier projet prévoit un soulèvement en juin 1944. Mis au courant, les SS enferment les membres du *Sonderkommando* dans les bâtiments des *Krematoriums* afin de les couper des autres détenus. En septembre 1944, les SS commencent à éliminer les détenus chargés de faire fonctionner les installations de mise à mort (200 hommes sur 870). La révolte éclate le 7 octobre alors qu'une nouvelle liquidation est attendue. Les détenus mettent le feu au *Krematorium IV*. Le soulèvement s'étend au *Krematorium II*, mais les gardiens SS arrivent en masse et appliquent une répression implacable. Près de 450 révoltés sont tués lors des combats ou lors de la chasse à l'homme lancée pour capturer les évadés. La destruction du *Krematorium IV* annonce l'arrêt de l'extermination par gazage et le démantèlement des installations, auxquels sont employés les 420 membres du *Sonderkommando* survivants. La plupart sont cependant éliminés, en plusieurs vagues. Le 6 janvier 1945, quatre femmes travaillant à l'usine Union-Werke qui ont fourni des explosifs avant la révolte sont exécutées devant les autres détenues. Le 18 janvier, les détenus du *Sonderkommando* maintenus en vie quittent Auschwitz lors de l'évacuation du camp. Certains réussissent à s'évader, les autres parviennent à se dissimuler parmi la masse des déportés. Seules quelques dizaines d'entre eux sont encore en vie à la fin de la guerre.

L'ÉVASION COLLECTIVE DE SOBIBOR, TÉMOIGNAGE DE THOMAS TOÏVI BLATT, UN DES ÉVADÉS.

Les évasions collectives s'étaient toujours achevées d'une façon désastreuse à Sobibor. Les prisonniers savaient qu'ils étaient dans un camp d'extermination et qu'ils étaient destinés à la mort; une action désespérée abrégait les souffrances, sans plus, et n'offrait qu'une infime chance d'évasion.

En dépit de ces sinistres réalités, le noyau d'un nouveau complot fut créé. Son meneur était Leon Feldhendler, un meunier âgé de trente-trois ans, fils de rabbin et ancien dirigeant du *Judenrat* de Zolkiewka, une petite ville de Pologne orientale.

Feldhendler se rendit compte que l'arrivée d'officiers entraînés au sein de la population des prisonniers du camp offrait des possibilités nouvelles. Un homme de haute taille d'environ trente-cinq ans, portant encore son uniforme de lieutenant de l'Armée rouge, attira son attention; c'était Alexandre (Sacha) Aronovitch Pechersky, natif de Rostov-sur-le-Don.

Le 28 septembre, le jour où les Juifs du *Lager III* furent exécutés, l'organisation souterraine prit contact avec Sacha par l'intermédiaire d'un Juif polonais appelé Szlomo Leitman. Le jour suivant, Leon Feldhendler eut une entrevue avec lui dans les baraquements des femmes. Leon, à sa manière très directe, parvint à persuader Sacha de se joindre aux conspirateurs. Sans perdre de temps, divers projets d'évasion furent évoqués successivement. Deux jours plus tard, un plan avait été conçu. [...]

Le 9 octobre, Alexandre Shoubaïev, une vieille connaissance de Minsk, avertit Sacha qu'un groupe de juifs russes préparaient une évasion séparée. Au cours d'une confrontation, il les convainquit d'abandonner leur projet et d'attendre le soulèvement du camp dans sa totalité. [...]

Le 10 octobre, on constitua une équipe de commandement nettement consolidée. Ce soir-là, le noyau de l'organisation se réunit dans l'atelier du menuisier. Les *Kapos* Pozycycki et Bunio furent conviés. Le nombre de conjurés était limité au minimum: sur une totalité de cinq cent cinquante Juifs en vie à cette époque, moins de dix pour cent étaient au courant du plan d'évasion. Bien que Léon soit l'initiateur du complot et le chef des conjurés, Sacha s'imposa comme le meneur réel de l'entreprise, responsable de la préparation technique et des affaires militaires. Tout le temps de la réunion, un gramophone jouait de vieilles chansons populaires russes. Plus tard, les conjurés se déplacèrent pour aller dans l'atelier du serrurier, où Sacha leur donna les détails du plan finalement adopté.

L'évasion se décomposait en trois phases:

Phase I (15 h 30 - 16 h): préparer les groupes d'assaut.

Phase II (16 h - 17 h): éliminer silencieusement les nazis.

Phase III (17 h 30): mobilisation de tous les prisonniers pour une révolte ouverte et une évasion de masse.

Dans la phase préparatoire, les membres de l'organisation souterraine ayant accès aux hangars et aux granges de triage devaient prendre et livrer au poste de commandement des conjurés des couteaux et des hachettes. Les *Putzers* et les jeunes filles qui triaient les munitions soviétiques tombées aux mains des Allemands étaient chargés du vol des munitions et des armes, si possible, à utiliser au cours de l'assaut final.

La deuxième phase devait être moins dangereuse. Même quand ils surveillaient certains groupes de travailleurs, les Allemands avaient le loisir d'aller boire un café, ou de s'absenter pour n'importe quelle autre raison. Ainsi, si l'un d'eux constatait l'absence de son camarade (déjà assassiné), il ne s'en alarmerait pas forcément. Bien sûr, lorsque les nazis auraient rassemblé tout le monde dans la cour des prisonniers pour l'appel du soir, ils remarqueraient sans aucun doute la disparition de leurs camarades. Mais à cette heure, selon toute probabilité, la révolte ouverte aurait déjà commencé.

Extraits de Thomas Toïvi Blatt, «Sobibor, la révolte oubliée», dans Marek Halter (présentation), *Les révoltés de la Shoah. Témoignages et récits*, Omnibus, 2010, pages 796-797 et 800.

4) Rester en vie jusqu'à la libération

Pour les juifs maintenus en vie pour le travail, la menace de mort reste permanente. Dans la vision du monde des SS, ils restent des sous-hommes qu'il faut exploiter jusqu'à l'épuisement de leurs forces. Les travaux les plus difficiles et les plus dégradants leur sont réservés le plus souvent. À tout moment, qu'ils s'activent ou qu'ils paraissent moins productifs, les détenus juifs peuvent voir pleuvoir les insultes et les coups. Pour les SS, tuer un juif n'est pas un problème. Un autre détenu peut le remplacer immédiatement. Dans tous les camps du complexe d'Auschwitz, la sélection est un moment redouté car les détenus qui ne semblent plus en mesure de pouvoir travailler peuvent être directement envoyés à la chambre à gaz.

Malgré leur profond mépris pour les juifs, les SS doivent se résoudre à confier des postes de responsabilité à certains d'entre eux lorsque les juifs composent la plus grande partie de la population du camp, sinon la quasi-totalité. La *Kommandantur* du camp d'Auschwitz précise toutefois en octobre 1943 qu'ils ne doivent avoir aucun détenu allemand sous leur autorité. De manière générale, lorsque des juifs obtiennent des postes de responsabilité, les SS leur font comprendre qu'ils demeurent en sursis. Ils doivent se soumettre aux ordres donnés. La moindre défaillance peut entraîner la perte du poste et des quelques avantages qui vont avec. Ce dilemme explique sans doute pourquoi certains *Kapos* juifs sont aussi durs et brutaux que leurs homologues non-juifs.

Dans ce contexte destructeur, des actions de solidarité parviennent à se développer. Malgré la surveillance, les détenus qui travaillent à la récupération et au tri des biens des victimes arrivent à en détourner certains à leur profit ou à celui de leurs compagnons. Les produits «organisés» génèrent un «trafic» qui permet d'améliorer régulièrement la situation de quelques détenus et

ponctuellement celle de beaucoup d'autres: des cigarettes peuvent être échangées contre du pain, un pull-over peut rapporter beaucoup, des médicaments également mais ils peuvent aussi être donnés sans contrepartie aux médecins détenus du *Revier* pour secourir les malades. Les SS ne sont pas dupes: s'ils sanctionnent les cas de détournement les plus flagrants, c'est pour exercer une pression plus forte sur les détenus et exiger qu'on leur remette une part plus importante de ce qui «est organisé». Cette cupidité des SS est mise à profit par les organisations de résistance qui cherchent à corrompre les plus avides. Ces transactions sont risquées car les autorités SS restent vigilantes et n'hésitent pas à sanctionner sévèrement les SS les moins prudents et les détenus qui ont voulu profiter de leurs faiblesses.

La progression des troupes soviétiques est paradoxalement une catastrophe pour les juifs qui sont parvenus à survivre. En effet, les évacuations des camps de l'Ouest bouleversent les repères et les positions acquises pour les détenus juifs. Les survivants des marches de la mort arrivent très affaiblis dans des camps où les postes de responsabilité sont déjà attribués à des non-juifs et où l'antisémitisme n'est pas lapanage des SS, notamment de la part des détenus polonais. L'arrivée des convois de juifs de l'Est est cependant un choc pour la plupart des concentrationnaires dont la situation matérielle n'a pas encore atteint le niveau de délabrement des dernières semaines d'existence des camps. Les organisations de résistance tentent de nouer des contacts et d'apporter de l'aide. Les liens politiques peuvent être déterminants, mais c'est souvent la seule humanité qui est décisive. Ainsi à Buchenwald ou à Dachau, les jeunes juifs sont pris en charge individuellement ou collectivement.

La tâche est considérable. Les évacuations des camps de l'Est ont contribué à grossir la population des camps de l'Ouest. L'avancée des troupes alliées entraîne à son tour l'évacuation des camps de la partie occidentale. Dans ce qui se voudrait encore un ordre SS mais qui vire au chaos général, les détenus juifs doivent errer avec les autres concentrationnaires de camp en camp. Dans un climat de déroute qui exacerbe les envies de vengeance de la part des SS, les juifs sont assassinés en grand nombre sur les routes. Le camp de Bergen-Belsen est le réceptacle de nombre de ces convois d'affamés et un véritable mouiroir.

Profitant des défaillances de la surveillance, quand leur état physique le leur permet encore, beaucoup de détenus juifs tentent et parviennent à s'évader, mais ils doivent faire face à l'antisémitisme d'une population allemande endoctrinée. Certains meurent alors qu'ils pensaient avoir retrouvé la liberté.

Les juifs libérés par l'arrivée des troupes alliées et soviétiques ne sont que les survivants des communautés juives d'Europe décimées par le génocide organisé par les nazis. Pourtant, demeurent parmi eux des hommes, des femmes et des enfants qui n'auraient pas pu connaître ce moment sans la volonté de tenir tête : de leur part ou de ceux qui les ont aidés d'une manière ou d'une autre membres du *Sonderkommando* dissimulés dans la masse des détenus évacués d'Auschwitz-Birkenau, femmes enceintes prises en charge au *Revier* de Ravensbrück, jeunes enfants et adolescents soustraits à l'attention des SS et cachés au camp de Buchenwald. Ce ne sont que quelques vies préservées parmi des millions d'autres annihilées au nom d'une supposée supériorité raciale.

SHLOMO VENEZIA ÉCHAPPE À LA LIQUIDATION DU SONDERKOMMANDO D'AUSCHWITZ-BIRKENAU

À cette époque, les hommes qui restaient du *Sonderkommando* ont dû revenir dormir dans le camp des hommes, dès que les travaux de démantèlement ont touché la toiture du Crématoire. On est donc retournés dans la baraque isolée du camp des hommes, là où nous avions passé les premières nuits en tant que *Sonderkommando*. Nous étions à peine soixante-dix dans la baraque, on ne manquait pas de place pour garder des affaires. Nous avions l'interdiction formelle d'entrer en contact avec les autres prisonniers. En général, le SS nous ramenait jusqu'à l'entrée du secteur du camp des hommes et chargeait l'un de nous de s'assurer que personne ne sortirait de la baraque. Si, malgré tout, quelqu'un sortait, l'homme chargé de la surveillance était lui aussi sévèrement puni. Le soir du 17 janvier [1945], exceptionnellement, le garde SS nous a accompagné jusqu'à la baraque et nous a dit que nous avions l'interdiction absolue de sortir. [...] Je n'ai pas eu de mal à comprendre que tout le monde était évacué, hormis le *Sonderkommando* à qui l'on ordonnait instamment de ne pas bouger, c'est qu'ils avaient l'intention de nous prendre au piège comme des souris et de nous tuer. Nous sommes entrés dans la baraque, mais à peine l'Allemand s'était-il éloigné que nous sommes ressortis pour nous joindre discrètement aux groupes qui sortaient du camp. Plusieurs groupes, de quelques milliers de prisonniers chacun, ont été formés, car il était impossible d'envoyer tout le monde au même endroit. Nous avons tout d'abord été envoyés à Auschwitz I, pour y rejoindre d'autres prisonniers également prêts à être évacués. La nuit était déjà bien avancée. [...] C'était le plein hiver; dehors, tout était gelé ou enneigé. Il faisait un froid bestial. Mais j'étais heureux de savoir que j'allais quitter ce lieu et surtout d'avoir pu échapper à la liquidation programmée du *Sonderkommando*. De temps en temps, dans la nuit, un Allemand passait entre les prisonniers et hurlait : «*Wer hat im Sonderkommando gearbeitet?*» [Qui a travaillé dans le *Sonderkommando*?]. Bien entendu, personne ne répondait. Plus tard, ils ont continué à poser la question régulièrement, tout au long de la route, car ils n'avaient pas d'autre moyen de nous retrouver. [...] Le lendemain matin, nous avons quitté Auschwitz.

Extrait de Shlomo Venezia, *Sonderkommando. Dans l'enfer des chambres à gaz*, Albin Michel, 2007, pages 173-175.

UN JEUNE JUIF D'AUSCHWITZ À DACHAU

Maurice Cling, âgé de 15 ans, est déporté à Auschwitz par le convoi du 20 mai 1944. Le 17 janvier 1945, il est évacué avec des milliers d'autres détenus. Après une étape au camp de Gross-Rosen, il arrive à Dachau le 28 janvier.

Les jours s'écoulent ensuite, vides, désespérément vides, coïncé comme il est entre deux couchettes superposées, les traverses si proches du visage, sans contact avec quiconque, sans nouvelles, sans avenir. On ne voit par la fenêtre au bord couvert de neige que le *Block* d'à côté, aussi morne et aussi sourd. Végétant ainsi, la plupart des détenus sombrent peu à peu dans une sorte d'abrutissement.

Il paraît qu'il va y avoir un «transport». Tout à coup, au cours de la journée, on appelle des matricules. Chacun sait pourquoi. Menace grave, saut dans l'inconnu au cœur de l'hiver. Les dangers familiers sont toujours préférables, tous les concentrationnaires vous le diront. Son numéro n'est pas appelé. Il entend dire que les moins de dix-huit ans ne partent pas. Ils sont moins d'une trentaine. Et si c'était pour liquider les bouches inutiles? On entend des hurlements dans la salle : un père et un fils qu'on sépare.

Les jeunes d'Auschwitz sont transférés au *Block* 25. Maurice s'est lié avec quatre garçons de son âge : Marcel, Lazare, Jacques et Robert. L'arrivée au nouveau *Block* est sinistre. Derrière les barbelés qui l'isolent du reste du camp, ils découvrent une rangée de cadavres. On ne peut pas mieux annoncer la couleur. Dans la *Stube*, il y a d'autre part une grosse brute de Polonais qui frappe les détenus pris à circuler entre les châli. On doit rester couché sur les traverses de bois, sans paille.

Mais le plus important, c'est la présence de «politiques» français au triangle rouge qui constituent un groupe très soudé. Événement inappréciable pour les jeunes parias : des compatriotes, des adultes qui par leur organisation imposent un certain respect aux autorités, et même – ce qui n'est pas moindre à leurs yeux – reçoivent des colis¹. Des colis! Pour ceux qui sont totalement isolés de la France depuis si longtemps, le mot a aussi une valeur morale et sentimentale : il traduit un rapport au pays, un statut, des droits, toutes choses qui leur sont refusées par définition. En les intégrant immédiatement dans leur groupe, les aînés leur assurent d'emblée aide et protection. C'est l'autre France retrouvée.

Extrait de Maurice Cling, *Vous qui entrez ici. Un enfant à Auschwitz*, Graphein / FNDIRP, 1999, pages 165-166.

¹ Ces colis ont été adressés aux détenus français par la Croix-Rouge française, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale à partir du mois de janvier 1945. Destinés à tous les détenus français des camps de concentrations, seuls ceux de Dachau semblent en avoir bénéficié.



Photographie d'Eric Schwab prise après la libération du camp de Buchenwald, avril 1945 (coll. Agence France Presse).

Le photographe cliche deux des détenus ayant participé à l'insurrection du camp (dont Julien Cain à gauche). L'enfant à droite est l'un des jeunes juifs transférés d'Auschwitz-Birkenau à Buchenwald et pris en charge par la Résistance intérieure du camp. Il tient un fusil comme un symbole de sa liberté retrouvée.



Photographie de Juschu avec deux détenus adultes après la libération de Buchenwald, avril 1945 (coll. USHMM).

JERZY ZWEIG, DIT JUSCHU, ENFANT DE BUCHENWALD

Il parlait yiddish, en conséquence on pouvait communiquer avec lui. Les SS du camp furent terrifiés par l'apparition de cet enfant... Nous avons insisté auprès de notre sergent-chef pour garder le garçon tout de suite dans notre *Kommando*. [...] Notre *Kommando* avait son propre *Block*. Puis nous avons fait construire un petit lit pour Juschu dans la menuiserie. Nous l'avons soigné, surtout grâce aux colis que des Norvégiens avaient reçus de la Croix-Rouge et dont ils mettaient toujours une partie de côté pour ce garçon. Mais il vivait complètement en retrait. Nous avons fait tout notre possible pour que le sergent-chef SS (*Scharführer*) ne le voie pas [...]. Juschu nous a raconté comment, dans ce camp de Pologne où il était avant, il devait toujours se cacher sous le lit quand ses parents lui disaient : «*Kreidemann arrive!*». C'était tragique de voir comment ce garçon de trois ans se cachait sous son lit quand nous disions le mot de «*Kreidemann*»¹.

Témoignage de Willi Bleicher, *Kapo de l'Effectkammer*, membre de la résistance clandestine du camp de Buchenwald, cité dans Myriam Rouveyre, *Enfants de Buchenwald*, Julliard, 1995, page 86.

¹ «*Kreidemann*», l'«homme de craie», est un personnage destiné à faire peur aux enfants, équivalent du Croquemitaine.

PARTIE 4

La résistance dans la mémoire des camps nazis depuis 1945 : l'exemple de la France.

Dans certains camps libérés, là où la résistance intérieure était la plus structurée, les anciens détenus ne veulent pas se séparer sans avoir prêté serment. À Buchenwald et à Mauthausen, des textes sont rédigés par les comités internationaux et lus dans les principales langues devant les déportés encore présents, réunis sur la place d'appel. En prêtant serment, tous rendent hommage à la mémoire de leurs camarades disparus, demandent que les criminels soient poursuivis et punis et réclament qu'un monde meilleur naisse du chaos qu'ils ont connu. Depuis la libération des camps, les déportés français se sont efforcés de rester fidèles au contenu et à l'esprit de ces serments.

1) Les organisations de déportés

Dès leur retour des camps, les déportés s'organisent en associations, afin de veiller à la mémoire de leurs camarades morts en déportation et de défendre les intérêts des survivants et des familles de disparus. Beaucoup plus nombreux à être rentrés, les déportés de répression se font davantage entendre que les déportés de persécution.

Des amicales de camp se constituent rapidement sans que tous leurs membres aient nécessairement suivi le même parcours du fait de la répartition des convois dans le temps, des transferts successifs et de la dispersion des détenus dans les divers *Kommandos*. Les réunions des amicales sont l'occasion de consolider des liens entre les anciens déportés et les familles de disparus et de dépasser

les différences socio-économiques et politico-religieuses.

En parallèle avec la constitution des amicales de camp, les anciens déportés, comme les anciens combattants de la Grande Guerre, s'organisent en grandes fédérations, ouvertes aux internés des prisons et des camps en France. Il s'agit de rassembler tous les déportés quels que soient les parcours individuels. L'unité espérée un temps n'est pas possible et deux fédérations finissent par s'imposer :

- la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP), ouverte à tous les anciens déportés quel que soit le motif de leur déportation.
- la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance (FNDIR), ouverte aux anciens déportés pour fait de résistance. Son rapprochement avec l'Union nationale des déportés, internés et familles donne naissance à la FNDIR-UNADIF.

Les organisations d'anciens déportés disposent de relais dans toute la société française et en particulier dans le monde politique. Nombre d'anciens déportés sont entrés dans les grandes entreprises, dans la haute fonction publique, dans les différents gouvernements des années 1950 et 1960. Ils sont aussi élus de la République, notamment à l'Assemblée nationale, et membre de la direction de la plupart des partis politiques et des syndicats. Les anciens déportés peuvent disposer de relais efficaces pour porter la mémoire de la déportation de répression. Les déportés de persécution se retrouvent au sein de l'Amicale d'Auschwitz-Birkenau, qui compte parmi ses membres des déportés résistants non-juifs, et au sein d'associations spécifiques dont l'influence reste limitée. Les femmes déportées de répression sont très actives : l'Amicale de Ravensbrück comme l'Association des déportées et internées de la Résistance (ADIR) profitent de l'engagement de personnalités aussi diverses que Marie-Claude Vaillant-Couturier, Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle ou Marie-Jo Chombart de Lauwe, pour ne citer qu'elles.

La première préoccupation des amicales et des fédérations est d'améliorer la situation des déportés rentrés et des familles de disparus. Elles sollicitent les anciens déportés qui occupent des postes de responsabilités politiques après leur retour et interpellent l'ensemble de la classe politique en prenant l'opinion à témoin. Le statut de déporté est reconnu et ouvre droit à pension. Les amicales et les fédérations aident les anciens déportés et les familles à constituer les dossiers de reconnaissance, défendent leurs intérêts et les informent des évolutions éventuelles. Elles s'opposent aussi à l'emploi du terme de déporté du travail utilisé par les anciens requis du Service du travail obligatoire et finissent par avoir gain de cause.



Serge Wolikow (avec Jean Vigreux), *Les combats de la mémoire. La FNDIRP de 1945 à nos jours*, FNDIRP / Le Cherche Midi, 2006.



Jean-Marc Dreyfus, *Ami, si tu tombes... Les déportés résistants des camps au souvenir 1945-2005*, Perrin, 2005.

Les amicales et les fédérations participent également à la recherche des disparus. Dans les premiers numéros de leurs bulletins paraissent des listes de déportés décédés et des demandes de renseignements concernant des disparus. Ce souci de retrouver et d'identifier tous les morts en déportation trouve son prolongement dans la réalisation des livres des morts réalisés par la plupart des amicales et du *Livre mémorial* publié en 2004 par la Fondation pour la mémoire de la Déportation.

Les amicales et les fédérations ne se contentent pas d'être des organisations de mémoire. Elles participent activement à la fabrication de l'histoire de la Déportation, négligée par les historiens français. Le travail du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale animé par Henri Michel a mené un travail pionnier mais la contribution des amicales et des fédérations a permis de préciser la connaissance de la déportation partie de France. Les versions successives du *Ravensbrück* de Germaine Tillion (1946, 1973 et 1988), accompagnées des *Françaises à Ravensbrück* (1965) porté par un collectif d'anciennes déportées, *Les Français à Buchenwald et à Dora* de Pierre Durand (1977), *Sachso* publié dans la collection « Terre humaine » par l'Amicale d'Oranienbourg-Sachsenhausen (1982) sont quelques exemples des apports à l'histoire

des déportés de répression. Dans tous ces ouvrages, des chapitres sont consacrés à la résistance des détenus sous toutes ses formes. Ce thème fait plus rarement l'objet de publications spécifiques, mais on peut citer *Les chemins de l'espérance* dirigé par Henri Alleg pour la FNDIRP (1975), *La Résistance des Français à Buchenwald et à Dora* de Pierre Durand (1991) ou *La Résistance en Enfer* de Roger Leroy, Roger Linet et Max Nevers (1991), trois anciens détenus du Struthof.

Cette implication forte des anciens déportés français dans la fabrication de leur propre histoire explique les relations établies avec les historiens des camps nazis, souvent anciens déportés eux-mêmes (Eugen Kogon pour Buchenwald, Hermann Langbein pour Auschwitz, Hans Marsalek pour Mauthausen, Fritz Bringmann pour Neuengamme, etc.), et les équipes des mémoriaux créés sur les sites des camps. La participation aux amicales internationales des camps a renforcé ces échanges.

Les amicales et les fédérations sont confrontées aujourd'hui à la disparition des derniers déportés. Anticipant cette situation, toutes ont contribué à la création de la Fondation pour la mémoire de la Déportation en 1990, dont la première présidente fut Marie-Claude Vaillant-Couturier. Cependant, si certaines amicales se sont dissoutes, la plupart se sont restructurées, donnant une place plus importante aux familles aux côtés des déportés dans les instances de direction. Les fédérations sont confrontées aux mêmes interrogations. Si la FNDIRP envisage sa disparition, la FNDIR-UNADIF semble vouloir prolonger son activité sans les déportés.



Couverture du livre de la FNDIR-UNADIF et Bernard Fillaire, *Jusqu'au bout de la Résistance*, Stock, 1997.

2) Les témoignages des déportés

Dès le retour en France, les déportés témoignent. La presse, la radio et les actualités cinématographiques leur donnent la parole. Des articles paraissent dans les journaux et des reportages sont publiés par les magazines. Le relais est pris par les éditeurs nationaux et locaux qui impriment de nombreux témoignages écrits dans les mois qui suivent la libération des camps. Ces livres souvent illustrés de dessins et de photographies, rendent compte de la diversité des expériences. Tous les camps sont concernés et le génocide des juifs n'est pas absent. La résistance dans les camps apparaît sous la forme de la solidarité mais aussi des organisations clandestines.

Lors des procès d'après-guerre, les déportés sont également présents. Ils sont appelés à décrire ce qu'ils ont vu et entendu. Le témoignage le plus connu en France est celui de Marie-Claude Vaillant-Couturier en janvier 1946 au procès de Nuremberg, mais d'autres Français interviennent devant les tribunaux chargés de juger les crimes nazis : le Pr Balachowsky au procès de Nuremberg en février 1946, Marcel Prenant au procès de Neuengamme en mars 1946 ou Pierre-Serge Choumoff à celui de Mauthausen qui se déroule de mars à mai 1946. Tous ont été impliqués dans des actions de résistance dans leurs camps respectifs.

Passé l'immédiat après-guerre, la parole des déportés devient plus discrète. La vie reprend le dessus, les Français sont moins enclins à lire ou entendre les récits sur l'univers concentrationnaire tandis que les déportés, sans oublier le passé, veulent se consacrer pleinement au présent.

À l'initiative du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, Henri Michel et Olga Wormser publient *La tragédie de la Déportation* en 1954, recueil de « témoignages de survivants des camps de concentration allemands ». Ce livre pionnier est constamment cité par la suite dès qu'il s'agit d'évoquer la Déportation, notamment quand cette question est intégrée dans les programmes scolaires.

Les organisations de déportés s'inscrivent dans ce mouvement. Elles donnent dorénavant une large place dans leurs publications aux témoignages et se font l'écho des parutions un peu partout en France. Elles incitent également leurs adhérents à aller à la rencontre des élèves qui participent au Concours national de la Résistance et de la Déportation depuis le début des années 1960.

Le fait de s'adresser à des jeunes conduit les témoins déportés à dépasser l'évocation de



Couverture du livre de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, *Le Grand Livre des témoins*, Ramsay / FNDIRP, 1995

leurs souffrances pour développer davantage les thèmes de la solidarité et de la résistance. L'approche victimaire reste néanmoins dominante, parce qu'elle correspond au vécu de la plupart des rescapés.

Avec le vieillissement et la disparition de nombre d'entre eux, les anciens déportés se préoccupent de recueillir et de diffuser plus largement les récits des survivants. Dès sa création en 1990, la Fondation pour la mémoire de la Déportation donne la priorité à la collecte de témoignages vidéos et audios. En 1995, la FNDIRP fait paraître *Le Grand Livre des témoins*, tandis qu'en 1997 la FNDIR-UNADIF fait rassembler divers écrits sous le titre révélateur *Jusqu'au bout de la Résistance*.

L'implication des anciens déportés au travers des témoignages écrits et oraux se justifie dans leur esprit par la nécessité de ne pas oublier les conditions dans lesquelles leurs camarades ont disparu, mais aussi de sensibiliser les générations les plus jeunes au danger d'une résurgence du nazisme, à l'origine des camps de concentration et d'extermination. Le statut de survivants des anciens déportés amène à s'interroger sur les conditions de leur survie, sur les moyens qui leur ont permis de tenir et de s'en sortir, pendant et après leur déportation. La question de la résistance dans les camps, sous la forme de la solidarité, du sabotage ou de l'action libératrice, est devenue incontournable aujourd'hui.

Le temps des témoins tire à sa fin et le temps des historiens est venu. Les déportés ont fini par se rapprocher des chercheurs, qui en France ont peu travaillé sur la Déportation. Des études ont intégré les témoignages dans des approches plus scientifiques des camps, associant les parcours individuels et collectifs. Si le travail des historiens permet de corriger les erreurs ou les approximations inévitables quand on sollicite la mémoire humaine, il risque de ne pas avoir la force de la parole des témoins, sa capacité à mobiliser autour de valeurs fondamentales.

LES TÉMOIGNAGES DES DÉPORTÉS PAR LE DESSIN : L'EXEMPLE DE LA FRANCE.

La plupart des déportés qui ont pu dessiner dans les camps sont parvenus à rapporter tout ou partie de leur production. D'autres déportés qui n'ont pas eu l'occasion ni la possibilité d'exploiter leur compétence artistique se mettent au travail dès leur retour. Réalisées en détention, inspirées par des croquis rapportés des camps ou par des souvenirs toujours vifs, ces productions ont acquis le statut de documents historiques (dessins de Léon Delarbre faits à Auschwitz, Buchenwald et Dora). Elles ont pu servir de preuves à charge lors des procès (dessins de Violette Lecoq sur Ravensbrück).

Ces dessins, réalisés dans les camps ou au retour, sont publiés accompagnés d'un texte introductif ou de titres plus ou moins explicites. Certains artistes intègrent leurs œuvres dans des récits rédigés par d'autres ou construisent une évocation de l'univers concentrationnaire au travers de leur propre expérience, en associant dessins et commentaires (dessin d'Odette Elina réalisés à Auschwitz-Birkenau; dessins de Jeannette L'Herminier réalisés à Ravensbrück; dessins de Bernard-Aldebert inspirés des croquis produits peu après sa libération à Gusen, *Kommando* de Mauthausen). Certains de ces dessins ont acquis une notoriété qui en fait des documents incontournables quand il s'agit d'évoquer les camps de concentration, en mesure de contrebalancer les images produites par les SS: la présentation de Natzweiler-Strutof intègre forcément les dessins d'Henri Gayot (conservés au Musée du Struthof, fonds André Gayot) comme celle de Neuengamme utilise nécessairement ceux de Lazare-Bertrand (Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon). Ces dessins ne cachent rien de la violence ni de la perversité du système concentrationnaire. Ils donnent à voir ce que les paroles ne peuvent pas restituer et ce que les nazis ont constamment masqué dans leurs reportages sur les camps de concentration.

Les dessins publiés composent le plus souvent des chroniques de la vie concentrationnaire, dans lesquelles sont montrées, explicitement ou implicitement, la violence et la détresse, comme la solidarité et l'espoir. Cependant, ils ne sont pas la vérité, mais uniquement une part de la réalité, un point de vue sincère et souvent précis de leur auteur sur certains camps, à certains moments. Ces dessins sont aussi des actes de survie quand ils permettent à leurs auteurs de se penser encore comme des êtres humains sensibles et créateurs – ce qui explique la présence de l'autodérision et de l'humour – ou des actes de résistance quand il s'agit de montrer pour dénoncer et condamner – ce qui suppose un minimum de précision. Cette subjectivité est sans doute la force même de ces dessins : au-delà d'une représentation qui se veut souvent réaliste et permettrait d'atteindre un certain niveau de connaissance de l'univers concentrationnaire, les auteurs s'adressent prioritairement à la conscience des lecteurs de leurs ouvrages. Les dessins de déportés restent des instruments de résistance contre l'oubli et, comme tous les témoignages, doivent être utilisés avec discernement.

Pour aller plus loin :

– brochures réalisées à l'occasion du CNRD 2002 dont le thème était : « Connaissance de la Déportation et production littéraire et artistique », notamment *Déportation, arts, histoire, mémoire*, Musée de la Résistance nationale, 2001.



David Olère, *La révolte du Sonderkommando*, sans date
(coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny), 167,5x138 cm.

LES PEINTURES DE DÉPORTÉS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

Le Musée de la Résistance nationale possède une collection d'œuvres peintes par des déportés constituées à la suite de donations. Parmi elles, deux évoquent le thème de la résistance dans les camps nazis.

LA RÉVOLTE DU SONDERKOMMANDO D'AUSCHWITZ

L'auteur

David Olère (1902–1985) naît dans une famille juive de Varsovie, en Pologne. Repéré pour ses talents artistiques, il suit des études d'art à Gdansk puis à Berlin. Dans les années 1920, il s'installe à Paris et devient peintre professionnel et décorateur de théâtre et de cinéma. Marié dans les années 1930, il obtient la nationalité française, francise son nom (Oler devient Olère) et s'installe à Noisy-le-Grand (actuelle Seine-Saint-Denis). Mobilisé en 1939, il est démobilisé en 1940 et perd sa nationalité française du fait des lois antijuives. Il est arrêté en février 1943 et déporté à Auschwitz en mars. Il est sélectionné avec une centaine d'hommes et une vingtaine de femmes pour travailler dans le camp. Les autres membres du convoi sont conduites à la chambre à gaz.

David Olère reçoit le matricule n° 106 144 et est affecté au *Sonderkommando* d'Auschwitz qui a besoin d'hommes du fait de la mise en service de *Krematorium II*. Par la suite, il est transféré au *Krematorium III*. Au total, David Olère passe 20 mois comme membre du *Sonderkommando*. Il est souvent sollicité par les SS et les *Kapos* pour réaliser des dessins ou des peintures.

David Olère fait partie des détenus du *Sonderkommando* qui survivent à la révolte du 7 octobre.

Affecté au démontage des *Krematoriums*, il parvient avec d'autres à se fondre dans la masse des détenus au moment de l'évacuation d'Auschwitz. Il arrive à Mauthausen et est transféré dans les *Kommandos* de Melk puis d'Ebensee pour le percement de tunnels. C'est là qu'il est libéré le 6 mai 1945. Dès son retour en France, David Olère réalise de multiples dessins sur ce qu'il a vécu et vu lors de sa déportation, principalement au *Sonderkommando* d'Auschwitz-Birkenau. À partir des années 1960, il passe à la peinture et produit une série de tableaux où le symbolisme l'emporte sur le réalisme. Son œuvre reste méconnue pendant de longue année, avant que Serge Klarsfeld n'attire l'attention sur son travail. Après sa mort en 1985, ces tableaux sont achetés par des musées américains. Avant leur départ aux États-Unis, les principales œuvres peintes de David Olère sont présentées au Musée de la Résistance nationale à l'initiative d'Alexandre Oler, fils de David Olère, et de Serge Klarsfeld. Alexandre Oler fait don au Musée de la Résistance nationale du tableau « La révolte du *Sonderkommando* ».

Le tableau

Ce tableau montre l'auteur dans son uniforme de déporté (identifié par son numéro de matricule), une fourche dans la main gauche (instrument utilisé pour déplacer les corps dans le *Krematorium*) et un fusil dans l'autre (allusion à la révolte). Un casque allemand portant l'écusson SS et un drapau gisent au sol. Derrière David Olère, à sa droite, une femme et un enfant dénudés, sans doute destinés à être gazés, semblent se protéger derrière l'homme révolté. À sa gauche, un autre enfant en uniforme rayé, s'accroche au bras de David Olère comme un dernier espoir.



À l'arrière-plan, en bas, la masse d'une des baraques du camp se profile ainsi qu'un mirador et l'enceinte électrifiée. Au-dessus, à gauche, les corps projetés vers l'enfer des chambres à gaz et des fours crématoires, que la femme regarde en hurlant. À droite, avec une expression presque identique sur son visage, l'homme tourne la tête vers ce qui ressemble à la nouvelle Jérusalem. Ce paradis possible semble promis à la femme portant son enfant qui s'élève au-dessus des cheminées des crématoires crachant des flammes. Cette œuvre complexe est plus qu'un hommage rendu aux révoltés du *Sonderkommando*. Comme dans la plupart de ses tableaux, David Olère se met en scène et mêle événements réels et considérations métaphysiques et religieuses. Confrontés au Mal absolu, les êtres humains ne doivent pas perdre espoir, quelle que soit la forme de cet espoir, ici vaincre le nazisme sur Terre ou accéder au paradis céleste.

Pour aller plus loin :

Serge Klarsfeld (présentation), David Olère, *L'œil du témoin / The Eyes of a Witness*, The Beate Klarsfeld Foundation, 1989.

Site des archives de la Maison des combattants des ghettos : www.infocenters.co.il

L'INSURRECTION DE BUCHENWALD

L'auteur

Boris Taslitzky (1911-2005) naît à Paris dans une famille de russes émigrés après l'échec de la révolution de 1905. Son père meurt sous l'uniforme français en 1915. Pupille de la nation, Boris Taslitzky commence à peindre à l'âge de quinze ans et fréquente les académies de Montparnasse. En 1928, il entre à l'École des beaux-arts de Paris. En 1935, il adhère au Parti communiste français. En 1936, lors de la présentation de *Quatorze Juillet*, pièce de Romain Rolland, il participe à l'exposition qui réunit notamment Picasso, Léger, Matisse, Braque, Lurçat, Laurens et Pignon dans le hall du Théâtre de l'Alhambra. Il réalise en 1937 des dessins d'illustration pour le journal communiste *Ce Soir*, dirigé par Aragon et Jean-Richard Bloch.

Boris Taslitzky est mobilisé en 1939 et fait prisonnier en juin 1940. Il s'évade en août et s'engage dans la Résistance. Arrêté en novembre 1941, il est condamné à deux ans de prison. Il réalise durant sa détention des dessins et des peintures, montrant les conditions très dures imposées aux prisonniers. À la fin de sa peine, il est transféré au centre de séjour surveillé de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn), où il réalise des fresques pour décorer les baraques à la demande des détenus. Ces œuvres sont des hommages aux héros de la Résistance et des appels à poursuivre la lutte. Durant sa détention, sa mère est arrêtée parce que juive et déportée à Auschwitz où elle meurt en 1942.

Avec d'autres détenus de Saint-Sulpice-la-Pointe, Boris Taslitzky est livré aux Allemands et déporté à Buchenwald par le convoi du 31 juillet 1944. Reconnu comme un peintre de talent, il peut récupérer, par l'intermédiaire de l'organisation clandestine du camp, du matériel pour dessiner et peindre, notamment une boîte d'aquarelle. Bénéficiant de la bienveillance et de la complicité de ses camarades français et étrangers, il parvient à réaliser près de 200 croquis et 5 aquarelles, pour la plupart rapportés en France après la libération de Buchenwald.

Dès 1946, Louis Aragon permet la publication de *111 dessins faits à Buchenwald* par Boris Taslitzky. L'ouvrage est réédité par l'Association française Buchenwald-Dora en 1978. La plupart de ces



Tableau de Boris Taslitzky, *L'insurrection de Buchenwald*, 30 décembre 1989

(coll. Musée de la Résistance nationale, Champigny), 73x92 cm.

dessins sont acquis par le Musée de la Résistance nationale en 1995, les autres dessins réalisés à Buchenwald appartiennent à des particuliers, Boris Taslitzky en ayant distribué beaucoup de son vivant.

Après-guerre, Boris Taslitzky poursuit sa carrière artistique. Peintre engagé, militant communiste, il est un des défenseurs avec André Fougeron du réalisme français. Sa production est inscrite dans les enjeux du présent (la dénonciation du capitalisme et du colonialisme). Il travaille très peu sur le thème de la Déportation, sinon pour des œuvres de commande. C'est ainsi qu'il réalise *La mort de Danielle Casanova* en 1949 et *L'insurrection de Buchenwald* sur laquelle il travaille dès 1963.

Le tableau

L'exemplaire conservé au Musée de la Résistance nationale est une version datée de 1989 d'un tableau dont les premières études remontent aux années 1960. Une version un peu plus imposante (80x120 cm), datée de 1990, est présentée lors de l'exposition *Créer pour survivre* organisée au Musée des Beaux-Arts de Reims en 1995 à l'initiative de la FNDIRP.

Boris Taslitzky est présent au moment de l'insurrection du camp le 11 avril 1945, mais sa peinture n'est en aucune manière un témoignage sur l'événement. Certains détails sont d'une grande précision : le déporté au centre a la tonsure destinée à identifier facilement les détenus en cas d'évasion ; celui derrière à sa droite porte la veste molletonnée des soldats soviétiques, que certains prisonniers de guerre transférés dans les camps de concentration ont pu conserver ; les triangles rouges sont marqués des lettres « R » (Russe), « F » (Français) ou « T » (Tchèque), nationalités parmi les plus représentées dans la population de Buchenwald.

Boris Taslitzky veut avant tout restituer l'élan des détenus révoltés de Buchenwald. Il reprend une composition adoptée pour illustrer l'article « Notre participation à l'action libératrice » publié dans le numéro 1 de *L'Humanité de Buchenwald* daté du 15 avril 1945. Développant l'action sur un

format plus large, il associe la représentation des assauts militaires et celle des manifestations populaires. L'union des peuples opprimés, évoquée par les triangles, doit permettre d'abattre l'ennemi commun, le nazisme. Dans la version conservée par le Musée de la Résistance nationale, Boris Taslitzky supprime d'ailleurs toute présence physique du camp, hormis le pavage, qui peut aussi rappeler celui des rues parcourues par les manifestations révolutionnaires. L'auteur se place exclusivement du point de vue des détenus, annonçant ainsi leur triomphe total.

Cette représentation d'un événement historique apparaît donc comme dissociée du cadre dans lequel il se produit. De manière générale, Boris Taslitzky n'a jamais voulu se laisser dominer par le camp, pendant comme après sa détention. Il a voulu demeurer un homme libre et, s'il a admis avoir aussi représenté l'enfer, il s'est efforcé de dessiner des déportés lors des moments où ils pouvaient échapper à la violence et à la souffrance. En cela, ce tableau de Boris Taslitzky prétend à l'universel, donnant à voir au spectateur ce mélange de courage et de rage qui poussent les êtres humiliés à se révolter et à sortir de leur condition d'esclaves. Dans la version réalisée l'année suivante, présentée à l'exposition *Créer pour survivre*, il réintègre dans le tableau l'esquisse d'une baraque du camp et du bâtiment des crématoires, comme un besoin de souligner, par-delà la représentation symbolique, que l'événement a bien eu lieu.

Pour aller plus loin :

Christophe Cognet, Lionel Richard et Annette Wiewiorka, *Boris Taslitzky, Dessins faits à Buchenwald*, Editions Biro, 2009.

Site consacré à Boris Taslitzky : boris-taslitzky.fr

Voir aussi : www.musee-resistance.com, rubrique « Pédagogie », sous-rubrique « Histoire des arts »

3) La résistance dans la commémoration de la Déportation et du génocide des juifs

Dans les premières années après leur retour en France, les anciens déportés et les familles des disparus poussent à la création de lieux de mémoire pour rendre hommage aux morts en déportation. Les amicales d'Auschwitz-Birkenau et de Neuengamme inaugurent les premiers monuments consacrés à la Déportation au cimetière du Père-Lachaise dès 1949. L'ensemble monumental qui se développe dans les décennies suivantes privilégie l'évocation des souffrances endurées par les déportés. Les sculptures montrent des déportés morts ou exténués par la fatigue, la faim et les coups (amicales de Mauthausen, de Buchenwald, du Struthof). Quelques corps redressés (amicales de Sachsenhausen, de Buchenwald), quelques mains tendues vers le ciel (amicales de Sachsenhausen, de Ravensbrück) manifestent le refus de se soumettre et la permanence de l'espoir. Ces caractéristiques se retrouvent dans bien d'autres monuments consacrés aux déportés parmi tous ceux édifiés en France.

La perspective du 10^e anniversaire de la libération des camps relance l'intérêt pour la Déportation. Les déportés se mobilisent, en particulier les résistants déportés qui ont fondé le Réseau du souvenir en 1952. La publication de *La tragédie de la Déportation* en 1954 est suivie de la réalisation par Alain Resnais du film *Nuit et brouillard* en 1955. Sans être absente, la résistance dans les camps s'efface derrière l'évocation de la souffrance. C'est seulement à propos des latrines que Jean Cayrol, auteur du texte de *Nuit et brouillard* écrit : « On se passait les vraies et les fausses nouvelles. On y organisait des groupes de résistance ».

En 1954, l'action des associations de déportés auprès des politiques aboutissent au vote d'une loi instituant une « Journée nationale du souvenir des victimes et héros de la Déportation ». La date retenue est le dernier dimanche d'avril de chaque année, qui correspond à la période de la libération de la plupart des camps de concentration. En outre, cette date n'interfère avec aucune autre commémoration ou célébration, nationale ou religieuse, et évite de faire de cette Journée un nouveau jour férié. Il s'agit d'évoquer « le souvenir des souffrances et des tortures subies par les déportés dans les camps de concentration » et de rendre « hommage au courage et à l'héroïsme de ceux et de celles qui en furent les victimes ». Voulant un hommage unanime, les législateurs n'ont pas valorisé les actions de résistance dans les camps et ont utilisé le

terme de héros pour désigner l'ensemble des victimes.

Cette période est marquée par la création de lieux de mémoire d'importance nationale, voire internationale. Le Mémorial du Martyr juif inconnu est commencé en 1953 et inauguré en 1956. Il veut conserver vivant le souvenir des juifs de France et d'Europe exterminés mais aussi de ceux qui ont lutté contre les assassins nazis, à commencer par les insurgés du ghetto de Varsovie. En 1953, le principe d'un lieu de mémoire sur le site de l'ancien camp du Struthof est adopté. Il est concrétisé en 1960 avec l'inauguration du Mémorial et de la Nécropole nationale du Struthof. En 1954, le conseil municipal de Paris se prononce pour l'érection à Paris d'un monument aux Martyrs de la Déportation. Inauguré en 1962 sur l'île de la Cité, le Mémorial des Martyrs de la Déportation, comme le Mémorial du Struthof, rassemble dans un même hommage tous les déportés disparus sans distinction. Cependant, pour la population française, le terme de « Déportation » est associé aux seuls camps de concentration, l'effacement de la spécificité des camps d'extermination étant entretenue par l'usage du terme imprécis de « camps de la mort ».

Là encore, la résistance dans les camps n'est pas mise en avant. C'est uniquement comme victimes que les déportés disparus sont honorés. Si le Mémorial de la France combattante, inauguré en 1960, accorde une place aux déportés, c'est d'abord pour rendre hommage au sacrifice des résistants morts en Déportation.

Les discours prononcés lors des cérémonies permettent de nuancer ce constat. Les orateurs sont souvent d'anciens déportés qui ne manquent pas de rappeler les actes de résistance qui ont été nécessaires pour assurer la survie des rescapés et continuer quand cela était possible la lutte commencée sur le territoire national. C'est aussi une manière de souligner que la lutte pour la liberté et la dignité de l'homme demeure une priorité depuis le retour des camps. Le message des associations de déportés à l'occasion de la Journée nationale du souvenir de la Déportation est rédigé dans le même esprit.

Depuis une vingtaine d'années, la prise de conscience de la spécificité du génocide des juifs d'Europe a donné à la déportation des juifs de France un éclairage médiatique plus important. Les déportés de répression ont souvent eu le sentiment d'être relégués au second plan alors qu'ils s'étaient efforcés de rappeler la mémoire de toutes les victimes depuis leur retour de déportation. Cette crainte de voir la déportation partie de France vers les camps de concentration ne plus être considérée comme aussi importante dans l'histoire française que le génocide des juifs d'Europe est à l'origine de la création de la Fondation pour la mémoire de la Dépor-

tation en 1990 par l'ensemble des associations d'anciens déportés, y compris l'amicale d'Auschwitz. En écho à l'inauguration du Mémorial de la Shoah en 2005, appuyé sur la Fondation pour la mémoire de la Shoah née en 2000, les associations de déportés de répression soutiennent l'ouverture la même année du Centre européen du résistant déporté sur le site de l'ancien camp de concentration du Struthof. Avant l'achèvement du nouveau lieu de mémoire annoncé sur le site du camp de transit de Drancy, ces mêmes associations appuient la création du Mémorial de l'Internement et de la Déportation sur le site du camp de Royallieu à Compiègne, inauguré en 2008. Parallèlement, la mémoire du génocide des juifs d'Europe s'est éloignée de la seule vision victimaire et insiste plus systématiquement sur les actes de résistance contre la destruction du judaïsme européen voulue par les nazis et leurs complices. La mise en valeur des Justes ou des résistants juifs en France accompagne le rappel des révoltes dans les ghettos et les camps d'extermination en Europe de l'Est.

Aujourd'hui, chaque déportation a ses lieux de mémoire. Les recherches des associations et des historiens ont permis de préciser le nombre des déportés et les parcours de chacun. Les structures associatives et institu-



Le monument de Buchenwald-Dora au cimetière du Père-Lachaise à Paris (DR).

Le monument de Buchenwald-Dora est inauguré le 15 avril 1964. La sculpture est due à Louis Bancel, ancien résistant du Vercors. Le socle est réalisé par l'architecte Romer, ancien déporté à Buchenwald. Les attitudes des trois déportés décharnés renvoient à trois dimensions de l'expérience concentrationnaire : l'homme prostré, saisi par la mort, représente la souffrance ; l'homme soutenant son compagnon d'infortune, la solidarité ; l'homme debout, la résistance et la dignité humaine. Les vers d'Aragon gravés sur la dalle en granit résume cette symbolique : « Qu'à jamais ceci montre comme l'Homme dut tomber / Et comment le courage et le dévouement / Lui conservent son nom d'Homme. »



Le Centre européen du résistant déporté

Bandeau de présentation du dépliant du site du camp de Natzweiler-Struthof, valorisant le Centre européen du résistant déporté, récemment ouvert. Inauguré en 2005, le Centre européen du résistant déporté (CERD) vise à renforcer en France la mémoire de la déportation de répression, concurrencée par celle de la Déportation de persécution depuis les années 1980. Installé sur le site de l'ancien camp de Natzweiler-Struthof, seul camp de concentration sur l'actuel territoire français, le CERD lie étroitement la Déportation avec la lutte contre le nazisme et la Résistance dans l'Europe occupée.

Pour aller plus loin :

www.struthof.fr



Le Mémorial de l'Internement et de la Déportation / Camp de Royallieu à Compiègne

Dépliant du Mémorial de l'Internement et de la Déportation – Camp de Royallieu à Compiègne (DR).

Les baraques restantes du camp sont visibles au travers du mur des noms des déportés de répression partis de Compiègne. Le 23 février 2008, est inauguré le Mémorial de l'Internement et de la Déportation sur le site du camp de Royallieu à Compiègne. L'ancienne caserne est transformée par l'armée allemande en lieu de détention entre 1941 et 1944 et devient le principal camp de transit des déportés de répression avant leur transfert vers les camps de concentration. Le Mémorial de l'Internement et de la Déportation se veut le pendant du Mémorial de la Shoah et du Mémorial du camp de Drancy pour la déportation de persécution. Un mur des noms des déportés de répression passés par Compiègne répond au mur des noms des déportés juifs de France à Paris. Bien que le Mémorial de l'Internement et de la Déportation ait été pensé comme un espace d'histoire et de mémoire consacré prioritairement aux résistants déportés, son exposition permanente insiste sur trois convois à destination d'Auschwitz (convois d'otages juifs du 27 mars 1942 ; convois de résistantes du 24 janvier 1943, dit « convoi des 31.000 » ; convoi de résistants du 27 avril 1944, dit « convoi des tatoués »). Les déportations vers les autres camps de concentration sont cependant présentées, ainsi que le sort des déportés de répression.

Pour en savoir plus :

www.memorial.compiègne.fr

tionnelles ont appris à travailler ensemble sur des projets prenant en compte le système concentrationnaire comme le programme d'extermination des juifs d'Europe. La dénonciation du nazisme et de ses résurgences a permis les rapprochements, notamment lorsqu'il s'est agi de juger les derniers criminels ou leurs complices encore vivants.

Le 24 avril 2011, comme chaque année à l'occasion de la Journée nationale du souvenir de la Déportation, les anciens déportés adressaient un message à la population, afin de rappeler la mémoire de leurs camarades disparus et leurs combats dans les camps et depuis leur retour pour la dignité et la liberté de chaque être humain.

MESSAGE DES DÉPORTÉS POUR LA JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR DE LA DÉPORTATION (EXTRAIT) DIMANCHE 24 AVRIL 2011

Nous qui sommes les survivants [...], apportons aujourd'hui notre témoignage, en ces temps de tourmente où se confrontent des extrémismes étatiques ou religieux et les aspirations d'ouverture vers la démocratie et le simple respect des droits de l'homme.

Nous tenons à affirmer notre conviction que ce rappel des luttes et des souffrances d'hier ne doit pas seulement consister en un regard apitoyé ou reconnaissant lancé sur un passé douloureux.

Cette évocation ne saurait être dissociée des espoirs qu'aux jours sombres nous placions dans l'avenir, et que, aujourd'hui encore, nous entendons préserver et développer.

En cette journée du souvenir de la déportation et des combats de la liberté, les hommes, les femmes et les enfants qui ont vécu ces événements dans leur chair et avec leurs yeux, appellent avec force leurs concitoyens à rester fermes dans la défense des valeurs de liberté, de démocratie, de tolérance et à ne jamais oublier que le monde se construit par la force de l'espoir et par la générosité des hommes, non par la force des dictatures.

Ce message a été rédigé conjointement par :

La Fondation pour la mémoire de la Déportation (FMD),
La Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance (FNDIR),
La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP),
L'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF),
L'Union nationale des déportés, internés et victimes de guerre (UNDIVG).

EXPOSITIONS

Dans le cadre de la convention qui le lie au ministère de l'Éducation nationale, le Musée de la Résistance nationale a réalisé des expositions autour du thème du CNRD 2012.

L'exposition temporaire

« Nous qui sommes encore vivants »

(André Ulman, Ebensee, 1944).

Résister dans les camps nazis.

au Musée de la Résistance nationale (MRN) à Champigny-sur-Marne

Du 6 décembre 2011 au 31 août 2012

Une première salle présente le rôle joué en France par la presse et l'édition dans la dénonciation du système concentrationnaire nazi et l'évocation des résistances dans les camps nazis, mais aussi dans les ghettos : avant-guerre ; durant la guerre et l'Occupation (édition clandestine de la Résistance) ; de la Libération à la fin de la guerre, à l'ouverture des camps.

Une deuxième salle, à travers les collections d'objets et d'archives du Musée de la Résistance nationale, enrichies de nombreux prêts de déportés et familles ainsi que d'associations telle l'Association française Buchenwald-Dora et kommandos, offre aux visiteurs la découverte des multiples facettes des résistances dans les camps de concentration, notamment à Buchenwald, Ravensbrück, Mauthausen.

Une troisième salle est dédiée à la mémoire des résistances dans les camps de concentration et d'extermination, notamment à travers la création artistique (David Olère, Boris Taslitzky, Pierre Fertel) et des témoignages audiovisuels de résistant(e)s déporté(e)s.

L'exposition temporaire est déclinée en

exposition itinérante :

11 panneaux déroulants de 86 x 210 cm (supports d'installation fournis).

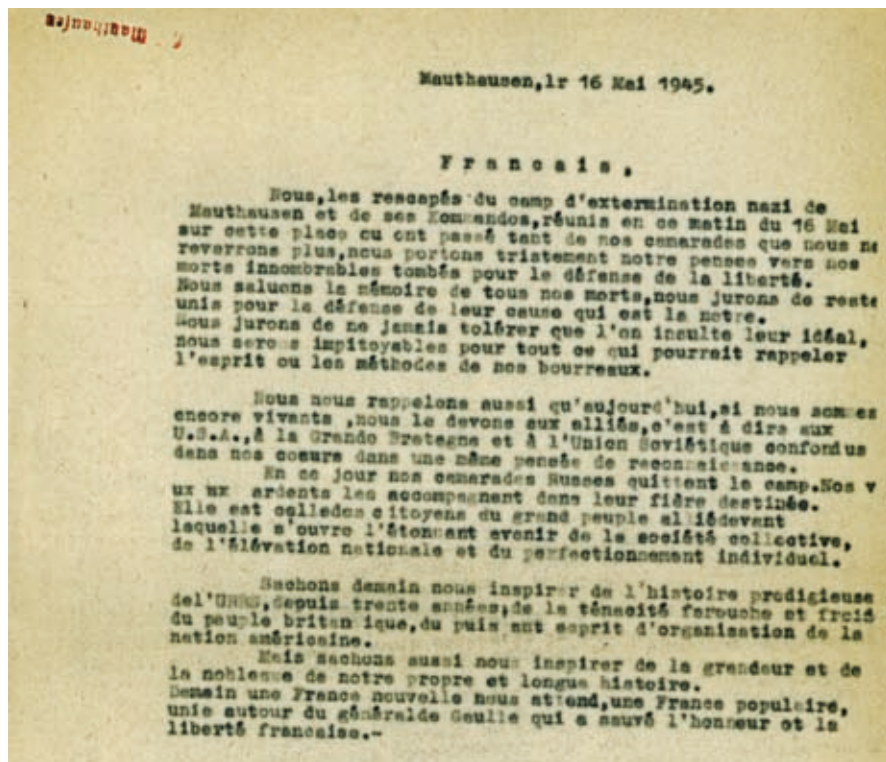
Cette exposition est disponible à la location.

Contact : Fatih Ramdani – Tél : 01 48 81 53 80

Mail : administration@musee-resistance.com

L'exposition est également déclinée sous la forme d'une **exposition téléchargeable** sur le site internet du MRN dédié à la communauté scolaire (janvier 2012). Le téléchargement est gratuit. Tous les documents libres de droits sont issus des collections du MRN et de collections publiques françaises et étrangères partenaires du musée.

www.musee-resistance.com



Version tapuscrite du texte du serment de Mauthausen, 16 mai 1945 (coll. particulière).

Le serment de Mauthausen, 16 mai 1945.

«Voici ouvertes les portes d'un des camps les plus durs et les plus sanglants, celui de Mauthausen. Dans toutes les directions de l'horizon, nous retournons dans des pays libres et affranchis du fascisme.

Les prisonniers libérés, hier encore menacés de mort par la main des bourreaux du monstrueux nazisme, remercient du fond de leur cœur les armées alliées victorieuses, pour leur libération et saluent tous les peuples à l'appel de leur liberté retrouvée.

Le séjour de longues années dans les camps nous a convaincus de la valeur de la fraternité humaine. Fidèles à cet idéal, nous faisons le serment solidaire et d'un commun accord, de continuer la lutte contre l'impérialisme et les excitations nationalistes. Ainsi que par l'effort commun de tous les peuples, le monde fut libéré de la menace de la suprématie hitlérienne, ainsi il nous faut considérer cette liberté reconquise, comme un bien commun à tous les peuples.

La paix et la liberté sont la garantie du bonheur des peuples et l'édification du monde sur de nouvelles bases de justice sociale et nationale est le seul chemin pour la collaboration pacifique des États et des peuples.

Nous voulons, après avoir obtenu notre liberté et celle de notre nation, garder le souvenir de la solidarité internationale du camp et en tirer la leçon suivante : nous suivons un chemin commun, le chemin de la compréhension réciproque, le chemin de la collaboration à la grande œuvre de l'édification d'un monde nouveau, libre et juste pour tous.

Nous nous souviendrons toujours des immenses sacrifices sanglants de toutes les nations qui ont permis de gagner ce monde nouveau. En souvenir de tout le sang répandu par tous les peuples, en souvenir des millions de nos frères assassinés par le fascisme nazi, nous jurons de ne jamais quitter ce chemin.

Sur les bases sûres de la fraternité internationale, nous voulons construire le plus beau monument qu'il nous sera possible d'ériger aux soldats tombés pour la liberté : le Monde de l'Homme libre !

Nous nous adressons au monde entier par cet appel : aidez-nous en cette tâche.

Vive la Solidarité internationale !

Vive la Liberté !»

Pour aller plus loin : www.campmauthausen.org

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

(mention figurant sur certains journaux clandestins de la Résistance française)

Bulletin publié par le Musée de la Résistance nationale (MRN) en partenariat avec le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de l'académie de Créteil.

Bulletin réalisé par :

Eric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au Musée de la Résistance nationale ; Guy Krivopissko, professeur d'histoire détaché, conservateur du Musée de la Résistance nationale et Loïc Damiani, docteur en histoire, professeur au collège Jean Macé à Fontenay-sous-Bois.

Avec le concours de la commission Histoire du Musée de la Résistance nationale et de Xavier Aumage, Céline Heytens et Charles Riondet, archivistes du Musée de la Résistance nationale ; Julie Baffet, chargée de la Communication du Musée de la Résistance nationale, ainsi que Chris Boissin et Gilles Gony, CRDP de l'académie de Créteil.

Coordination :

Corinne Robino, directrice du CRDP de l'académie de Créteil ; Eric Brossard, professeur relais au Musée de la Résistance nationale ; Guy Krivopissko, conservateur du Musée de la Résistance nationale.

Musée de la Résistance nationale

Service pédagogique

Parc Vercors
88 avenue Marx Dormoy
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Téléphone : 01 48 81 44 91
Télécopie : 01 48 81 33 36
Courriel : info@musee-resistance.com

Directeur de publication : Michel Delugin
Rédactrice en chef : Julie Baffet
Imprimé par Agefim

Duplication autorisée et conseillée.
Version téléchargeable sur le site du Musée de la Résistance nationale, rubrique pédagogie, sous rubrique CNRD.
www.musee-resistance.com

Musée de la Résistance nationale

Parc Vercors - 88 avenue Marx Dormoy
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Pour contacter le Musée

Accueil et réservation : 01 48 81 53 78
Service pédagogique : 01 48 81 44 91
Service communication : 01 48 81 45 97
Site Internet : www.musee-resistance.com
Courriel : infos@musee-resistance.com

Jours et horaires d'ouverture

Du mardi au vendredi, de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30.
Samedi et dimanche, de 14 h 00 à 18 h 00.
Fermé au mois de septembre (sauf pour les journées du Patrimoine), les lundis, les jours fériés (sauf le 8 mai), les week-ends en août.

Tarifs

- Visite de l'exposition temporaire : gratuite
 - Visite de l'exposition permanente :
 - Plein tarif : 5 €
 - Demi-tarif : 2,50 € (retraités, familles nombreuses, groupes de plus de 10 personnes)
 - Campinois : 1,80 €
 - Gratuit pour les scolaires, les anciens résistants et déportés, les chômeurs, le personnel des organismes sous convention.
- Une visite commentée gratuite de l'exposition est organisée le 1^{er} dimanche de chaque mois.

Accès

En transports en commun : RER A, direction « Boissy-Saint-Léger », station « Champigny » puis bus 208, arrêt « Musée de la Résistance ».
Par la route : par l'autoroute A4, sortie « Champigny centre », ou par la route départementale 4.

Bâtiment accessible aux handicapés.
Librairie - Boutique - Parking.